

A decorative border with symmetrical floral and scrollwork patterns in a light gray color, framing the central text.

**Thomas
SANKARA Un
nouveau pouvoir
africain.**

**Jean Ziegler et J. Ph.
Rapp, 1986**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

**Thomas
SANKARA Un
nouveau
pouvoir**

**Jean Ziegler et J. Ph.
Rapp, 1986**

Jean ZIEGLER et J. Ph. RAPP

(1986)

Thomas SANKARA
Un nouveau pouvoir
africain

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Roger Gravel, bénévole,
Page web. Courriel: wsl@rogergravel.com

à partir du livre de :

Jean ZIEGLER et J. Ph. RAPP

Thomas SANKARA Un nouveau pouvoir africain.

Lausanne, Suisse : Pierre-Marcel Favre/ABC, 1986, 176 pp. Collection : “Les grands entretiens”.

L’auteur nous a accordé le 29 janvier 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Jean Ziegler : jeziegler@vtxnet.ch

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 21 juin 2018 à Chicoutimi, Québec.



Jean ZIEGLER et J. Ph. RAPP

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

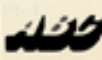
**Jean Ziegler
J.Ph. Rapp**

Thomas
SANKARA
**Un nouveau pouvoir
africain**

Collection

les grands entretiens

dirigée
par Jean-Louis Gouraud

PIERRE-MARCEL
FAVRE | 

Lausanne, Suisse : Pierre-Marcel Favre/ABC, 1986, 176 pp. Collection : "Les grands entretiens".

© 1986 Pierre-Marcel Favre/ABC (groupe média international)

Couverture : maquette de B. Flageul ; photo P. Aventurier/Gamma.

Photos du dos : Gérard Gastaud (Le Seuil) pour J. Ziegler et J.-Claude Gadmer pour J.-Ph. Rapp.

Éditions Pierre-Marcel Favre

Siège social : 29, rue du Bourg

CH 1002 Lausanne (Suisse). Tél. : 021/22.17.17

Paris : 2, rue du Sabot

F 75006 Paris (France). Tél. : 01/45.48.68.85

Éditions ABC (groupe média international)

Siège social : 9, rue du Château-d'Eau

F 75010 Paris (France). Tél. : 01/42.09.61.84

Tous droits réservés pour tous pays. Toute reproduction, même partielle, par tous procédés, y compris la photocopie, est interdite.

Dépôt légal en Suisse en mai 1986.

ISBN 2-8289-0235-8

Collection

les grands entretiens

dirigée

par Jean-Louis Gouraud

déjà parus

AFRIQUE : LES CHEFS PARLENT.

Dix chefs d'État africains au micro
de Radio-France Internationale.

(préface d'Hervé Bourges)

KADHAFI :

« JE SUIS UN OPPOSANT À L'ÉCHELON MONDIAL. »

entretiens avec Hamid Barrada

Marc Kravetz et Mark Whitaker

MEÏR KAHANE

LE RABBIN QUI FAIT PEUR AUX JUIFS

une enquête sur l'extrême droite en Israël

par Raphaël Mergui et Philippe Simonnot

SHALOM COHEN :
LES TROIS FRÈRES D'ISRAËL

JEAN ZIEGLER :
UN NOUVEAU POUVOIR AFRICAÎN
Entretiens avec THOMAS SANKARA
recueillis par J.-PH. RAPP

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[5]

Ce livre est dédié à la mémoire de :
Olof Palme,
assassiné le 28 février 1986 à Stockholm
Mohamed Maïga,
mort le 1^{er} janvier 1984 à Ouagadougou

[6]

**QUELQUES OUVRAGES DE JEAN ZIEGLER
aux éditions du Seuil**

Les Vivants et la Mort. *essai de sociologie*

coll. « Esprit », 1975 ; coll. « Points », 1980.

Une Suisse au-dessus de tout soupçon
(en collaboration avec Délia Castelnovo-Frigessi,
Heinz Hollenstein, Rudolph H. Strahm)
Coll. « Combats », 1976 ; coll. « Points Actuels », nouv. éd., 1985.

Main basse sur l'Afrique
coll. « Combats », 1978 ;
coll. « Points Actuels », nouv. éd. revues et augmentées, 1980 et 1986.

Le Pouvoir africain
Coll. « Esprit », 1973 ; coll. « Points », 1979

Retournez les fusils !
Manuel de sociologie d'opposition
coll. « L'histoire immédiate », 1980 ;
coll. « Points Politique », 1981

Contre l'ordre du monde — les Rebelles
(Mouvements armés de libération nationale du tiers monde)
coll. « L'histoire immédiate », 1983 ;
coll. « Points Politique », 1985

Vive le pouvoir ! ou les délices de la raison d'État.
1985

QUELQUES OUVRAGES DE JEAN-PHILIPPE RAPP

Les nouvelles chaînes

techniques modernes de la télécommunication et le tiers monde
Presses universitaires de France (Paris) 1983. Cahiers de l'IUED (Institut
Universitaire d'Études du Développement)

Le tourisme, nouveau colonialisme.
CETIM (Centre Europe Tiers Monde), Genève 1982.

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

Table des matières

Avant-propos [7]

Introduction [9]

Première partie.

Un nouveau pouvoir africain, par Jean Ziegler [15]

Les années d'apprentissage [17]

Le poids de l'histoire [24]

Réformes et famine [31]

Deux amis de Sankara [39]

L'espérance [46]

Seconde partie.

Entretiens avec Thomas Sankara
par Jean-Philippe Rapp [49]

Souvenirs de jeunesse [51]

Relations avec l'étranger [60]

Budget de l'État et dette extérieure [64]

Les organisations non gouvernementales et l'aide extérieure [70]

L'agriculture et l'environnement [76]

L'adhésion populaire [84]

L'alphabétisation, le service civil [89]

Les femmes Burkinabé [95]

La peur et la violence [99]

Annexes [109]

Brève chronologie [111]

Qu'est-ce que le Burkina-Faso ? [113]

Biographie de Thomas Sankara [117]

Éléments de bibliographie [119]

Discours d'orientation (2 octobre 1983) [121]

Déclaration de Sankara à l'ONU (4 octobre 1984) [152]

Discours du Capitaine Thomas Sankara prononcé à la Conférence
internationale sur l'arbre et la forêt à Paris le 5 février 1986 [171]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Quand l'oppression se fait plus lourde,
Nombreux sont les découragés
Mais son courage à lui augmente.

...

Il organise son combat
Pour quelques sous, pour l'eau du thé.
Pour le pouvoir d'État.
Il demande à la propriété :
D'où viens-tu ?

Là où l'on se tait toujours,
Il parlera.
Là où l'oppression règne et où l'on parle
de destin,
Il citera des noms.

...

Quand on l'expulse, là où il va,
Va la révolte.

*Bertolt Brecht,
Éloge du révolutionnaire, poèmes,
Éditions de l'Arche.*

[8]

[9]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre Europe de la conscience homogénéisée, du consensus confus et de la raison d'État triomphante, toute idée de rupture avec l'ordre meurtrier du monde relève du délire. Un révolutionnaire, chez nous, est considéré au mieux comme un original sympathique, une sorte de clochard de l'esprit, un illuminé inoffensif ou un marginal pittoresque, au pire comme un inquiétant trublion, un déviant, un fou. La *Realpolitik* gouverne la planète. Son idéologie légitimatrice : le chauvinisme fanfaron, la mensongère doctrine des droits de l'homme. J'exagère ? Les États-Unis, la France, la Suisse, l'Angleterre et bien d'autres États occidentaux abritent à l'intérieur de leurs frontières des démocraties réelles, vivantes, respectueuses des libertés et des revendications de bonheur de chacun de leurs habitants. Mais dans leurs empires néocoloniaux, face aux peuples périphériques qu'elles dominent, ces mêmes démocraties occidentales pratiquent ce que Maurice Duverger appelle « *le fascisme extérieur* » : dans les pays du tiers monde, depuis près de vingt ans, tous les indicateurs sociaux (sauf l'indicateur démographique) sont négatifs. La sous-alimentation, la misère, l'analphabétisme, le chômage chronique, les maladies endémiques, la destruction familiale sont les conséquences directes des termes inégaux de l'échange, de la tyrannie de la dette. Les démocraties occidentales pratiquent le génocide par indifférence. Régis Debray : « Il faut des esclaves aux hommes libres. » ¹. La fragile prospérité de l'Occident est à ce prix.

Périodiquement, à la périphérie, des hommes, des femmes se lèvent, refusent l'ordre du monde et revendiquent pour eux-mêmes, pour leur peuple, une chance de vie. *Thomas Sankara* est de ces hommes-là. Mystère de la liberté humaine : ces insurrections de l'esprit ont généralement lieu dans les contrées les plus démunies, les plus affligées. Le Burkina Faso est le 9^e pays le plus pauvre de la terre, si l'on considère le revenu par tête d'habitant ; sur la liste publiée par la Banque mondiale en 1985, le Burkina figure en 161^e position. Le déficit alimentaire du pays a été en 1985 de 200 000 tonnes céréalières. L'infrastructure industrielle ? Inexistante. Les réseaux routier, ferroviaire ? [10] Rudimentaires. L'attente de vie ? La moitié de celle que connaît la France. Le budget de fonctionnement de l'État ? Déficitaire en permanence ; chaque année, dès le mois d'octobre, le Burkina doit quêter à l'extérieur les fonds nécessaires au paiement de son fonctionnariat pléthorique et largement parasitaire. L'héritage institutionnel enfin : il est totalement inadapté aux exigences d'un développement autocentré, accéléré d'un pays à l'agriculture primitive et à l'accumulation interne inexistante.

Chaque homme est le produit d'une dialectique compliquée entre le général et le particulier, entre une histoire sociale multiforme, contradictoire et une volonté personnelle, elle-même tributaire d'une diachronie familiale, clanique. Jean-Paul Sartre : « Il ne s'agit pas de savoir ce que nous voulons faire de notre liberté. La question est : que voulons-nous faire de ce qu'on a fait de nous ? » Comprendre la dialectique qui a produit un Sankara est le but

ambitieux de ce livre.



Comment faire ? Le mieux est évidemment de donner la parole au sujet épistémique, à l'acteur lui-même.

Dans ce livre, c'est donc avant tout *Sankara* qui parle. C'est *Jean-Philippe Rapp* qui sollicite, recueille sa parole.

Jean-Philippe Rapp est un journaliste de réputation et d'audience internationales. Ancien producteur à la Télévision suisse romande de l'émission « Temps présent », il dirige aujourd'hui l'édition de la mi-journée du téléjournal. Il est également responsable d'un cours pour les questions de communication à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève. Avec Sankara, il entretient des liens privilégiés : « Temps Présent » avait sous son impulsion et celle de Jean-Claude Chanel, Serge Théophile Balima et Azod Sawadogo produit en 1983 une série d'émissions d'analyse comparée de l'hôpital de Ouagadougou et de Genève. Une collecte auprès du public suisse ayant répondu à leur appel, ils ont pu — avec l'aide du Ministère de la Santé du Burkina — construire une clinique pédiatrique. De cette collaboration burkinabé helvétique est née une amitié : Rapp a, à plusieurs reprises, eu de11] longues conversations avec Sankara. Le résultat ? Un portrait de Sankara diffusé par la télévision romande et le présent livre.

Le dialogue Sankara-Rapp est-il un dialogue complice ? Évidemment non. Comme moi-même, Rapp est très peu porté sur la vénération des grands hommes. Comme moi, il a horreur des « héros ». Ce livre abrite un dialogue didactique : Sankara tente, avec un remarquable sens pédagogique, d'expliquer son projet politique et les racines personnelles, idéologiques qui le nourrissent. Sa franchise est totale. Il ne tente pas de séduire (ni Rapp ni moi-même ne nous serions d'ailleurs prêtés à une telle opération...) mais de *dire ce qui est*. Grâce à ce dialogue, une fascinante page de l'histoire africaine contemporaine s'ouvre devant nos yeux.



Pourquoi ai-je accepté le projet à ce livre ? Nice, mars 1986 : Robert Charvin, doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Nice, nous a conviés, quelques collègues et moi-même, dans son bureau qui, situé à mi-pente d'un splendide parc planté de pins, surplombe la baie des Anges. Thème de la discussion : les sujets de thèse. Nice a un problème similaire à celui de Genève : de nombreux candidats aux doctorats, venus d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, cherchent un directeur de thèse... et surtout un sujet en accord avec leur expérience personnelle, leurs intérêts intellectuels, leurs projets d'avenir. Et que faisons-nous, nous les professeurs

européens ? Nous dressons de savantes listes de sujets qui couvrent les analyses des mouvements armés de libération, de la construction nationale et d'État à la périphérie, de l'acculturation idéologique des avant-gardes, etc. Pratiquement jamais nous ne proposons un sujet qui problématise la création symbolique autochtone. Pourquoi ? Parce que, tout simplement, dans la vaste bibliographie sociologique, politologique existante, les ouvrages de fond élaborés par les dirigeants des mouvements de libération eux-mêmes sont quasi inexistantes. Les œuvres d'Amilcar Cabrai, de Kwameh N'Krumah, de Luiz-Emilio Recabarren, de José-Maria [12] Mariatégui ou d'Anibal Ponce, constituent de rares exceptions. Les œuvres théoriques, les systèmes d'auto-interprétation élaborés par les combattants africains (latino-américains, etc.) eux-mêmes, manquent cruellement. C'est au lendemain de cette discussion, à mon retour de Nice, que j'ai donné mon accord définitif pour ce livre à Jean-Louis Gouraud et Pierre-Marcel Favre. Gouraud et Favre sont à l'origine du « Projet Sankara ».



Quelle est la structure du livre ? Trois parties la composent. J'en assume la première. J'évoque certaines hypothèses, formule certaines intuitions concernant la genèse de la pensée de Sankara et des évidentes contradictions qui l'habitent.

Cette première partie contient la transcription de mes notes prises durant mes séjours au Burkina et de mes discussions avec nombre de ses habitants, dirigeants ou simples paysans. Elle évoque aussi mon interprétation de certains événements clés de la récente histoire du pays.

J'insiste : je ne présente pas ici une analyse sociologique des bouleversements politiques, idéologiques, économiques, militaires que les jeunes officiers, vainqueurs de l'épreuve de force du 4 août 1983, mettent en œuvre dans un pays dont ils veulent changer le destin, les mentalités et les structures. La « Haute-Volta », devenue grâce à Sankara le Burkina Faso, « la terre des hommes libres », est parmi les pays dont l'histoire sociale, la configuration ethnique, les multiples héritages culturels sont les mieux connus en Afrique ; il existe une excellente université à Ouagadougou ; à l'IFAN de Dakar, à l'ORSTOM d'Abidjan, au CNRS de Paris et à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève, il existe des spécialistes — économistes, linguistes, politologues, anthropologues et autres — qui ont publié d'intéressantes monographies sur les peuples du Burkina. Sur la période contemporaine, des recherches sont en cours qui promettent une moisson riche et multifforme et qui apporteront dans les années à venir des connaissances sectorielles précises.

Je ne suis spécialiste ni de l'empire mossi ni des formations sociales peul, bellah, touareg ou mandingue. Quant à l'histoire de la conquête coloniale des plateaux mossi qui marque si profondément le souvenir, le caractère des dirigeants actuels, Yves Person et ses successeurs ont produit des travaux qui font autorité. Je le répète : je ne fais pas ici œuvre de sociologue ; des collègues, spécialistes de la région le font et ce que je sais de la configuration ethnique, des contradictions de classes, des cosmogonies autochtones, je le sais par les sources secondaires dont, à la fin du livre, j'indique la bibliographie sélective.

La deuxième partie du livre contient les dialogues de Sankara avec Jean-Philippe Rapp. La troisième partie est une partie documentaire : elle reproduit un certain nombre de textes de références indispensables à la compréhension des événements du Burkina de la période 1983-1986.

Micheline Bonnet, documentaliste au Département de sociologie de l'Université de Genève, a bien voulu mettre au net la première partie du livre ; Juan Gasparini, assistant, a établi la bibliographie sélective. Je leur dis ma vive gratitude.

Jean Ziegler
Genève, Pâques 1986.

[14]

[15]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

Première partie

UN NOUVEAU POUVOIR AFRICAIN

À la table de qui le Juste refuserait-il de s'asseoir
S'il s'agit d'aider la justice ?
Quel remède paraîtrait trop amer
Au mourant ?
Quelle bassesse refuserais-tu de commettre
Pour extirper toute bassesse ?
Si tu pouvais enfin transformer le monde,
que
N'accepterais-tu de faire ?
Qui est-tu ?
Enfonce-toi dans la fange,
Embrasse le bourreau, mais
Change le monde : il en a besoin !

*Bertolt Brecht
Change le monde, il en a besoin !*

[16]

[17]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

Première partie

LES ANNÉES D'APPRENTISSAGE

Un *curieux paradoxe frappe la personnalité* de Sankara : chaleureux, extroverti, passionné de débat, tendu jusqu'à l'extrême par la volonté de

convaincre, rieur, aimant la musique, la fête, amateur de veillées interminables, convivial, Sankara est en même temps un homme secret, solitaire, fermé presque.

Sankara parle avec passion de l'aventure collective dans laquelle, depuis 1983, il a engagé ses compatriotes. Mais il ne se livre guère et l'introspection, l'exploration de sa propre socialisation, de son histoire familiale, personnelle, lui répugnent. L'extrême pudeur, si caractéristique de pratiquement toutes les grandes civilisations africaines, explique sa retenue dès que la conversation approche du domaine familial, privé. Sankara est Mossi par sa mère, Peul par son père. Thomas est né il y a 38 ans dans le village de Yako, entre Kaya et Ouahigouya, dans le royaume mossi de Yatenga. Toute sa vie, jusqu'à aujourd'hui, sa mère a vécu la pénible existence des paysannes mossi ; Sankara, en discutant avec Rapp, évoque les journées harassantes, le constant et épuisant labeur de sa mère. Il en parle avec révolte, avec affection aussi. La figure dominante de son enfance, de son adolescence est sans aucun doute *le père*. Sankara, de par ses origines, est un Slimi-Moagoa, le ressortissant d'une sous-classe, méprisée par les féodaux mossi. J'insiste : ni « vrai Mossi » ni « vrai Peul », Sankara est obligé, très tôt, de se définir lui-même par rapport à ses propres actes, ses propres convictions ². La conquête de sa propre identité a été très tôt une tâche difficile. Si les féodaux mossi, aristocrates du royaume et maîtres de la terre, regardent de travers ce fils de Peul, les Peuls eux-mêmes ne l'acceptent pas comme un des leurs.

[18]

Un des amis intimes, camarade de combat de Sankara, Moussa Diallo, chef du régiment stationné à Bobo-Dioulasso, m'a raconté en riant cet incident : lors d'une cérémonie d'inauguration d'un barrage d'irrigation dans la région de Dori, Sankara marche en tête du cortège, suivi de Diallo. Une délégation de chefs peuls se présente le soir au gîte de Diallo. Diallo est un Peul pur sang. Les chefs peuls lui disent sur un ton véhément de reproche : « Moussa, comment peux-tu marcher *derrière* ce type qui n'est même pas un vrai Peul ? »

Oui est le père de Sankara ? Tirailleur voltaïque, combattant « volontaire » de l'empire français, le père a connu le parcours classique du soldat africain au service de la France. Parcours profondément ambigu : fidèle au drapeau tricolore, convaincu de la supériorité de l'homme blanc (ou, du moins, acceptant comme un fait inéluctable la soumission à la violence blanche.), ce père a servi la France en Afrique, en Europe, en Asie ; il a réprimé ses frères, reproduit l'ordre du Seigneur sur trois continents. Démobilisé, il est devenu ancien combattant, fréquentant à Bobo-Dioulasso, à Ouagadougou, les maisons réservées aux anciens tirailleurs, recevant une pension et jouissant, dans la foule misérable des paysans et des petits-bourgeois citadins, des privilèges matériels, du prestige symbolique que lui

conférait sa maigre pension. Thomas Sankara, entouré de nombreux frères et sœurs, grandit à l'ombre de ce père aimé. Révolte contre le père ? Non. *Mais révolte contre le système qui, de ce père droit, honnête, solidaire de ses voisins, a fait un complice des dominateurs.*

Deux anecdotes que Sankara m'a racontées lui-même illustrent mon propos. La première : 1960, année de l'indépendance formelle du pays. Le petit Sankara a 12 ans. C'est déjà un meneur. Sankara, à ce moment, habite Bobo-Dioulasso où il fréquente le lycée. Un beau jour, les jeunes Français arrachent et brûlent le drapeau voltaïque qui avait été hissé dans la cour. Les élèves noirs, conduits par Sankara, leur foncent dessus, armés de bâtons. Bagarre, cris. Intervention des parents blancs. Le père de Thomas, tenu pour responsable des « méfaits » de son garnement, est condamné à la prison.

La seconde : Thomas Sankara, 10 ans, est à l'école des [19] Blancs. Le directeur de l'école s'appelle M. Vignon. Il a un fils : Patrick. Celui-ci reçoit pour Noël un splendide vélo. Thomas meurt d'envie de monter dessus. Il flatte le petit Patrick, fait toutes ses volontés, lui porte sa serviette, le pousse quand Patrick fait de la balançoire. Rien n'y fait. Patrick refuse de lui prêter sa belle machine ne serait-ce qu'un instant. Alors, Thomas, excédé, lui arrache le vélo et part faire un tour sur les pistes rouges du pays. Patrick hurle, alerte son père. Celui-ci alerte la police. Chasse à l'homme. Le petit Sankara est pris, battu. Son père est envoyé en prison ³.

Lorsque Sankara m'a fait ces récits, il m'a semblé qu'il n'avait pas été totalement mécontent du fait que, à chaque fois, son père ait fini en prison. *Il aime mieux se souvenir d'un père incarcéré par les Blancs que servant le drapeau étranger.*

L'aventure singulière de Thomas Sankara et de ses compagnons d'armes et de conspiration a donné naissance, à Ouagadougou même ainsi que dans la presse africaine publiée à Paris, à des interprétations flatteuses : les quelques officiers, organisateurs de l'épreuve de force du 4 août 1983, auraient formé, dès leur plus jeune âge, une organisation appelée le ROC (Rassemblement des officiers communistes). En d'autres termes : leur marche vers le pouvoir d'État serait identique à celle entreprise, à partir du serment de Mankabad en 1938, par Gamal Abdel Nasser, Abdel Hakim Amer, Abdel Raouf et les autres *Officiers libres égyptiens*. (Le « Dohbat el Arab », l'espoir des Arabes, n'a pas fini d'enflammer les imaginations : Muammar Kadhafi, Jalloud, les vainqueurs du coup antiféodal du 1^{er} septembre 1969 en Libye revendiquent eux aussi un parcours identique à celui des Officiers libres du Caire.)

Spéculations peu vraisemblables que tout cela. Nasser, Amer, Raouf, ont fondé l'organisation des Officiers libres dès leur sortie de l'académie militaire, à Mankabad, par le [20] fameux sermon de 1938. Ils ont vécu seize ans de clandestinité, subi des défaites nombreuses, noué des alliances changeantes,

conduit dans la zone du canal la guérilla contre les Anglais, pris, enfin, le pouvoir le 23 juillet 1952 par un putsch militaire des plus classiques. Or, nous le verrons, les journées d'août 1983 à Pô, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, ne relèvent pas — ou pas uniquement — de l'action militaire ; un mouvement social profond, contradictoire, complexe a rendu le renversement du dernier gouvernement néocolonial, celui présidé par Ouedraogo, possible. Quant à l'apprentissage de la clandestinité, il a été pour Sankara, beaucoup moins long que pour Nasser et ses amis. Clandestinité d'un type particulier d'ailleurs : Sankara n'a jamais, dans l'illégalité, dirigé une organisation de combat aux ramifications multiples, comparable à celle des Officiers libres égyptiens ou même des Officiers libres libyens.

Deux stations dans la prise de conscience politique de Sankara. Madagascar d'abord : Sankara a vécu une première période de formation à l'académie militaire d'Antsirabé. L'époque est passionnante : c'est le tournant des années 1970. Le régime néocolonial du vieux Tsirana, cacique issu de la SFIO et mis en place par la métropole, est tombé, victime de l'explosion populaire. Partout des révoltes populaires éclatent. Le pays, complexe, conflictuel, héritier d'une histoire millénaire, est en ébullition. Déjà, un jeune officier issu de l'école navale de Brest, le lieutenant de vaisseau Didier Ratsiraka tient sur la place publique d'Atanarivo des discours enflammés. Sankara vit passionnément les événements de Madagascar.

La nuit, Sankara discute avec ses camarades des événements observés durant la journée. Lentement, une conscience politique se forme. Des lectures intenses accompagnent, favorisent cette naissance.

Trois ans plus tard, Blaise Campaore et Thomas Sankara sont envoyés à *l'école militaire à Rabat*. Sankara : « C'est là que j'ai vu l'abominable misère du peuple, le luxe insultant des classes dirigeantes, la perversion du régime néocolonial, les souffrances, le désespoir que les satrapes sans [21] conscience infligent aux plus pauvres de leurs compatriotes. »

Madagascar est le lieu où Sankara acquiert les instruments d'analyse, les concepts qui lui permettront de repenser l'histoire de son propre pays. À Rabat naît sa révolte, cette force mystérieuse qui surgit du plus profond de l'être et qui transforme en rebelle l'homme qui l'abrite.

De retour à Ouagadougou, commence alors le *travail raisonné, méthodique du révolutionnaire*. Prise de contact discret avec des camarades dont l'humiliation personnelle, l'expérience politique sont proches des siennes. Inventaire documenté des contradictions, des dysfonctions du système politique, de la structure économique de l'État néocolonial. Tentative, toujours avortée, de nouer des alliances avec les partis d'opposition communistes, réformistes, avec les syndicats puissants à Ouagadougou.

Pendant tout ce temps, la carrière institutionnelle de Sankara, de Biaise et des autres se poursuit : ils pratiquent l'« entrisme » dans le plus pur style léniniste. Sankara devient secrétaire d'État à l'Information. 1982 : son évidente intelligence, sa popularité font commettre aux dirigeants néocoloniaux une erreur fatale : Sankara est nommé premier ministre. À peine entré en fonctions, il part pour New Delhi où se réunissent en janvier 1983 les chefs d'État, les chefs de gouvernement des pays non alignés.

À Delhi, son discours en séance plénière, ses interventions en commission — déjà marqués par cet explosif mélange entre la pédagogie populaire, le récit africain et l'analyse conceptuelle qui font leur séduction et leur force aujourd'hui encore — créent immédiatement une impression profonde. Le président en exercice du mouvement, *Fidel Castro*, l'invite un soir dans sa villa. La rencontre marque un tournant dans la vie de Sankara. De plusieurs manières : Sankara découvre concrètement l'identité des revendications, des désirs de libération entre les peuples du tiers monde. Il se sent reconnu, encouragé puissamment par un révolutionnaire qui — au prix d'une formidable patience — avait su rompre avec l'ordre du monde. J'apprendrai deux ans plus tard à La Havane, combien a été forte l'impression produite à New Delhi par Sankara sur Fidel Castro... C'est Carlos Raffael Rodriguez, premier vice-président [22] du Conseil d'État cubain et observateur subtil des fissures et craquements du monde impérialiste, qui me fit le récit de cette nuit de Delhi. Autre conséquence de la rencontre de New Delhi : les services secrets occidentaux — et notamment français — commencent à s'intéresser de près à ce jeune capitaine trop cultivé, trop intelligent, trop libre d'esprit.

Guy Penne, conseiller pour les néo-colonies africaines à l'Élysée, fait un voyage éclair à Ouagadougou. Ouedraogo, qui n'a rien à refuser à son tuteur métropolitain, comprend à demi-mot : le 17 mai, Sankara est arrêté.



Comment caractériser la pensée de Sankara ? Les dialogues menés avec Jean-Philippe Rapp permettront de répondre à cette question. Je suis frappé par la capacité mobilisatrice, émancipatrice, le rayonnement de cette pensée. Elle possède une charge critique, une qualité analytique exceptionnelles. Elle rayonne à présent sur toute l'Afrique occidentale. Il y a sans aucun doute coïncidence large entre cette parole et les espérances confuses, les désirs de dignité, le refus de l'humiliation qui habitent des millions de jeunes Africains aujourd'hui.

Sankara est *leur héros*. Je déteste ce terme. Je me rappelle le poème de Brecht : « Malheur aux peuples qui ont besoin de héros. » Mais le fait est là : dans l'état de délabrement extrême où est aujourd'hui l'Afrique noire, ravagée par les satrapes corrompus, les tyrans sanglants, les peuples africains cherchent dans la nuit la lumière qui leur indiquera le chemin. *Sankara est*

cette flamme. Il dit la situation de l'Afrique d'une façon lucide, informée. Il annonce son projet avec clarté et intelligence. Comme toute grande pensée, la sienne aussi est une pensée initiatique, c'est-à-dire née du combat, constamment en mouvement. Sankara est un homme d'intuition plus que de concepts.

Je crois comprendre l'intention subjective de Sankara : il n'a pas l'ambition de créer un système philosophique nouveau comme N'Krumah vieillissant ou Cheikh Anta Diop dans sa jeunesse. Son ambition est autre, à la fois plus modeste et plus difficile : il se veut *la voix des hommes sans* [23] *voix*. Les paroles qu'il articule sont celles des masses populaires. *Mao Tsé-Toung* confie à Malraux : « Il nous faut enseigner avec précision aux masses ce que nous recevons d'elles sous forme confuse. » 4. Les hommes humbles, les paysans savent. L'avant-garde issue de la classe moyenne inférieure africaine, créée par l'occupant et qui veut rejoindre le peuple ne fait — dans un premier temps du moins — qu'actualiser la parole qu'elle recueille du peuple.

La pensée de Sankara, enfin, est une pensée collective. Qui est Sankara ? J'emprunte à Sartre la réponse : « Tout un homme fait de tous les hommes et qui les vaut tous et qui vaut n'importe qui. » 5.

En d'autres termes : Sankara porte en lui les valeurs irrépressibles de tout homme humilié, de tout homme cherchant sa liberté. Valeurs de dignité, de tolérance, de justice sociale, de réciprocité, de complémentarité entre les hommes. Valeurs qui sont au fondement de tout combat d'émancipation. Sankara est le créateur d'un imaginaire de convocation nouveau et puissant.

[24]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Première partie

LE POIDS DE L'HISTOIRE

Quels sont les antécédents, quelles sont les significations multiples de cet événement du 4 août 1983 que les Burkinabé, toutes classes confondues, appellent la « révolution nationale démocratique et populaire » ?

Un retour à la récente histoire du pays est indispensable.

Au Burkina — pays sahélien de 270 000 km² et de six millions d'habitants qu'arrosent d'une façon tout à fait insuffisante les trois Volta (la noire, la rouge, la blanche) — la *Première République* est proclamée par la mince bourgeoisie compradore, fabriquée par le colonisateur, le 11 décembre 1958 (l'indépendance viendra le 5 août 1960). Son premier et unique président, le très corrompu Maurice Yameogo est renversé par les syndicats, puissants au Burkina, et le peuple mécontent, en 1966. Le président de la *Deuxième République* est un vieux général débonnaire, issu de l'armée coloniale, le général Lamizana. En 1977, débute la *Troisième République* : Lamizana, confirmé par des élections générales relativement libres, reste président. Mais sa gestion est catastrophique : le coût de la vie augmente, le pouvoir d'achat baisse en ville et à la campagne, des grèves éclatent, la répression et la corruption sévissent. 25 novembre 1980 : le colonel Saye Zerbo, aidé de jeunes officiers et sous-officiers et appuyé par les syndicats dont le principal leader est Soumané Touré et le Front progressiste Voltaïque (FPV), dirigé par l'historien de réputation internationale Joseph Ki Zerbo, prend le pouvoir. Mais rapidement le nouveau pouvoir s'enlise. C'est la rupture avec les syndicats. À l'intérieur de l'armée une aile plus intransigeante, plus nationaliste se constitue : il est conduit par le jeune secrétaire d'État à l'Information, le capitaine Thomas Sankara. Sankara, autodidacte, d'une exceptionnelle intelligence et doué d'une *personnalité charismatique* devient rapidement l'homme en qui les forces progressistes du pays, et notamment la jeunesse, se reconnaissent. Sankara pourtant n'est pas un caudillo. Il démissionne du gouvernement Saye Zerbo.

[25]

7 novembre 1982 : Saye Zerbo est renversé. Le nouveau président, un pâle médecin militaire du nom de Jean-Baptiste Ouedraogo, demande à Sankara de devenir son premier ministre. Sankara accepte : commence alors une politique de réformes institutionnelles, d'équité salariale, de redressement économique — et surtout de réorientation de la politique étrangère. Je l'ai dit : Sankara fait une profonde impression sur pratiquement tous les chefs d'État et chefs de gouvernement du tiers monde — et notamment sur Fidel Castro, Hailé Mengistu, Samora Machel — qui le rencontrent lors de la conférence des pays non alignés à la Nouvelle-Delhi. En avril, c'est la visite de Kadhafi à Ouagadougou. La France, tutrice traditionnelle de tous les régimes voltaïques, voit naître avec inquiétude l'émancipation du pays. Guy Penne passe à la mi-mai à Ouagadougou. Le 17 mai, Ouedraogo fait arrêter Sankara. Mais déjà,

pour des millions de citoyens, consciemment ou confusément, le jeune Thomas Sankara — 35 ans à l'époque — est devenu l'incarnation de la dignité et de la fierté nationales. Les manifestations se succèdent dans les principales villes. À Pô, proche de la frontière ghanéenne, les commandos, troupe d'élite du pays, sous le commandement de Blaise Campaore, ami de Sankara (qui est lui-même issu des commandos), se barricadent. Un autre camp militaire, celui commandé par Henri Zongo, refuse d'obéir à Ouedraogo. Rapidement le régime Ouedraogo perd le contrôle de la situation. Mais les Burkinabés sont des gens pacifiques. Leurs révoltes, revendications, grèves, coups d'État ne provoquent que rarement l'effusion du sang. La haine meurtrière n'est pas leur genre. On négocie donc. Dans la confusion. Seul Sankara sait vraiment où il va : dans la nuit du 4 août 1983, ses amis, venus de Pô ou sortis de la clandestinité des villes, occupent les principaux bâtiments de la capitale et proclament la constitution du *Conseil national de la révolution* (CNR).

Qui détient le pouvoir au Burkina ? Il existe des cercles concentriques. Au centre du dispositif il y a quatre hommes : Thomas Sankara, chef de l'État ; Blaise Campaore, son ami intime, commandant des parachutistes de Pô, ministre délégué à la Présidence ; Henri Zongo, [26] ministre de la Promotion économique, gestionnaire compétent ; Jean-Baptiste Lingani, commandant en chef de l'armée, ministre de la Défense. Des quatre, Lingani est le plus vieux : il a 42 ans. Autour de ce noyau intime, il y a le Conseil national de la révolution. Combien de membres ? Secret d'État. Les conjurés du 4 août s'y retrouvent, plus les principaux leaders militaires et des partis de gauche. Au-delà de ce Conseil, il y a le gouvernement, composé en grande majorité de civils ; puis les Comités de la défense de la révolution, au statut peu clair, qui réunissent les militants des quartiers urbains, des entreprises et des centres campagnards et qui s'adonnent aux tâches de formation politique, aux activités d'utilité publique, mais aussi aux pratiques d'autodéfense militaire. Il existe une *structure parallèle* : ce sont les conseillers officiels ou officieux du président. Sankara, grâce à son exceptionnel rayonnement, a su gagner la confiance et l'amitié de nombre d'hommes remarquables et de femmes à l'extérieur et à l'intérieur du pays 6.



Quelle est la base du pouvoir de Sankara ? D'abord, bien sûr, cette armée de 6 000 hommes, épurée depuis août 1983 et en voie de « conscientisation » politique. Ensuite, Sankara s'appuie sur les *forces de gauche*. En 1984 j'ai été invité à prononcer quatre conférences suivies de débats sur mon livre « *Contre l'ordre du monde, les rebelles (Mouvements armés de libération nationale du tiers monde)* »¹ à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. À chaque fois, les débats ont été d'une richesse et d'une passion rarement rencontrées en Europe. Mais

ces débats révélaient aussi les byzantines querelles de la gauche, les divisions de cette intelligentsia burkinabé subtile, les oppositions nées d'une pratique politique étonnamment démocratique. Comparée à la gauche burkinabé, la gauche parisienne — avec ses groupuscules, ses sectes et ses chapelles — est un modèle de transparence. Au Burkina, il y a la LIPAD (une extrême gauche forte, proche du trotskisme), le PCR (Parti [27] communiste révolutionnaire voltaïque, de tendance albanaise), l'ULC (Union des ligues communistes, dissidence du PCR), le FPV — tendance Tiendrébéogo (dissidence du Front progressiste voltaïque de Joseph Ki Zerbo qui, lui est en rupture avec l'actuel pouvoir) 7. Mais la vraie — certains disent l'unique — base du pouvoir de Thomas Sankara est son immense popularité personnelle, le crédit presque désespéré que lui font les plus humbles, la force mobilisatrice de sa parole, son honnêteté.

Lénine : « La révolution est un processus. » Ce mot est particulièrement vrai pour le Burkina. Processus tumultueux, contradictoire, infiniment complexe. *Deux contradictions émergent* plus nettement : celle qui oppose le nouveau pouvoir — *pouvoir charismatique* au sens où Max Weber utilise ce terme — aux très vieilles et solides structures des différentes sociétés traditionnelles, et notamment de la société mossi ; celle, plus masquée, plus difficile à cerner, qui dresse périodiquement certaines fractions de la gauche urbaine intellectuelle ou syndicale contre le groupe militaire dominant du Conseil national de la révolution.

Les Comités de défense de la révolution (CDR) constituent — dans l'intentionnalité de Sankara — l'instrument privilégié pour tenter de résoudre cette double contradiction. Je le dis comme je le pense : *les CDR sont un instrument peu fiable, fragile, incertain*. Je ne critique pas le choix stratégique de Sankara : dès 1983 il n'avait probablement pas d'autre choix que d'affronter les pouvoirs traditionnels ; pas d'autre choix non plus, évidemment, que de résister aux tentatives d'hégémonie de tel ou tel parti de gauche, de telle ou telle organisations syndicales. Mais l'arme qu'il a forgée pour servir sa stratégie me paraît — je le répète — une arme partiellement inopérante. Les CDR sont composés surtout de jeunes gens et de jeunes filles liés à Sankara par des liens d'enthousiasme, d'adhésion spontanée. Ils affrontent le pouvoir féodal des sociétés traditionnelles, particulièrement de la société mossi. Sankara : « Le Moro-Naba (l'empereur) des Mossi est un citoyen comme [28] les autres. » Joignant le geste à la parole, Sankara, dès 1983, prouve ses dires en coupant l'électricité au palais du Moro-Naba... Trop de factures impayées, trop d'arrogance dans le refus de ce dernier de se soumettre aux lois du pays ! *Mais comment contrôler les CDR ?* Les exactions des CDR sont nombreuses, leur organisation est fragile, l'encadrement rudimentaire, la formation idéologique souvent inexistante. Et puis : dans les villages où règnent les « Maîtres de la terre » (autre institution centrale du pouvoir mossi), ce sont les anciens qui commandent... et brusquement ils se

trouvent sous la domination discrétionnaire de jeunes gens ! Un Européen ne mesure qu'avec difficulté le bouleversement que ce rapport nouveau entre les classes d'âges provoque dans une société africaine traditionnelle.

Je me souviens d'un après-midi brûlant de soleil, durant la saison sèche de 1984, dans le sud du pays : le plateau mossi, sec, sans herbes, constellé de cases isolées, où habitent les clans (les Mossi ne connaissent pas de villages) s'étend à perte de vue. La terre est grise. Aucune récolte n'a eu lieu cette année-là. Notre voiture roule vers le sud, sur la route qui, de *Ouagadougou*, part vers *Bobo-Dioulasso* et la frontière avec la Côte-d'Ivoire. À *Boromo*, ville marchande située à la limite du pays mossi et du pays malenké, un immense attroupement bloque notre voiture. C'est une manifestation populaire des Comités de la défense de la révolution locaux. Au milieu d'un cercle de spectateurs, une troupe de danse d'une centaine de jeunes filles et garçons chante la révolution et exécute des pas de danse endiablés. Ils portent dans leurs bras tendus la houe mossi pour bien marquer qu'ils chantent la gloire des paysans. Devant le micro : un animateur en blue-jean délavé. Autour de lui, assis sur des fauteuils amenés du restaurant tout proche, les officiers au béret rouge, le haut-commissaire, les responsables des CDR. Lorsque la danse s'arrête, la voix de l'animateur se lève, passionnée, au débit haché et en français :

« À bas l'impérialisme ! »

La foule : « L'impérialisme à bas ! »

L'animateur : « À bas...

[29]

le néo-colonialisme !

les fantoches !

les bourgeois !

les valets locaux !

À bas...

Honneur au peuple !

Gloire au peuple !

Tout le pouvoir au peuple !

.....

La patrie ou la mort —

nous vaincrons ! »

Paroles incantatoires qui sentent bon leur héritage missionnaire. Pourtant l'atmosphère est bon enfant. Les Burkinabé ne sont pas portés sur le dogmatisme ! L'humour affleure partout. Parfois, l'animateur se trompe dans sa litanie. Il dit : « À bas le peuple ! » Tout le monde éclate de rire, y compris les responsables — très jeunes pour la plupart. Après chaque

applaudissement, l'animateur — telle une star du music-hall (gauchiste) — s'exclame : « Merci, camarades ! »

À quelque distance de la foule bruyante, *les vieux dignitaires musulmans* — grands gaillards secs et élancés, aux visages graves — suivent attentivement les cérémonies révolutionnaires. Ils échangent à voix basse leurs commentaires, appuyés dignement sur leur interminable bâton de pasteur. Plus loin encore, tout autour de la place, les femmes sont accroupies devant leurs légumes, leurs piments, leurs fruits, offerts aux acheteurs sur de belles nattes dressées à même le sol. Ces marchandes sont parfaitement indifférentes au rituel enflammé qui se célèbre sur la place ! Elles sont même carrément fâchées de ce qu'elles considèrent comme une perturbation du marché. Dans le restaurant ombragé au bord de la grande route, une noce est installée : tout le monde y est convié, même nous, les passants d'un jour. *La merveilleuse hospitalité burkinabé* ne change pas avec les régimes. Les hommes, les femmes, les enfants — les Bobos, les Djoulas, les Peuls, les Senouffo, les Lobis, les Dafing — tout ce peuple bigarré et sympathique où, dans une même chaleur humaine et communicative, se mêlent les races, les religions, les âges, [30] les métiers, va et vient entre la place poussiéreuse du marché et les vastes jardins du restaurant.

La cérémonie de Boromo résume parfaitement toutes les contradictions, toute la fragilité, mais aussi toutes les espérances du présent régime burkinabé : la révolution du 4 août 1983 jouit de l'adhésion enflammée de la jeunesse. Elle rencontre la distance sceptique des vieux dignitaires de toutes les multiples et très riches sociétés traditionnelles du pays. La masse paysanne, elle, reste en attente : elle aime Sankara, le jeune héros sorti de ses rangs, mais elle attend pour voir, gardant, face aux initiatives, aux promesses, une prudence instruite par l'expérience des siècles. Ce qui frappe dans cette cérémonie, comme dans toute l'expérience politique burkinabé qui, à un rythme époustoufflant, progresse depuis maintenant trois ans, c'est la gaieté, la soif de vie, la chaleur humaine, mais aussi la fragilité.

[31]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Première partie

RÉFORMES ET FAMINE

Depuis 1983 et jusqu'à aujourd'hui, le nouveau pouvoir affronte un ennemi terrible : la faim, la malnutrition, l'insuffisance alimentaire. Sans victoire sur cet ennemi, il n'y aura ni souveraineté nationale, ni indépendance économique, ni paix intérieure, ni développement autocentré. La lutte contre la famine et celle pour la réforme de la société burkinabé sont ainsi intimement liées. Examinons-les l'une après l'autre.

Sur son chemin vers la réelle indépendance nationale, l'autosuffisance alimentaire, le développement autocentré et l'édification d'une société de justice et d'équité, la jeune révolution burkinabé rencontre des obstacles formidables.

Le régime n'a que trois ans d'existence. Pourtant, plusieurs réformes sociales, économiques profondes sont déjà réalisées ou sont en voie de réalisation.

La première : Jean Capron, sociologue français et un des meilleurs connaisseurs du pays — il y a enseigné pendant vingt-deux ans — dit : « En Afrique, la seule vraie classe dominante, c'est la ville ! ⁸ » Un des tests les plus difficiles de la nouvelle politique va être la redistribution des ressources budgétaires, la promotion des campagnes et la restriction des dépenses attribuées aux villes.

Sankara a redessiné la carte administrative du pays : il veut la faire coïncider — chose tout à fait nouvelle en Afrique ! — avec les limites des différents territoires ethniques afin de donner à chaque province le maximum de cohésion sociale, d'identité culturelle et de permettre à chaque ethnie une liberté et des possibilités d'expression réelles. Vingt-cinq provinces ont été créées. Chacune comporte plusieurs départements (variant de 4 à 9 selon l'importance de la province). Le haut-commissaire et son Conseil — qui dirigent la province — et les préfets, [32] responsables des départements, seront élus par les habitants des territoires respectifs ⁹.

La seconde : la lutte contre la corruption et la bureaucratie. Le Conseil national de la révolution a épluché, chapitre après chapitre, le budget 1985. Il l'a réduit de plus de 15%, éliminant systématiquement toutes les dépenses somptuaires (voitures de fonction... jusqu'aux bombes antimoustiques !). Il a « dégagé » — c'est-à-dire chassé — nombre de fonctionnaires corrompus. Des tribunaux révolutionnaires populaires fonctionnent : appellation martiale d'une institution au fond bien modeste ! Ces tribunaux — en fait des assemblées de quartier — ne peuvent pas prononcer de peines lourdes (travaux forcés ou même peine de mort). Ils décident simplement de la confiscation des biens mal acquis et de leur attribution à telle ou telle

administration provinciale. La *corruption* est un mal endémique dans toute l'Afrique occidentale. Elle ravage les administrations nationales comme les bureaucraties régionales ou internationales. Aspects particulièrement scandaleux de ce pillage : c'est dans les pays les plus pauvres, où les paysans triment le plus durement, que des fonctionnaires, ministres, spéculateurs volent régulièrement la caisse. Les chefs d'État avaient jusqu'ici coutume de couvrir ces scandales qui se succèdent à un rythme rapide depuis les indépendances formelles des années 1960. *Sankara fait exception* : le 3 avril 1986, le Tribunal révolutionnaire populaire de Ouagadougou a condamné à une peine de 15 ans d'emprisonnement et au remboursement du préjudice Mohamed Diawara, ancien ministre de la Côte-d'Ivoire, Moussa Diakité, ex-directeur du fonds de solidarité, et Moussa N'Gom, ancien secrétaire général de la CEAO (Communauté économique pour l'Afrique occidentale). Ces trois philanthropes avaient volé la modique somme de 6,5 milliards de CFA dans les caisses de l'organisation pour les placer sur des comptes privés en Suisse. ¹⁰

Autre réforme fondamentale : organisée par Abdou [33] Salim Kalore, ministre de la Santé, l'opération « vaccination commando ». En une dizaine de jours, tous les enfants du Burkina (comme ceux des régions frontalières) ont été vaccinés contre les principales maladies.

Mais des ratages ont aussi eu lieu. Exemple : la malheureuse réforme immobilière. En 1985 Sankara par proclamation abolit les loyers pour la durée d'une année. D'où désorganisation et gabegie sur le marché immobilier. Autre exemple : la tentative de confier aux CDR la commercialisation de certains produits de base (riz, huile, etc.) dans les quartiers et les villages. Cela au détriment des petits commerçants. Très rapidement Sankara fait sur ce point marche arrière.



Un problème permanent, délicat, rarement discuté ouvertement est celui de la sécurité. Il se pose avec insistance dans tous les régimes révolutionnaires. Le Burkina ne fait pas exception à la règle. Au fur et à mesure que progresse la transformation qualitative de la société, que changent les rapports entre classes sociales antagonistes, que s'établissent une indépendance et une souveraineté nationales réelles, les ennemis de Sankara et de ses compagnons recourent à des moyens de résistance de plus en plus violents : les bombes éclatent à Ouagadougou, des sabotages de toute sorte ont lieu dans le pays, des rumeurs se répandent. La vie de Sankara, de sa famille, des principaux dirigeants du CNR est constamment menacée. En décembre 1985 l'attaque lancée par les bombardiers, les blindés du Mali ont pris le Burkina totalement au dépourvu. Les services de contre-espionnage et de police sont, au Burkina, rudimentaires. Malgré la coopération cubaine, la

protection des dirigeants est insuffisante. En 1984 le régime pour la première fois a riposté : sept Africains convaincus de terrorisme urbain ont été fusillés.

À cause de l'incroyable incompetence et de la corruption des gouvernements successivement mis en place, surveillés, contrôlés par l'ancienne métropole, le Burkina est aujourd'hui couvert de plaies. Sa situation économique, sociale est [34] catastrophique. Neuvième pays le plus pauvre de la terre (revenu annuel par tête d'habitant), le Burkina est presque totalement dépourvu d'industrie ¹¹. Les terres arables, à l'exception de celles du sud, sont, pour la plupart, arides, difficiles à cultiver et peu fertiles ; 25% seulement des terres cultivables sont effectivement exploitées. Le rendement céréalier est de 540 kg par hectare alors qu'il est de 4 883 kg/ha en France ! Le taux de natalité dépasse 4,8% par an (comparé au 1,4% de la France). En 1984 encore, 20% seulement des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés. Il existe plus de 7 000 villages au Burkina mais seulement 1 300 écoles. En 1985, il manque, tous degrés confondus, 18 000 instituteurs et professeurs. Pour la seule classe de sixième, 3 300 places sont disponibles alors que, en 1985, 22 000 enfants devaient théoriquement passer en sixième. Le bilan du commerce extérieur est en permanence déficitaire. Le sucre produit dans la plaine, à l'ouest de Bobo-Dioulasso, revient 18 fois plus cher que le sucre importé. Le Burkina est affligé, comme pratiquement tous les pays de la région, d'un *fonctionnariat pléthorique, souvent parasitaire* ; 28 000 fonctionnaires absorbent plus de 70% du budget de l'État. Dès le mois d'octobre de chaque année, les caisses de l'État sont vides. Le gouvernement doit faire le pont, mendier une aumône auprès d'une puissance étrangère. Jusqu'en 1983, cette puissance était la France. En 1984, c'est l'Algérie ¹².

*

* *

La sécheresse a été catastrophique pendant les années 1982, 1983, 1984. La situation est en voie d'amélioration en 1986. *Mais les dysfonctions de l'économie restent profondes, dangereuses.* Pour saisir le drame des années de sécheresse, je reproduis ici mes notes prises au cours d'un voyage dans [35] le nord du pays, en 1984. Sous l'immense tamarinier, un arbre centenaire couvert de lianes sèches, au bord des eaux saumâtres du Beli, *Frebi Ag-Bai*, chef de la fraction de *Ti-n-Akof*, parle d'une voix à peine audible des malheurs de son peuple. Ses paysans n'ont rien récolté durant l'hivernage. Dans les campements, les dernières provisions s'épuisent, les bêtes sont à bout de soif.

On a peine à imaginer le rythme de travail d'un paysan sahélien : des semaines de quatre-vingts heures. Préparer la terre aride, sarcler, semer... hommes, femmes et enfants, dès l'âge de six ans sont debout à quatre heures du matin, courbés, fourbus, brisés à dix heures du soir, sept jours sur sept, année après année... Et pour quel résultat ? La moyenne des pluies en 1983 était de 20 millimètres au Sahel. Or il faudrait 400 millimètres pour récolter

plus que quelques tiges calcinées.

Le chef touareg, drapé dans son vaste habit bleu, le visage masqué à demi par son cheich, porte, comme toute sa suite, l'épée au flanc. Il parle en tamajeck à un jeune Peul, assis à ses côtés. Le Peul traduit en mossi. Et notre interprète qui nous accompagne depuis Ouagadougou nous relate les paroles du Touareg en français. Le chef touareg parle depuis plus d'une heure déjà. Ses fils, ses petits-fils, ses serviteurs l'entourent, accroupis à distance respectueuse, l'épée posée à portée de bras, le dos tourné au fleuve. Frebi Ag-Baï règne sur une société complexe de 10 000 âmes qui, en temps normal, nomadise le long de cet affluent du Niger, dans une vaste région sahélienne qui va de Gorom-Gorom (Burkina) à Asongo (Mali) jusqu'à Tera (Niger). Des milliers de zébus — fierté des Touaregs ! — sont morts. D'autres ont été volés. D'autres encore sont partis avec leurs pasteurs bellahs — véritables serfs des seigneurs touaregs — vers le sud, vers la Côte-d'Ivoire, le Togo et le Nigeria. Frebi Ag-Baï est sans nouvelles des troupeaux qui, dès octobre déjà, avaient tenté d'atteindre les puits et les marchés du sud. Dans le ciel blanc, le soleil devient rouge, le soir approche. Frebi Ag-Baï nous fait amener un mouton. Ses cuisiniers l'égorgent sous l'arbre, le dépècent, le grillent. Ag-Baï et sa suite s'éloignent. Le maigre mouton ne pouvant nourrir toute l'assistance. Ils refusent de manger avec nous. Belle leçon de dignité, [36] d'hospitalité intransigeante au cœur de ce Sahel burkinabé où tout un peuple va lentement vers sa mort.

Le Sahel, en ce début d'année 1984, est une steppe calcinée. Le ciel est blanc de chaleur. Un soleil pâle brûle la peau. Quelques herbes sèches, quelques arbres solitaires, secs, des mares réduites à la dimension d'un étang, des pistes défoncées, impraticables sur des kilomètres. Lorsque notre hélicoptère se pose à Dori, les hommes, les femmes, les enfants affluent. Ici, dans la capitale de la province du Sahel — 8 000 habitants —, à 275 km de Ouagadougou, les distributions de mil du gouvernement maintiennent un équilibre nourricier fragile. Peu d'hommes sous-alimentés. Mais, le lendemain, lorsque notre Toyota arrive à Markoï, je découvre les premières femmes squelettiques, portant sur leurs bras des enfants en agonie. Quelques kilomètres devant Salmossi, je vois une famille qui détruit une termitière : les enfants fouillent les décombres à la recherche des larves pour les manger. Au bord de la piste, des ossements de zébus. Plus loin, des troupeaux faméliques ; les os pointent sous la peau. Le bétail erre d'une marre asséchée à l'autre, d'un puits sec à l'autre. D'un pas traînant, des bergers peuls ferment les cortèges de la misère.

Sur les eaux saumâtres du Beli, les femmes « récoltent » des nénuphars, qu'elles découpent pour les bouillir. Cette soupe malodorante est le dernier recours pour des milliers de familles. Le Sahel burkinabé s'étend sur plus de 30 000 km², au nord de la République. La région compte neuf départements et environ — encore que personne ne connaisse le chiffre exact — 200 000

habitants. Depuis octobre déjà, des milliers de familles traversent tous les mois les frontières septentrionales de la République, venant du Niger et du Mali, terres désolées où la situation semble encore plus catastrophique. Pas question de les refouler : les Touaregs, les Peuls, les Bellahs maliens, nigériens sont les parents des pasteurs burkinabé. Il faut donc les accueillir, tenter de les nourrir. À Dori, le haut-commissaire de la République, Mahma Bonkougou, est un ancien professeur de géographie du lycée Coulibaly de Bobo-Dioulasso. C'est le type même du responsable de région, tel qu'il fonctionne depuis l'avènement du régime révolutionnaire [37] du 4 août 1983, jeune, dynamique, intellectuel d'origine mossi, compétent, déterminé. Il répond avec précision à nos questions : il faut pour les trois mois à venir 6 000 tonnes de mil pour le seul district de Dori. Or, il n'y a en ce mois de janvier que 500 tonnes au dépôt. Le haut-commissaire travaille en étroite collaboration avec les organisations paysannes de la région (notamment : *l'Union des villageois de l'Oudalou*). Ce sont ces organisations qui assurent dans les différents villages et centres commerciaux de la province la distribution des aliments.

Trois raisons principales expliquent la catastrophe actuelle. La première : dans la province, la dernière pluie est tombée le 17 août 1983. En juin, les paysans ont semé normalement. Mais les pluies de septembre ne sont pas venues. Le mil a donc séché avant terme. Aucune récolte n'a eu lieu. Les familles sont sans réserves ni semences.

La deuxième raison : les prix du bétail se sont effondrés en décembre. Depuis août, 400 000 têtes de bétail sont déjà parties vers le sud. Mais les dizaines de milliers qui affluent aujourd'hui vers les divers marchés de la région ne trouvent plus preneur. Bien que les prix — 25 000 francs CFA pour une vache sur le marché de Gorom-Gorom, par exemple — soient extrêmement avantageux pour les acheteurs. On estime à 200 000 les bêtes qui cherchent preneur. En vain. La Côte-d'Ivoire a fermé ses frontières. Le Nigeria n'achète plus. Pour la traversée du Niger et du Mali, d'exorbitants droits de douane sont exigés pour chaque vache.

La troisième raison : ce sont le lieutenant Joseph Toë, commandant de la gendarmerie de la région, et le capitaine Moumouni Compaore, commandant militaire, qui me l'expliquent : les pluies d'août ont creusé les pistes. Le transport par camions militaires des secours devient extrêmement difficile. Les camions à l'axe cassé, au pont effondré ne se comptent plus. Si Markoï, Salmossi, Gorom-Gorom et les quelques autres centres marchands du nord du pays sont encore accessibles par les pistes, les villages et les campements disséminés dans l'immense steppe, par contre, sont devenus pratiquement isolés du reste du monde.

[38]

J'insiste : la famine endémique — pour l'instant — est vaincue. Les pluies de 1986 ont été bonnes. La steppe verdit. Mais le fléau peut frapper de nouveau. À n'importe quelle saison. Le pays, son économie délabrée, est sans défense suffisante.

[39]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Première partie

DEUX AMIS DE SANKARA

[Retour à la table des matières](#)

Dans la vie et la pensée de Thomas Sankara, l'amitié joue un rôle capital : Sankara est un homme de parole, de discussion, d'interrogation permanentes. Deux hommes, depuis sa prise de pouvoir en 1983, ont exercé sur lui une influence particulière : *Jerry Rawlings*, du Ghana, et *Mohamed Maïga*, du Mali. Avec Rawlings, les rencontres sont fréquentes encore aujourd'hui. Maïga, lui, est mort en pleine force de l'âge en 1984. Rawlings partage avec Sankara les soucis du chef d'État d'un pays exsangue, pillé, humilié jusqu'aux os. Maïga est, était, l'ami intellectuel : l'homme avec qui Sankara, des nuits entières, pouvait échafauder des rêves.

*

* *

D'abord Jerry Rawlings : j'ai connu Rawlings au Nicaragua. Voici un souvenir. Il date de juillet 1984 : la nuit est calme et silencieuse à Managua. Peu de lumières dans la ville : l'électricité produite au pétrole est rare et coûteuse. Nous sommes réunis dans une villa d'un faubourg sous des arbres en fleurs. Les dégâts causés par le tremblement de terre de 1972 sont encore visibles dans cette partie de la ville. La villa, autrefois propriété de la famille Somoza, sert maintenant de siège au Ministère du plan et également, certaines nuits, de lieu de réunion aux commandants de la direction nationale du Front sandiniste et à leurs hôtes étrangers.

Gatesi Butersi, chef de l'État de Surinam, est là. Thomas Borge, Bayardo Arce, Omar Cabezas et surtout, dépassant tout le monde d'une bonne tête, impressionnant dans sa vareuse défraîchie, *le lieutenant d'aviation Jerry Rawlings, chef du Conseil national provisoire de défense du Ghana*. Son uniforme de campagne est usé. Autour de lui, quelques-uns de ses ministres : celui des Finances, maigre et agile ; celui de la Justice, les cheveux argentés, le regard vif ; et, drapé dans une magnifique toge ashanti de couleur, l'ambassadeur ghanéen à Cuba...

Jerry Rawlings, fils d'un père écossais et d'une mère [40] ghanéenne, respire l'intelligence, la liberté. Il interroge à tour de rôle, d'une voix un peu traînante (en anglais) ceux qui sont assis à sa table. Il nous raconte l'aventure contemporaine du Ghana.

La situation économique, sociale du pays, que Rawlings et ses amis ont héritée de leurs prédécesseurs en 1982, est précaire : la bourgeoisie marchande ghanéenne, habile à défendre ses propres intérêts, manipulée par des groupes financiers étrangers, a ruiné une économie qui, autrefois, assurait à tout le monde une vie décente. En 1983, une dévaluation de 990% de la monnaie nationale était devenue inévitable. Cette monnaie avait perdu toute crédibilité, toute valeur internationale. Effondrement des prix du cacao : principal produit agricole d'exportation du Ghana. Quant à l'or, autre richesse du Ghana, des Ashanti Gold Fields et d'autres mines, il était exporté souvent par contrebande. La politique monétaire du président Reagan fit le reste.

On ne dira jamais assez la catastrophe que signifie pour les pays du tiers monde les plus pauvres la stratégie monétaire américaine. Elle revient en pratique à un assassinat silencieux de centaines de milliers de personnes, voire de millions. Voici son fonctionnement : à cause, notamment, du surarmement, le déficit budgétaire américain de 1984 était de plus de 200 milliards de dollars. Ce déficit et les dépenses qu'il implique aidaient l'économie américaine à redémarrer. Le déficit était financé, et il continue à l'être, par l'afflux de fonds étrangers, avant tout. Ces fonds affluent parce que Reagan instaure des taux de rémunération, des taux d'intérêt et donc une cotation internationale du dollar élevée. Or, que provoque ce coûteux dollar ? Des profits énormes pour les spéculateurs et les bourgeoisies du tiers monde qui évacuent leurs capitaux sur New York mais un déficit catastrophique du bilan de paiement des pays dépendants.

De ce mécanisme infernal, le Ghana est un exemple presque parfait : la grande bourgeoisie marchande èwe, fâ, gâ, de la côte et aussi la bourgeoisie ashanti de Kumasi décapitalisent clandestinement l'économie (en qui, disent-elles superbement, elles ont « perdu confiance » !) et investissent dans des comptes en dollars ou en francs suisses [41] à l'étranger. Le gouvernement Rawlings, par contre, doit payer sa facture pétrolière en dollars. Or, pour une quantité de pétrole stable et incompressible, cette facture, par simple

manipulation monétaire reaganienne, monte sans cesse. En 1984, elle absorbe plus de 400 millions de dollars, soit plus de la moitié de tous les revenus gagnés à l'exportation par le Ghana ¹³.

Que doit faire le gouvernement Rawlings ? Eh bien, ne pouvant le briser, il doit entrer dans ce cercle infernal. Il doit augmenter ses exportations. Il le fait en investissant aussi massivement que possible dans les mines, l'agriculture et les transports. Autre problème : aujourd'hui encore, ce pays agricole riche doit importer pour plus de 200 millions de dollars d'aliments (alors qu'il ne se situe pas dans la zone sahélienne et n'a donc pas à affronter les ravages de l'érosion, de la désertification que connaissent le Niger, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso). Or, 17% des terres arables seulement sont cultivées au Ghana.

Autre spirale du cercle infernal : le Ghana, comme tant d'autres pays dépendants l'ont fait avant lui, doit faire appel aux crédits de la Banque mondiale. Crédits partiellement accordés après sa soumission à un programme dit de redressement élaboré par le Fonds monétaire international. Programme classique : réduction des subventions à caractère social, blocage des salaires, liberté des prix (le FMI, dans son langage distingué, parle de « vérité » des prix)... Les conséquences pour le peuple ghanéen ? En 1984, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 750%. 533,5% d'augmentation pour le maïs, 353% pour le riz, 253% pour le sucre, etc. Et les salaires ? Ils n'ont augmenté que de 444% (période avril 1983-avril 1984). Usines fermées qui rouillent sous les pluies tropicales, magasins aux étalages vides, angoisse des familles, frustration... La principale centrale syndicale, le Trade Union Congress (TUC), demande pour 1984 une augmentation moyenne des salaires de 1200%. Rawlings, en privé, admet que les calculs des économistes du TUC sont fondés.

Dans la nuit de Managua, je ressens d'un seul coup l'absurdité du présent ordre du monde. L'impérialisme [42] premier fixe sa stratégie économique. Il le fait en fonction des besoins propres de son économie, des buts électoraux de son président. Au niveau de l'égoïsme national, rien à dire. Pour Reagan, les choix évoqués sont certainement payants. Si le monde n'était composé que d'Américains, ils seraient même parfaitement légitimes. Pendant ce temps, les pays pauvres, ici le Ghana, crèvent doucement. Qu'à cela ne tienne ! On leur offre les crédits de la Banque mondiale, accroissant ainsi leur dépendance. Pour que ces crédits remplissent réellement leurs buts, c'est-à-dire fortifient en Afrique, en Amérique latine, en Asie, l'ordre impérialiste, on parachute à Accra (à Santiago, à Djakarta, etc.) les efficaces experts du FMI : ceux-ci imposent aux dirigeants locaux — consentants ou non — l'ordre du monde.



Voici maintenant le souvenir que je garde de Mohamed Maïga.

Dans tout processus insurrectionnel, il existe un étrange et fascinant rapport dialectique entre les hommes d'action et les commentateurs, entre les acteurs premiers du drame et leurs critiques. En 1957, *Hubert Mathews* du « New York Times » rencontrait Fidel Castro et ses compagnons dans la Sierra Maestra. Ses articles infléchirent le cours de la révolution cubaine. *John Reed*, journaliste américain, vécut dix jours décisifs, dans l'intimité de Lénine... et en parla. Les articles de Mohamed Maïga dans « *Afrique-Asie* » influencèrent profondément les événements du Burkina et cela dès le 17 mai 1983, dès l'arrestation du premier ministre Sankara par un pouvoir néocolonial faible, poussé dans sa condamnable voie par une politique « africaine » française inconsciente.

Décembre 1983 : j'arrive à Ouagadougou peu avant Noël. Sur les marches de l'escalier de l'Hôtel Slimande, dans la lumière ocre de l'après-midi, un jeune homme m'interpelle : c'est Mohamed Maïga. Il part à l'instant pour le Ghana. Il reviendra dans quelques jours, ayant entretemps fait un arrêt à Abidjan. Maïga éclate de joie, de vie, de santé, d'énergie. Il rit : « Ils vont me faire crever, [43] qu'est-ce que je travaille ! » Je sentis que ce travail-là — le travail de comprendre le monde, de contribuer par la connaissance à son changement — le passionnait au-delà de toute parole.

Quelques jours plus tard, je suis au nord du pays, dans la province de Dori. La steppe est grise, sèche, dure comme la pierre. Quelques brins d'herbe jaunes, des arbustes épineux. Le matin est clair, transparent. Je sors du campement de Gorom-Gorom. Les habitants courent vers un plateau rocheux, juste devant le campement : dans le ciel, le bruit d'un hélicoptère. L'hélicoptère se pose. Mohamed Maïga en sort, accompagné d'un autre homme : Kabué Buana, du Kasaï, conseiller du président Sankara. À Ti-n-Akof, à Gorom-Gorom, à Markoï, je découvre un autre Mohamed Maïga : le Maïga malien de 35 ans, attaché à cette terre sahélienne par toutes les fibres de son être. Son père, fonctionnaire à Gao, s'était, au début des années 1960, heurté aux autorités. Homme fier, il rejoint avec toute sa famille le clan de sa femme. Ce clan a du bétail. Le petit Mohamed, avec son frère Alfa, ses sœurs, ses parents, nomadise dès lors pendant plusieurs années dans ces vastes steppes de la boucle du Niger. Et c'est là, à Gorom-Gorom, que je compris la force de l'intelligence, le don d'intuition, la faculté d'analyse de Maïga : il pensait constamment avec son âme. Il aimait, connaissait, puisqu'il était né de leur sang, ces communautés migratrices du Sahel, leur formidable ténacité, leur espérance brûlante, leur sagesse profonde.

Autre lieu, autre nuit : dans le bureau du président Thomas Sankara, dans une modeste villa de l'enclos dit de l'« Entente », les heures tournent. Nous discutons — Sankara, Maïga et moi — depuis huit heures du soir. Discussion que je n'oublierai jamais. Sankara interroge, expose avec une conviction, une sincérité et surtout une lucide simplicité qui sont communes à peu d'hommes d'État. J'ai rencontré ces qualités — au cours de ces dernières années — chez

Thomas Borge, Fidel Castro, Ratsiraka, Samora Machel. L'heure avance. Il est deux heures du matin : Maïga analyse, explique, insiste. Entre le président et lui, entre le jeune capitaine et le journaliste, je sens une complicité dramatique : le journaliste veut que le [44] président réussisse, survive, gagne son téméraire pari de créer ici, au cœur de l'Afrique, une société démocratique, plus juste, libre. Maïga est Africain, de cette génération qui a trop espéré, qui a été flouée dix fois, qui enrage et qui est humiliée par les vieux bourgeois compradores qui gouvernent tant de pays de la région. Maïga, avec une intransigeante détermination, exige en termes à peine voilés cette victoire. Sankara, de son côté, sollicite constamment l'avis de Maïga. Il le tutoie avec affection. Il est comme son frère. Les tribunaux révolutionnaires commenceront à fonctionner le 3 janvier. Sankara craint les dérapages. Il ne veut ni haine ni vengeance, tout juste la fin de la corruption. Sankara est formidablement intelligent : il sait que le danger le plus immédiat est la diffamation de son expérience par la presse occidentale. « Tu dois rester ici », dit-il à Maïga. Maïga : « Je ne peux pas, je dois rentrer. » Résultat : à trois heures du matin, Sankara appelle Paris, réveille Simon Malley, directeur d'Afrique-Asie à son domicile. Maïga reste.

Quelques heures après, dans la même nuit, Arba Diallo, à l'époque ministre des Affaires étrangères appelle de New York. Je profite de ce que le capitaine soit au téléphone pour entraîner Maïga à l'extérieur, pour faire quelques pas dans la nuit. Je le sens heureux. Il se tourne vers moi : « N'est-ce pas que ces gens sont formidables ? » Il aimait Sankara, Compaoré, Zongo, Lingani. Il était Africain, homme du tiers monde et il était fier d'eux.

Le premier jour de l'an, sur la terrasse de l'hôtel, à huit heures du matin : je suis assis avec Buana et Maïga. Nous discutons du message de solidarité que Sankara doit envoyer tout à l'heure à La Havane à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'entrée de Fidel Castro dans la capitale libérée. Je suis pour une version « dure » qui attaque sans nuances la politique centre-américaine et africaine de l'administration Reagan. Maïga est plus prudent : il voit les inutiles difficultés que des mots trop tranchés créeraient au jeune régime burkinabé. Il argumente, discute. À dix heures, il part à la villa de l'enclos de l'« Entente ». À midi, il doit manger chez ses cousins, en [45] ville. À deux heures, Sankara m'appelle : Maïga est mort, tombé face contre terre dans le corridor de l'appartement. Le docteur Pie Masumbuko, un ami sûr, directeur de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique occidentale, est appelé : Pie Masumbuko fait du bouche-à-bouche pendant plus de vingt minutes. Mais il n'y a plus rien à faire.

Le jour tombe. De partout, les hommes, les femmes convergent silencieusement vers le camp militaire, à la sortie de la ville, sur la route de Bobo-Dioulasso. Devant un petit bâtiment en ciment — la morgue —, les soldats ont disposé des bancs. Il fait frais. Un feu brûle devant la morgue. Le ciel scintille de milliards d'étoiles. La foule, immense, s'étendant dans la nuit

comme une mer immobile, reste silencieuse. Alfa, le jeune frère de Mohamed, est là (la femme de Mohamed et l'aîné de ses deux enfants arriveront le lendemain). La famille est là, les amis, les camarades... et, derrière eux, tout un peuple. L'ami de Sankara était leur ami.

[46]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Première partie

L'ESPÉRANCE

[Retour à la table des matières](#)

Le processus révolutionnaire burkinabé est un processus si complexe qu'il est pratiquement impossible de le résumer en quelques pages. Beaucoup d'incertitudes subsistent : l'avenir des CDR, par exemple, ou encore d'adhésion graduelle, active, que donneront ou ne donneront pas les masses paysannes au processus. L'administration héritée du passé reste pléthorique. Le bilan commercial est constamment déficitaire, 20% seulement des importations étant couvertes par les exportations. Une chose cependant est certaine : la prise du pouvoir par Thomas Sankara et ses amis a fait naître dans toutes les couches de la population une immense espérance, avouée ou non. Les projets exposés dans le discours du 2 octobre 1983 ¹⁴ — sorte de charte fondatrice de la révolution — et visant à l'instauration d'une société de justice sociale, à l'unité nationale transethnique, à l'autosuffisance alimentaire, à l'indépendance étatique réelle et à une politique extérieure antiimpérialiste de solidarité avec les peuples en lutte — recueillent l'adhésion de la grande majorité. J'ai vu les jeunes officiers nationalistes à l'œuvre. Leur force de rayonnement sur les jeunes des pays alentour inquiète les gouvernants voisins. Les régimes conservateurs d'Afrique occidentale tentent d'isoler le Burkina. Dans les organismes internationaux — si importants pour la solution du problème alimentaire — le Burkina rencontre l'hostilité des États-Unis et la méfiance de la France. Or, il est évident que les hommes de liberté du monde entier ont tout intérêt à ce que l'expérience burkinabé réussisse : elle est pluraliste, démocratique et nationaliste. Et, surtout, elle est conduite par une équipe dirigeante qui — avec honnêteté et une immense bonne volonté —

consacre toutes ses forces à sortir un peuple — longtemps humilié — du chômage, de la misère, de la famine endémiques.

[47]

Je retrouve chez Sankara et ses compagnons une qualité humaine que j'aime au-dessus de toutes les autres : *la liberté de l'esprit, la farouche volonté d'indépendance, de vérité.*

En pleine famine (1983) un avion rempli de viande est parti de Ouagadougou pour l'Angola. Sankara : « Nous avons faim, mais nos camarades d'Angola vivent pire... Ils sont envahis par les racistes sud-africains. »

Octobre 1983 : dans sa première grande déclaration de politique étrangère, le gouvernement Sankara prend position pour le Nicaragua, pour la lutte de libération du Front Farabundo Marti au Salvador. Trois jours passent. Puis l'ambassadeur Walker, envoyé spécial et représentant permanent du président Reagan à Ouagadougou, demande audience. Debout devant le bureau de Sankara, il lit une note diplomatique : « Le Burkina ne connaît rien à la situation en Amérique centrale. Il est trop loin. Mais si son gouvernement continuait à se mêler des affaires d'Amérique centrale, le gouvernement des États-Unis reverrait tous ses accords de coopération et programmes d'assistance avec ce pays. » Chantage pur et simple. Exercé par la première puissance militaire, politique, économique sur le neuvième pays le plus pauvre de la planète. Sankara écoute, se lève. Il dit : « J'ai compris. Je vous remercie. » Il ouvre la porte. Walker part.

Par un curieux hasard du calendrier diplomatique, le Burkina devait trois mois plus tard (le 1^{er} janvier 1984) devenir membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il occupait ce poste conformément au règlement pendant six mois. Pendant six mois le Burkina a constamment voté avec le Nicaragua et contre les États-Unis.

Indépendance têtue, farouche. Peu « réaliste » pour un petit pays ? Certes ! Et pourtant admirable. D'un même élan Sankara, publiquement, condamne ce qu'il appelle l'aide « scandaleusement insuffisante » que l'URSS apporte aux pays sahéliens.

Ismaél Kadaré décrit l'épopée de libération des Iriliens contre la Porte ottomane au x^ve siècle, sur les côtes de l'Adriatique. De Skanderberg et de ses compagnons, il dit : « Ils supportent si mal la moindre domination que, tels des [48] tigres, ils s'en prennent aux nuages qui passent au-dessus de leurs têtes, et bondissent pour les déchirer. » ¹⁵. Thomas Sankara et ses camarades sont de ces hommes-là.

[49]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

ENTRETIENS AVEC THOMAS SANKARA par Jean-Philippe Rapp

[Retour à la table des matières](#)

[50]

[51]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

SOUVENIRS DE JEUNESSE

[Retour à la table des matières](#)

Devenir chef d'État, est-ce une décision que l'on prend dans des circonstances précises ?

Il y a des événements, des occasions qui constituent une rencontre, un rendez-vous avec le peuple. Il faut les rechercher très loin dans le passé, dans le « back-ground » de chacun. On ne décide pas de devenir un chef d'État, on décide d'en finir avec telle ou telle forme de brimade, de vexation, tel type d'exploitation, de domination. C'est tout.

Un peu à l'image de celui qui a souffert d'une maladie sérieuse, le paludisme, par exemple, et qui décide de vouer toutes ses énergies à la recherche d'un vaccin, quitte à ce que, chemin faisant, il devienne l'éminent scientifique responsable d'un laboratoire ou le chef d'une équipe médicale de pointe.

Moi, je suis, en tout cas, parti avec une conviction très claire au départ. On ne combat bien que ce que l'on connaît bien et un combat ne se réussit que si l'on est convaincu de sa justesse. Il n'est pas possible de mener une lutte afin de s'en servir comme prétexte, comme levier de pouvoir, car, en général, il s'agit d'un vernis de maquillage qui craquèle très vite. On ne s'engage pas à lutter aux côtés des masses populaires pour devenir chef d'État. On lutte, puis la nécessité de s'organiser fait qu'il faut quelqu'un à un poste donné.

Mais pourquoi vous ?

Il faut se convaincre qu'on peut se battre, qu'on est assez courageux pour le faire pour soi, mais surtout qu'on a suffisamment d'inclination à le faire pour les autres. Vous trouverez des hommes déterminés à engager la lutte et qui savent comment s'y prendre. Mais ils ne le font que pour eux-mêmes et ne vont pas très loin.

Est-ce selon vous une question d'origine ?

Oui. Vous avez des dirigeants qui ont eu des origines naturellement ou artificiellement créées. (Elles sont artificielles lorsque leur création est le résultat d'un cloisonnement [52] érigé autour d'eux.) De toute manière, ces gens sont coupés des masses populaires. Ils peuvent avoir une certaine générosité, mais elle ne fait pas d'eux des révolutionnaires. Vous rencontrez, à différents échelons, des responsables qui sont malheureux parce qu'on ne les comprend pas, même lorsqu'ils font preuve de dévouement. Pourtant leurs sacrifices sont sincères, mais leur démarche n'est, en effet, pas comprise.

Un peu comme certains coopérants venus d'Europe, qui vivent des expériences comparables. Ils sont également très sincères, mais leur méconnaissance de l'Afrique les conduit à commettre des erreurs, des gaffes parfois insignifiantes qui seront pourtant déterminantes pour la suite. Ainsi, à la fin d'un séjour de quelques années, ils rentrent chez eux complètement dégoûtés de l'Afrique. Et pourtant la noblesse de cœur ne leur faisait pas

défaut, mais ils avaient une disponibilité mentale de condescendance. Ils étaient des donneurs de leçons.

Pour vous, il faut avoir vécu les réalités ?

D'autres dirigeants ont, en effet, eu la chance de baigner au milieu du peuple. C'est là qu'ils puisent les ressources nécessaires. Ils savent qu'en prenant telle décision, ils résoudreont tel problème et que cette solution rendra service à des milliers, voire des millions de gens. Ils connaissent parfaitement la question sans l'avoir étudiée dans une faculté de sociologie. Cela modifie la perception.

Mais à partir de quelles expériences personnelles et concrètes avez-vous découvert ces réalités vous-même ?

Il y en a plusieurs. Je me souviens, par exemple, d'un homme que j'ai bien connu. Nous étions en pleine période de sécheresse. Pour éviter la famine, plusieurs familles de son village avaient réuni le peu d'argent qu'il leur restait et elles l'avaient chargé de se rendre à Ouagadougou pour acheter un peu de nourriture. Il est allé à la capitale à bicyclette. Arrivé là, il eut un contact douloureux et brutal avec la ville. Il fit sans succès la queue pour obtenir ce qu'il voulait. Il voyait beaucoup d'autres personnes passer devant lui et pour acheter leur mil parce qu'elles parlaient français. Puis, comble de malheur, l'homme s'est fait voler [53] sa bicyclette et tout l'argent que les villageois lui avaient confié. Alors, de désespoir, il s'est suicidé. Cela n'a pas troublé le sommeil des gens de Ouagadougou. Ce n'était qu'un mort de plus. On creuse un trou, on jette le corps dedans comme un poids inutile dont il faut se débarrasser. La ville a continué à tourner allègrement, dans l'indifférence, dans l'ignorance même, de ce drame alors qu'au loin des dizaines de personnes, des familles entières attendaient le retour heureux de cet homme qui allait relancer leur existence, mais qui n'est jamais revenu... Alors on se demande, avons-nous le droit de les laisser pour compte ?

Ce fut un choc pour vous ?

Oui, j'y pense encore souvent aujourd'hui.

Mais avez-vous vécu, vous-même, des situations de rapports inégaux ou l'avez-vous simplement observé chez d'autres ?

Non, je l'ai vécu personnellement. Tout petit, j'allais à l'école primaire de Gaoa. Le directeur de celle-ci était un Européen dont les enfants avaient une bicyclette. Nous, les autres enfants, nous avons passé des mois et des mois à

rêver à cette bicyclette. Nous nous réveillions avec elle dans la tête, nous la dessinions, nous tentions de refouler le besoin qui resurgissait toujours.

Pour essayer d'obtenir qu'on nous la prête, nous avons tout fait. Les enfants du directeur voulaient-ils du sable pour édifier un château, nous leur en apportions, voulaient-ils que nous leur rendions un autre service, nous nous précipitions. Et tout cela juste dans l'espoir de pouvoir faire un tour, « prendre un tour », comme on dit ici. Nous avions le même âge mais rien n'y faisait.

Moi, un jour, me rendant compte que tous nos efforts étaient vains, je me suis emparé de la bicyclette et me suis dit : « Tant pis, je me paie ce plaisir et advienne que pourra... »

Avec quelles conséquences ?

On a arrêté mon père qui fut jeté en prison. Je fus renvoyé de l'école. Mes frères et mes sœurs n'osaient plus y retourner. C'était la terreur. Comment voulez-vous ne pas créer de profonds sentiments d'injustice entre des enfants qui ont le même âge ?

[54]

On a également mis une autre fois mon père en prison parce qu'une de mes sœurs avait cueilli des fruits sauvages en lançant des pierres dont certaines étaient retombées sur le toit de la maison de ce directeur. Or cela dérangeait sa femme pendant sa sieste. Je comprenais qu'elle souhaitât se reposer après un bon repas réparateur et qu'il fût énervant d'être dérangé de la sorte, mais nous, nous voulions manger...

Et dans cette circonstance on ne s'est pas contenté de mettre mon père en prison, on a sorti une note interdisant à qui que ce soit de cueillir ces fruits.

Aujourd'hui, quand vous rencontrez votre père, qu'il voit ce que vous êtes devenu et ce que vous entreprenez, qu'est-ce qu'il vous dit ?

Mon père est un ancien combattant. Il a fait la Deuxième Guerre mondiale et il a été prisonnier des Allemands. Comme ancien combattant, il estime que nous n'avons encore rien vu, que pour eux c'était pire. Disons que notre débat est plutôt fait de chocs... (rires)

Cela m'amène au problème des Anciens, qui ont un rôle dans la société traditionnelle et qui doivent avoir énormément de peine à comprendre et surtout à admettre ce qui se passe...

Ces gens sont très nombreux. Il faut chaque fois leur réserver un petit mot. Ils sont surpris que nous parlions d'eux dans certains messages.

Ces personnes âgées ont eu le sentiment d'être exclues et c'est d'autant plus frustrant pour elles qu'à notre âge, elles avaient fait preuve d'un courage admirable. Aujourd'hui elles vivent sur leurs lauriers, mais il est normal que nous leur rendions justice en reconnaissant leurs mérites passés afin de pouvoir compter sur le dynamisme que ces personnes peuvent insuffler d'un simple mot.

Mais comment pensez-vous les intégrer ?

Nous avons décidé de mettre sur pied une structure qui va s'occuper d'eux. Elle n'a pas encore de nom, mais ses responsables sont connus. Des comités provisoires se créent dans toutes les provinces, et bientôt un congrès national se tiendra au cours duquel ces Anciens vont mettre en place un [55] bureau national. Des structures et des directions vont également définir le mode de participation.

Une volonté d'ouverture ?

Nous sommes en Afrique, dans une société où la féodalité, dans son sens le plus large, est très puissante. Lorsque le vieux, le patriarche a parlé, tout le monde suit. Alors nous disons : « Autant les jeunes doivent combattre les jeunes réactionnaires, autant les vieux réactionnaires seront combattus par les vieux révolutionnaires. »

Cela a certes des limites idéologiques, mais nous leur concédons ces limites-là pourvu que, dans leur secteur, ils s'occupent également de ceux qu'ils doivent combattre. ¹⁶

Revenons à votre enfance, y a-t-il d'autres souvenirs qui pourraient éclairer votre personnalité, faire comprendre certains comportements ?

J'ai été au lycée à Bobo-Dioulasso. Toute ma famille était restée à Gaoa. En arrivant, je ne connaissais personne. Or, le jour de la rentrée des classes, on nous dit que pour des raisons d'intendance, le lycée ne serait ouvert que le lendemain. L'internat étant lui aussi fermé, il a fallu nous débrouiller pour nous loger. Ma valise sur la tête (j'étais trop petit pour la porter d'une autre manière), j'ai erré dans cette ville trop grande pour moi. J'étais de plus en plus fatigué et j'ai fini par me retrouver devant une maison bourgeoise. Dans la cour il y avait des voitures et un gros chien.

J'ai sonné. Le monsieur est sorti et m'a toisé : « Tiens, un petit qui vient comme ça et pourquoi ? » Je lui ai répondu : « J'ai vu cette maison et me suis dit, c'est là que je vais passer la nuit. » Il a poussé un grand soupir, il n'en revenait pas, puis il m'a donné son accord. Il m'a installé, m'a donné à manger, puis m'a expliqué qu'il devait sortir car sa femme était en attente à la

maternité. Le lendemain j'ai pris mes affaires, je l'ai salué et je suis parti.

Un beau jour, étant devenu ministre, j'ai nommé un secrétaire général au Ministère de l'information. Puis je lui ai demandé : « Vous ne me reconnaissez pas ? » Il m'a dit non. Un mois plus tard, même question, même réponse. Le jour où il a quitté sa fonction, je l'ai appelé : « Vous étiez à [56] la station radio de Bobo. Vous habitiez tel quartier, vous aviez une voiture Ami 6. Vous m'avez ouvert la porte et vous m'avez donné à manger. J'étais tout petit, j'allais au lycée. » « C'était donc vous ? » « Oui, c'était moi. » Il s'appelait Pierre Barry. En quittant sa maison, je me disais que, tôt ou tard, il faudrait que je rende à cet homme-là un service pour qu'il sache que sa charité n'avait pas été inutile. Je l'ai cherché. Le hasard a bien fait les choses. Nous nous sommes rencontrés. Il est aujourd'hui à la retraite.

La générosité bien sûr, mais aussi probablement la découverte de la violence en soi ?

Très tôt, je me suis demandé si la méchanceté gratuite existait. J'avais à l'époque un camarade qui était plus faible que moi. Un jour, je l'ai emmené en brousse et lui ai dit : « Maintenant je vais te frapper, tout simplement parce que je l'ai décidé. » Nous n'étions que deux, il était à ma merci. Je vous assure que j'ai cherché à le faire. Je voulais trouver le courage de le frapper. Puis je me suis mis à pleurer : « Je voulais te tuer, parce qu'il doit bien y avoir des raisons pour lesquelles un homme en tue un autre puisque tant de gens le font. » L'acte n'a pas été posé. Je ne l'ai pas tué. Aujourd'hui, ce garçon vit à Bobo-Dioulasso.

Mais je sais que nous les hommes, nous sommes très méchants. Voyez le mensonge, voyez l'humiliation sous toutes ses formes.

Mais arrive-t-il qu'on sente la nécessité d'agir par la violence ?

Un autre souvenir à ce sujet. J'ai vu à l'île de la Réunion une scène qui m'a beaucoup marqué et me poursuit encore. Je faisais à l'époque un stage comme jeune officier. Le 31 décembre, un bal avait été organisé. Je m'y suis rendu, car j'aime beaucoup m'amuser. J'étais à une table avec des capitaines. À ma droite se trouvait un commandant. On chuchotait que sa femme le trompait avec un professeur, un civil français.

Effectivement, à ce moment-là, ce professeur et cette femme dansaient, seuls, sur la piste. L'officier s'est levé, très digne. Il a dit : « Assez » et les a séparés. Pendant que [57] le professeur sortait furtivement, je suis allé le féliciter pour lui déclarer que je le soutenais.

Puis, tout à coup, je me suis dit que, au lieu de féliciter le commandant, j'aurais dû tendre un piège à ce professeur parce que cette race d'hommes doit

disparaître de la terre. Il rend un autre homme terriblement malheureux parce qu'il a séduit sa femme. À moins que ce ne soit elle qui l'ait fait et qu'il n'ait pas eu le courage de lui dire non.

Je sais que nous allons finir par prendre des décisions contre ce genre de personnes, ici. On me dira que celui qui n'a jamais péché leur jette la première pierre. Non ! Même si nous ne parvenons pas à supprimer l'adultère, nous prendrons des décisions non pas parce que c'est un homme et une femme, mais parce qu'un homme a trompé un autre homme.

Vous accordez beaucoup d'importance au geste ?

Beaucoup. Lorsque le général Lamizana ¹⁷ était président, il était vraiment inaccessible. Moi j'étais jeune officier à Pô. À cette époque, nous n'avions pas d'eau. Ni à boire ni à plus forte raison pour laver nos vêtements que nous devions envoyer à Ouagadougou. Pour changer cet état de choses, j'ai tout fait. J'ai vu des prêtres, des ONG pour faire des forages, pour creuser des puits. Rien.

Je me suis dit : « Je ne peux pas comprendre qu'un gouvernement laisse les gens dans une telle misère. » Un jour, j'ai ordonné au chauffeur : « Préparez la jeep. » Je me suis équipé. J'ai pris mes armes. Or, se déplacer à l'époque avec un tel équipement était particulièrement excentrique et vite remarqué. Quand je fus en tenue de combat, nous avons pris la direction de la présidence. Arrivé à Ouagadougou, j'ai d'abord fait arrêter le véhicule devant le CAMICO, un magasin de pièces détachées et d'autres objets. Je suis entré et j'ai immédiatement vu une motopompe. Je me suis rendu à la caisse. « Je veux l'acheter. » « Vous payerez tout de suite ? » « Non, je veux une facture pro forma. » « À l'adresse de qui ? » « Mettez : commando, et ajoutez entre parenthèses — présidence — » « Qu'est-ce que cela veut dire ? » « Faites-le. » « D'accord. »

[58]

Nous sommes partis, le chauffeur et moi, en direction de la présidence. J'ai demandé une audience.

Était-ce une démarche ordinaire ?

À l'époque, c'était tout à fait inimaginable. Un visiteur attendait déjà, je me souviens qu'il s'agissait de l'ambassadeur d'Allemagne. Lorsqu'on me pria d'exposer mon motif, j'ai refusé de le donner. Le directeur de cabinet, alors, n'a pas voulu transmettre ma demande. Plus j'insistais, plus il persévérait dans son refus. J'ai fini par lui dire : « Si vous ne me laissez pas entrer, vous serez responsable de ce qui va arriver. » J'étais, ne l'oubliez pas, en armes. Je pensais que mon attitude me conduirait en prison, j'imaginais

même qu'on allait se battre. Les responsables ont fini par avertir le Président, qui aurait répondu de me faire attendre.

J'ai en effet attendu pendant très, très longtemps, puis j'ai été introduit. Il faut se souvenir qu'à l'époque j'étais simple lieutenant. Le président était sidéré. Je lui ai dit :

« Vous êtes général, je suis lieutenant, nous sommes donc tous les deux des officiers. J'ai des hommes sur le terrain qui n'ont rien à boire. Je veux une motopompe, voici la facture pro forma. »

Il m'a fixé longuement en silence. Puis : « Vous n'êtes venu que pour cela ? » « Pour cela et rien d'autre. » Il a insisté, puis il a signé le chèque.

Je l'ai salué, j'ai pris ma motopompe et suis immédiatement rentré à Pô. « Rassemblement les gars, nous avons gagné. Pompez l'eau, faites boire les gens. Allez et qu'on en finisse avec cette souffrance-là. »

Mais votre attitude avait-elle vraiment de quoi surprendre dans un système où les relations personnelles et les contacts privés jouent un si grand rôle ?

Vous savez, quand le général Lamizana signa son chèque et qu'il me le remit, j'ai lu ou j'ai cru lire dans ses yeux quelque chose qui m'a beaucoup touché. En réalité, la somme ne représentait pas un grand sacrifice pour lui. À l'époque, le président avait une caisse noire et ce que je lui demandais n'était que le trois-centième de ce dont il disposait trimestriellement. (La motopompe coûtait 254 000 CFA. Je me souviens même qu'il signa par erreur [59] 258 000 CFA et qu'avec la différence nous avons acheté des pièces de rechange.)

Mais j'ai quand même compris que l'homme était dépité. Sans cesse, des gens venaient lui réclamer de l'argent et sous n'importe quel prétexte. Peut-être, ce jour-là, fut-il heureux de pouvoir faire un geste qui rende service non pas à une seule personne, mais à plusieurs. Et je me suis juré de lui rendre la monnaie de son acte.

Aujourd'hui où les rôles sont inversés, avez-vous parlé avec lui de cet épisode ?

Non, je ne lui ai pas parlé de cela, mais il ne comprend pas pourquoi j'ai tant d'attentions pour lui. Le 7 novembre 1982, quand il y eut le coup d'État du CSP [18](#), il avait déjà accompli deux ans de prison. Différents groupes s'affrontaient et des soldats voulaient profiter de la nuit noire pour éliminer des gens, notamment lui. C'est pourquoi je suis intervenu personnellement pour que Sangoule Lamizana, Gérard Kongo, Joseph Conombo, Touré Soumané puissent sortir sans risque. Mais j'ai fait en sorte que Sangoule

Lamizana n'en sache rien afin qu'il ne me soit pas redevable.

Quand il passait devant les TPR, j'avais des charges contre lui. Elles auraient suffi à le faire condamner. Il ne sait pas pourquoi je ne suis pas allé témoigner contre lui. J'ai beaucoup de respect pour lui, pour les autres, même pour Saye Zerbo [19](#) bien qu'il soit en prison. Moi je sais où mènent les diminutions des peines du 4 août.

[60]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER

[Retour à la table des matières](#)

Le colonel Kadhafi n'a pas ménagé ses efforts pour vous apporter son appui avant votre prise du pouvoir, et ensuite par des aides matérielles. Certains considèrent que vous êtes l'homme de la Libye.

Je suis allé en Libye et j'ai beaucoup admiré la politique sociale là-bas. Il est évident que la présence du pétrole est la cause de la construction de tant d'autoroutes, tant d'hôpitaux, d'universités et de HLM. Mais le pétrole existait bien avant l'arrivée du colonel Kadhafi, or, à cette époque, ce pays était complètement marginalisé.

Par un réel souci de justice sociale, les actuels dirigeants ont su arracher des mains d'une minorité monarchique, bourgeoise, inféodée au grand capital, l'ensemble des richesses afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre.

Nous admirons ce genre d'attitude. La défense d'une telle politique implique des comportements dont la témérité choque et heurte dans le domaine international... Un pavé jeté dans la mare de la tranquillité et des conventions. Mais à partir de là, prétendre que nous sommes influencés par le colonel Kadhafi, c'est une affirmation complètement fausse. Nous ne sommes pas plus inféodés à la Libye qu'à la France de 1789 par exemple. Nous ne

sommes pas davantage liés aux Américains qu'aux autres quand ils disaient : « L'Amérique aux Américains » et qu'aujourd'hui nous affirmons : « L'Afrique aux Africains. » Nous reprenons les causes justes où qu'elles soient.

Mais vous ne cachez pas que vous traitez avec lui ?

Je vous dirai ceci : pour avoir beaucoup fréquenté le colonel Kadhafi, je vous affirme qu'on peut distinguer trois catégories de dirigeants selon l'attitude qu'ils choisissent face à lui : il y a d'abord ceux qui disent qu'il ne faut pas le fréquenter, car il est le diable en personne. Convaincus, ils l'évitent, mais de manière totalement hystérique. En fait ils sont des hommes manipulés, incapables de faire un choix eux-mêmes.

La deuxième catégorie est composée de ceux qui [61] fréquentent Kadhafi par personnes interposées. S'il fallait l'établir, elle serait longue, la liste de tous ceux qui signent avec lui des contrats juteux et tiennent en même temps des propos haineux, qui prononcent des discours totalement engagés contre ce même Kadhafi. Ces dirigeants trompent leur peuple. Ils sont obligés de faire le tour du monde afin de brouiller les pistes entre chez eux et Tripoli.

Troisièmement, il y a ceux qui traitent ouvertement avec lui. Nous n'avons pas honte de dire que nous faisons partie de ceux-là. Selon nous, il vaut mieux appartenir à la catégorie de ceux qui acceptent de négocier au grand jour, car c'est alors sur des bases plus objectives. Lorsque celles-ci n'existeront plus, nous serons libres de rebrousser chemin.

Les autres, en revanche, doivent constamment se tenir sur le qui-vive lorsque le colonel Kadhafi est face à des journalistes. Va-t-il parler d'eux ou non ? Ils craignent qu'il ne les dénonce publiquement. Nous pas.

Le Burkina Faso a été membre du Conseil de sécurité à l'ONU. Vous vous êtes, vous-même, exprimé devant l'Assemblée générale ; quelles réflexions en tirez-vous ?

Si je ne m'y étais pas rendu, je n'aurais pas connu cette expérience, donc à quelque chose malheur est bon. Mais à vrai dire, il faut éviter d'être un rat dans ces couloirs-là, car très vite on tombe dans la complicité internationale, une espèce de tolérance qui ramène les problèmes des gens à de stériles joutes oratoires de théoriciens.

Quand vous voyez les gens qui s'y trouvent, vous avez l'impression qu'ils sont sérieux, mais moi cela ne m'amuse pas tellement de les rencontrer. Au début, seulement, j'ai ressenti le besoin de m'y rendre.

Toutefois nous avons, en effet, été membre du Conseil de sécurité. Nous avons estimé que si notre rôle aux Nations Unies ne consistait pas à compléter

les effectifs, nous devions avoir le courage de parler au nom des peuples qui nous avaient fait confiance. (Le Burkina Faso a été élu par plus de 104 pays.) Nous devions représenter leurs intérêts, en particulier ceux des pays non alignés. Car il faut constamment, quotidiennement, courageusement défendre leurs intérêts ainsi que ceux des peuples qui s'indignent, si [62] nous ne voulons pas que les Nations Unies ne deviennent une caisse de résonance manipulée par quelques tambourinaires puissants.

Avez-vous connu en cette circonstance des pressions ? Une menace de couper certaines aides ?

À l'époque, l'ambassadeur des États-Unis, par exemple, a tenté d'exercer une pression de ce type. C'était en rapport avec Porto Rico, le Nicaragua, Grenade et plusieurs autres questions. Nous lui avons dit toute l'amitié sincère que » nous avons pour le peuple américain, mais qu'il n'était pas dans l'intérêt de celui-ci de créer la désolation dans d'autres pays. Nous avons ajouté que notre amitié était si réelle qu'elle nous empêchait de nous solidariser avec ceux qui attaquent les États-Unis sans raison, gratuitement.

Je dois ajouter, pour l'honnêteté intellectuelle, que l'ambassadeur américain, à la suite de notre conversation, a fait machine arrière et qu'il a expliqué notre position à son gouvernement.

Des pressions parce que vous étiez membre du Conseil de sécurité ?

En effet, différentes pressions, sous différentes formes, par différents groupes. Mais pouvions-nous nous taire lorsqu'une grande puissance agresse un petit pays, lorsqu'une nation envahit une autre ? Nous avons pensé que nous avions un combat à y mener au nom de tous ceux qui nous apportèrent leur confiance, mais au nom également de ceux qui ne le firent pas parce qu'ils nous connaissaient insuffisamment.

Pour un résultat dont vous êtes satisfait ?

Nous avons pris les positions que nous avions à prendre. Nous nous sommes ainsi fait connaître de beaucoup de gens. Cela nous a également valu un grand nombre d'ennemis. Nous avons attaqué à gauche comme à droite, à l'est comme à l'ouest. Chacun en a pris pour son compte. Valait-il la peine de se payer tant et tant d'ennemis ? Fallait-il ouvrir tant et tant de fronts ? Je ne sais pas.

[63]

Dans votre situation, une grande puissance qui vous retirerait son aide

vous mettrait dans des difficultés très graves. C'est vrai par exemple pour la France, les États-Unis, l'URSS et d'autres nations occidentales...

C'est la raison pour laquelle nous sommes obligés de lutter contre l'impérialisme et ses manifestations. Pour celui-ci, il est plus important de nous dominer culturellement que militairement. La domination culturelle est la plus souple, la plus efficace, la moins coûteuse. C'est pourquoi nous affirmons que pour renverser le régime burkinabé, il n'est pas nécessaire d'amener des mercenaires puissamment armés, il suffit simplement d'interdire l'importation du champagne, du rouge à lèvres, du vernis à ongles.

Ce ne sont pourtant pas des produits usuels des Burkinabé...

La seule bourgeoisie est aujourd'hui persuadée qu'elle ne peut se passer de ces produits. Il nous faut travailler à décoloniser les mentalités, et réaliser le bonheur à la limite des sacrifices auxquels nous devons consentir. Il faut travailler à reconditionner notre peuple à s'accepter tel qu'il est, à ne pas avoir honte des réalités qu'il connaît, à s'en contenter et même à s'en glorifier.

Il faut être cohérent. Nous n'avons pas hésité à refuser une aide de l'Union soviétique qui n'était pas, selon nous, à la hauteur de notre attente. Nous nous sommes expliqués avec les Soviétiques et je pense que nous nous sommes compris. Mais il faut savoir garder sa dignité.

[64]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

BUDGET DE L'ÉTAT ET DETTE EXTÉRIEURE

[Retour à la table des matières](#)

Quand on a un budget de 58 milliards de francs CFA dont 12 sont affectés à la dette, est-il réellement possible d'avoir un plan et une stratégie ? [20](#)

Oui, mais on pose simplement et très brutalement la question de choix

entre le Champagne et l'eau.

Nous nous efforçons de refuser les partages inégaux. Or, que constatons-nous ? 58 milliards de budget ; 30 000 fonctionnaires qui en monopolisent 30, et rien pour les autres. Ce n'est pas normal. Si nous voulons davantage de justice, il faut que chacun accepte de reconnaître où se trouve le peuple et quels sacrifices il doit faire pour que cette justice se réalise.

Qui sont donc ces 30 000 fonctionnaires ? Des gens comme moi. Prenez mon cas : sur 1 000 enfants nés la même année que moi, la moitié sont morts au cours des trois premiers mois. J'ai eu la chance extrême d'avoir pu y échapper. Tout comme c'est une chance de ne pas avoir été victime ensuite d'une de ces maladies que nous connaissons en Afrique et qui ont décimé d'autres personnes nées la même année que moi.

Je fais partie des 16 enfants sur cent qui ont pu aller à l'école. C'est une autre chance inouïe. Je fais partie des 18 sur 100 qui sont parvenus au baccalauréat et des 300 sur l'ensemble du pays qui se sont rendus à l'étranger, qui se sont perfectionnés et qui, une fois de retour, sont sûrs de trouver un emploi. Je fais partie des 2 sur 100 soldats qui, sur le plan social, ont une place stable et bien rémunérée parce qu'officier dans une armée où ce grade représente quelque chose.

Et des gens qui ont connu un certain nombre de chances comparables sont 30 000 dans ce pays de 7 millions d'habitants ? Et à nous seuls nous « pompons » plus de 30 milliards ? Cela ne peut plus durer.

Sans compter les autres avantages !

En effet, c'est nous, qui sommes en ville, qui donnons le ton, qui expliquons à l'opinion internationale ce qui va, ce [65] qui ne va pas et comment il faut apprécier la situation ici. C'est nous qui parlons de droits de l'homme, de baisse de pouvoir d'achat, de climat de terreur. Nous oublions que nous avons condamné à mort des milliers d'enfants pour n'avoir pas accepté qu'on diminue un tant soit peu notre salaire afin de réaliser un petit dispensaire. Et nous n'avons agité aucune opinion internationale contre le scandale que représentent ces morts. Nous faisons partie de la complicité internationale des bonnes consciences. « Je te pardonne tes fautes, tu me pardonnes les miennes. Je me tais sur ce que tu fais de sale. Tu te tais sur mes mauvaises actions et nous restons entre gens propres. C'est véritablement le *gentleman agreement* des bonnes consciences... »

L'indignation est une chose, mais comment agir ?

Il faut oser regarder la réalité en face puis oser donner des coups de boutoir sur des privilèges acquis de longue date, de si longue date même

qu'ils paraissent être devenus naturels, incontestables. Bien sûr, vous courez le risque de vous faire violemment attaquer dans la presse. Mais on ne demandera jamais aux 7 millions de paysans sans voix s'ils sont heureux ou non d'une route, d'une petite école, d'un dispensaire, d'un puits.

Mais que feriez-vous sans l'aide internationale et les prêts d'ajustement structurel ?

En 1983, quand nous sommes arrivés au pouvoir, les caisses de l'État étaient vides. Le régime que nous avons renversé avait négocié et obtenu de la France un prêt d'ajustement structurel d'environ 3 milliards de francs CFA. Au terme d'un certain nombre de tractations, ce prêt a été rétrocédé à notre régime. Cela n'a pas été facile, mais depuis lors je peux vous affirmer que personne ne nous a prêté quoi que ce soit, ni la France ni quelqu'un d'autre. Nous n'avons aucune aide budgétaire.

Comment, dans ces conditions, éviter le déficit budgétaire ?

Nous comblons ce trou en empêchant qu'il existe... c'est-à-dire en empêchant qu'il y ait une différence. Nous avons diminué les salaires. Les cadres ont perdu jusqu'à un mois de revenu. Les fonctionnaires ont dû renoncer à une [66] partie de leurs indemnités ce qui, vous vous en doutez, n'est jamais bien accueilli nulle part. Ces sacrifices, nous les imposons aux membres du gouvernement, auxquels nous faisons mener un train de vie très modeste. L'instituteur ministre touche son salaire d'instituteur, le capitaine président, celui de capitaine, rien de plus.

La vertu de l'exemple ?

Oui. Imaginez-vous que par le passé, dans ce pays, on parlait d'instaurer le 13^e, voire le 14^e mois de salaire... Pendant ce temps des gens mouraient faute d'avoir pu acheter un petit comprimé de Nivaquine... Il ne faut pas s'étonner qu'alors soit apparu en France le cartiérisme contre ces rois nègres, qui s'achètent des voitures et construisent des châteaux avec les produits de leurs contribuables. Le cartiérisme est bel et bien né de nos propres fautes et de nos propres erreurs.

Savez-vous aussi que des Burkinabé touchaient des indemnités de dépaysement (dans leur propre pays), des indemnités de soleil ?

D'autres avaient des salaires de 2 à 300 000 CFA pour simplement diriger des syndicats, et ils revendiquaient des augmentations de salaire malgré les sommes colossales qu'ils recevaient !

Nous avons dû demander des sacrifices, c'est cela la transformation des

mentalités. Et nous ne sommes pas au maximum de nos possibilités. Ce n'est qu'un pas, d'autres devront être faits.

Mais dans cette situation, est-il possible d'envisager le moindre investissement ?

Par ces diminutions de salaire, cette réduction du train de vie, mais aussi en gérant mieux ce que nous avons, en évitant les détournements, nous sommes arrivés à dégager quelques bénéfices qui nous permettent de modestes investissements. Mais ils sont déjà un témoignage de la nécessité pour nous de continuer ces efforts-là. Des chiffres si vous voulez :

notre budget est établi une fois par année, mais chaque trimestre nous faisons le point et procédons à des [67] comparaisons, c'est vous dire à quel point nous sommes près de nos sous.

Au premier trimestre 1983, le budget (pour lequel nous étions déjà un peu impliqués dans le cadre du CSP, mais sur lequel nous n'avions pas la haute main), ce budget faisait apparaître un déficit de 695 millions de francs CFA. Au premier trimestre 1984, ce déficit n'était plus que d'un million de francs CFA alors que nous avons eu la possibilité de le mettre en place et de l'exécuter nous-mêmes.

Au premier trimestre 1985, ce n'est plus un déficit mais un excédent de 1 milliard 985 000 francs CFA qui apparaît, et nous allons continuer ainsi.

Oui, mais à quel prix ?

En serrant sur tout. Ici, il est interdit d'écrire sur le verso d'une feuille seulement. Nos ministres voyagent en classe économique et n'ont que 15 000 francs CFA par jour de défraiement. Pour moi aussi, la situation est la même, mais la fonction de chef d'État offre cet avantage que vous êtes pris en charge lorsqu'on vous accueille à l'étranger.

Notre ministre du Travail s'est rendu il y a quelque temps à Genève, pour une conférence internationale. Vous êtes bien placé pour savoir qu'avec ses 15 000 francs CFA d'indemnité journalière, il ne pouvait envisager de se loger là-bas. Il a dû se rendre en France voisine et partager un modeste logement avec ses collaborateurs. Il n'y a aucune honte à cela. Peut-être même ces conditions lui auront-elles permis d'accomplir encore mieux sa mission que s'il avait été logé dans un palace. Ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Il y a quelques mois, le SIDWAYA ²¹ titrait : « Si Lénine avait su ce que nous faisons, il nous aurait aidés. » N'est-ce pas là l'expression d'une

déception face à l'URSS et d'autres pays ?

Au regard des risques que nous prenons, car nous conduisons ici une véritable révolution, au regard aussi de ce que nous pensons pouvoir représenter, de manière peut-être immodeste, pour l'Afrique, nous ne comprenons pas cet attentisme, ce désintéressement, ce manque d'empressement à nous aider de la part de ceux qui sont le plus indiqués pour le faire, car du point de vue de la sensibilité [68] idéologique, ils sont dans le même camp que nous.

Nous le comprenons d'autant moins qu'ici on peut nous étouffer pour 5 millions de francs CFA. Plusieurs fois, nous avons manqué devoir fermer des unités usuelles et mettre des gens au chômage pour l'équivalent de cette somme qui nous faisait défaut. Les conséquences auraient été des grèves, des protestations et peut-être, si cela avait été exploité par d'autres personnes plus fûtées, la chute totale du régime.

Et alors, « chat échaudé craint l'eau froide... » ! Des dispositions terrifiantes auraient été prises pour qu'un régime comme le nôtre ne revienne pas.

Il s'agissait donc bien d'une déception ?

L'article de SIDWAYA exprimait bien cela, mais je ne crois pas, d'autre part, qu'il faille demander aux autres de se sacrifier pour vous jusqu'à abandonner leurs propres problèmes, même si ceux-ci ne sont pas comparables. La tristesse de quelqu'un qui, chez vous, s'aperçoit que le vin n'est pas de bonne qualité est aussi valable que celle d'une personne qui, ici, n'a pas d'eau à boire.

Ailleurs, une population n'est pas contente de son gouvernement parce qu'il n'a pas créé de troisième, de quatrième ou de vingt-cinquième chaîne de télévision. Ce n'est pas une raison pour nous de vous demander de marquer le pas, de nous attendre, nous qui n'en avons qu'une et encore...

Les autres pays ont eux aussi à supporter leurs propres charges.

Et puis il faut dire que c'est nous qui faisons notre révolution. Alors tant mieux ou tant pis pour nous... À nous de l'assumer. Personne ne nous a demandé de la faire, après tout ! Nous aurions pu hypothéquer notre pays et le mettre en location. Quelqu'un aurait payé. C'est nous qui avons estimé que toutes ces formes d'aliénation étaient à rejeter, c'est à nous d'en payer le prix.

Apprendre à sortir d'une mentalité d'assisté ?

Oui, il faut se départir de cette mentalité. Si nous n'avions pas été colonisés et si nous n'avions pas eu de rapport avec la France, comment

aurions-nous eu le droit [69] d'attendre quelque chose d'elle ? Pourquoi ? En Corrèze, au Larzac il reste des gens qui ne sont pas heureux...

Alors nous devons perdre cette mentalité, même si, au nom d'un internationalisme quelconque, nous aurions aimé que les aides aillent là où il faudrait. Mais il ne faut pas oublier que, à moins d'être masochiste ou suicidaire, on ne va pas aider son ennemi, lui donner des armes pour qu'il survive, qu'il rayonne et qu'il convainque autour de lui d'imiter son exemple. Ils sont fort nombreux ceux qui ont peur que nous réussissions. Ils nous interpellent par toutes sortes de défis.

Le temps ne joue-t-il pas contre vous ?

Ils nous donnent, par exemple, moins d'un an pour avoir les caisses vides, ne plus pouvoir payer les fonctionnaires et être obligés de recourir au FMI ou à une autre organisation. Vaille que vaille, cahin-caha nous traversons quand même la zone de tempêtes et ressortons la tête haute. Ils nous donnent alors un autre délai au terme duquel il paraît évident que nous allons échouer. Tant bien que mal, nous tenons et démontrons à la longue, dans la pratique, qu'il existe d'autres schémas qui peuvent permettre de contourner les formes classiques d'approvisionnement des caisses.

Mais que peuvent faire de plus les Burkinabé ? L'excès de sacrifices risque de se retourner contre vous ?

Non, si vous savez donner l'exemple. Nous avons créé une caisse de solidarité révolutionnaire [22](#) à laquelle des milliers de Burkinabé contribuent. Leurs oboles représentent un effort considérable pour que notre peuple ne soit pas contraint à mendier une aide alimentaire. La caisse nous a permis de parer au plus pressé, notamment face aux problèmes de survie des populations du Sahel.

[70]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

[Retour à la table des matières](#)

Mais parallèlement se pose la question de la dette extérieure. À la conférence de l'OUA à Addis-Abeba, les participants étaient très divisés sur le comportement à avoir face au remboursement...

Pour notre part, nous disons très nettement qu'il ne faut pas payer la dette extérieure. Ce n'est pas juste. La payer c'est payer deux fois un tribut de guerre. D'ailleurs d'où vient-elle ? De ce qui nous fut imposé de l'extérieur. Avions-nous besoin de construire des châteaux, de dire aux médecins qu'ils toucheraient un très important salaire à la fin du mois, de créer chez l'officier une mentalité d'homme surpayé ?

Nous avons été obligés de contracter des dettes très lourdes [23](#), et les unités économiques qu'elles ont permis de créer n'ont pas toujours tourné très rond. Pour elles, nous avons pris de lourds engagements financiers alors qu'elles étaient parfois suggérées, proposées, organisées, installées par ceux-là mêmes qui nous ont prêté l'argent.

C'est tout un système, avec ses éléments d'assaut, qui sait exactement ce qu'il faut vous proposer. Ensuite son artillerie lourde intervient, et nous devons payer toujours davantage. Ce sont des placements heureux pour les investisseurs. Ils ne placent pas leur argent dans leurs propres banques, chez eux cela ne rapporte rien. Ils sont alors obligés de créer le besoin ailleurs pour que d'autres paient. Avions-nous besoin de fumer telle ou telle cigarette ? On nous a convaincus que « grâce à telle marque, nous serions l'homme le plus fort du monde, celui qui séduira toutes les femmes ». Nous avons fumé et avons développé le cancer en prime. Et les plus privilégiés d'entre nous sont partis en Europe se faire soigner...

Alors qu'il s'agissait de donner un nouveau souffle au marché du tabac chez vous.

Mais le refus de payer la dette extérieure a-t-il un sens s'il n'est le fait que d'un ou deux États ?

[71]

En fait ce n'est pas l'action isolée et usurière d'un banquier qui nous impose de payer la dette, mais tout un système organisé. Celui-ci permet qu'en cas de non-règlement, on puisse bloquer vos avions sur un aéroport, ou

qu'on refuse de vous envoyer une pièce de rechange absolument indispensable.

Alors, ne pas payer la dette exige que nous allions en front uni. Tous les États doivent agir ensemble à condition, bien sûr, que nous acceptions de faire notre autocritique sur notre propre gestion de ces ressources. Lorsque certains ont contracté des dettes énormes pour des dépenses personnelles somptuaires, ils ne méritent pas que nous nous mobilisions pour les soutenir.

Nous l'avons dit clairement dans le message que nous avons adressé à l'OUA : « Ou bien il faut collectivement résister, opposer un refus net de payer la dette ou, si ce n'est pas le cas, il faut, alors, aller mourir, isolément un à un... »

Mais ce n'est pas un point de vue unanimement partagé ?

Chacun de nous se croit le plus malin, le plus rusé, tout en comprenant la logique de ce juste refus. Il le contourne pour aller voir les prêteurs. Dès lors on dira d'eux qu'ils sont les plus organisés, les plus modernes, les plus respectueux des textes des engagements.

On leur donne d'autres prêts pour imposer d'autres conditions, puis quand la grogne s'installe dans les rues, on leur suggère aussi d'envoyer des « gros bras » pour casser ceux qui ne veulent pas suivre et installer sur le trône ceux qui doivent l'être selon eux...

Face aux mesures économiques intérieures, ne craignez-vous pas une violente réaction populaire ?

L'adhésion générale que nous rencontrons en imposant des mesures pourtant peu populaires montre la nature de notre révolution : une révolution qui n'est dirigée contre aucun peuple, contre aucun pays, mais qui vise à redonner au peuple burkinabé sa dignité et à lui permettre d'accéder, lui aussi, à un bonheur qu'il aura défini d'après ses normes à lui. Le bonheur, le développement, se mesurent ailleurs [72] sous forme de ratios ; de quintaux d'acier par habitant, de tonnes de ciment, de lignes téléphoniques.

Nous avons d'autres valeurs. Nous n'avons aucun complexe à dire que nous sommes un pays pauvre. Lorsque nous sommes dans les organisations internationales, nous n'avons pas peur de prendre la parole et de bloquer les débats pour un ou deux dollars de réduction d'une cotisation, ou d'une contribution, des États. Nous savons que cela irrite bon nombre de délégations qui sont capables de jeter par la fenêtre des milliers et des millions de dollars.

Et lorsque nous devons recevoir un ambassadeur qui doit présenter ses lettres de créance, nous ne le faisons plus dans ce bureau présidentiel, nous l'amenons en brousse, chez les paysans. Il emprunte des routes chaotiques, il

souffrir de la poussière et de la soif. Ensuite nous pouvons l'accueillir en lui disant : « Excellence, Monsieur l'ambassadeur, voilà le Burkina Faso tel qu'il est et c'est avec lui que vous devez composer, non avec nous qui sommes dans les bureaux feutrés. »

Nous avons un peuple qui a sa sagesse, son expérience, un peuple qui peut définir lui aussi une certaine manière de vivre. Ailleurs on meurt d'avoir été trop bien servi. Ici on meurt de ne pas l'avoir été suffisamment. Entre les deux, il y a une forme de vie que nous découvrirons si nous faisons chacun une part du chemin l'un vers l'autre.

Autre facteur économique dont il faut tenir compte : le développement des organisations non gouvernementales (ONG). On en recense environ 600 au Burkina Faso, dont 400 d'origine française. Comment expliquez-vous ce développement ?

Pour moi les organisations non gouvernementales ont des côtés positifs et négatifs, mais surtout elles traduisent l'échec des relations d'État à État et la nécessité pour les peuples de rechercher d'autres formes de contact et de dialogue. Même s'il existe ailleurs un Ministère de la coopération, un Ministère des affaires étrangères ou un Ministère des relations extérieures, on va chercher des formes nouvelles ; donc, cela signifie politiquement que ces ministères sont inopérants.

Nous savons, bien sûr, qu'il existe des organisations non [73] gouvernementales qui sont des officines d'espionnage impérialiste. Affirmer le contraire serait faire preuve, soit d'une parfaite naïveté, soit de la volonté de se crever les yeux afin de ne pas voir la réalité. Mais il n'y a pas que cela. Beaucoup d'autres sont effectivement des organisations où des hommes et des femmes pensent avoir trouvé le lieu idéal pour s'exprimer, pour apporter quelque chose parce qu'ils ont entendu parler de pays qui souffrent, alors qu'eux-mêmes sont très mal dans leur peau sous le poids des calories et du luxe. Ils ont ressenti le besoin d'entreprendre quelque chose, ce qui est bien.

Ne risque-t-on pas une forme de désordre que la bonne volonté ne suffit pas à corriger ?

Ici, nous nous sommes dit : « Les ONG arrivent, il faut les organiser. » Si vous ne le faites pas, la situation peut devenir très dangereuse. Auparavant, ces organisations s'étaient installées en fonction de la carte politique électorale du pays. Dans tel fief se trouve un homme politique important : c'est là qu'on creusera des puits, même s'il faut en faire un tous les 25 cm, alors qu'ailleurs où le besoin est réel rien ne se fera, car il ne se trouve aucun fils du pays qui soit bien en vue.

Les ONG se sont également gênées dans la mesure où les puits ont été faits à l'anglaise, à l'allemande, à la française, pour une eau qu'on boit à la burkinabé. Elles refusent de se communiquer les informations nécessaires et préfèrent laisser chacun recommencer les mêmes erreurs, histoire de pouvoir dire : « Vous voyez bien que ces gens n'y connaissent rien... »

Mais ne doivent-elles pas mener une politique délicate et difficile ?

Elles ont souvent commis des erreurs en n'osant justement pas s'affirmer et dire aux dirigeants locaux : « Écoutez, Messieurs, nous sommes venus pour tel objectif très clair. Si vous êtes d'accord nous jouons le jeu. Si vous ne l'êtes pas, nous plions bagage et chercherons à travailler ailleurs. »

Leur complaisance est parfois devenue de la complicité. Pour certaines d'entre elles, l'important était d'avoir de [74] bonnes coupures de presse à diffuser en Europe pour dire : « Voyez, bonnes gens, nous sommes en train de sauver des âmes. Donnez-nous un sou, Dieu vous le rendra... », alors qu'en réalité elles faisaient la politique de tel député ou sénateur qui pouvait ainsi prouver son rayonnement.

Elles ont perturbé la politique locale, selon vous ?

Elles n'ont surtout pas eu le courage de heurter ceux qui agissaient mal. Résultat, vous arriviez ici, on vous disait : « Vous venez d'Europe, très bien... Vous avez de l'argent et vous voulez aider le pays, bravo, c'est ce qu'il faut faire ici car les gens crèvent de faim... Mais vous allez avoir besoin d'un bureau, louez donc le mien... Il vous faut un directeur national car nous tenons à assurer la relève, j'ai justement un cousin qui attend... Comme standardiste j'ai une cousine, le planton sera mon neveu... » En un mot, ils amènent tout leur village, et pourvoient jusqu'au vice-planton. Vous, vous êtes satisfait, on parle de votre action en Suisse ou en France, lui est heureux car il peut aller dans son village et dire : « Si vous êtes sages et si vous votez pour moi, je vous amènerai du lait en poudre. » Le lait arrive, chacun s'extasie devant la performance de celui qui fait des miracles de cette sorte.

Mais comment se prémunir contre ce genre de situations ?

Là aussi il faut engager le combat. C'est pourquoi nous avons créé un bureau de « suivi des organisations non gouvernementales ». Il ne s'agit pas de les empêcher de vivre, de tourner normalement, car elles ont besoin d'une certaine souplesse, compte tenu de la nature de leurs fonds et de leur manière de travailler. Mais il faut faire profiter l'ensemble d'entre elles des expériences déjà acquises par les premiers arrivés. Indiquer également les endroits où elles peuvent être le plus efficaces, le plus utiles, et de quelle

manière.

Dans quelles conditions votre gouvernement accepte-t-il l'aide internationale ?

Nous acceptons l'aide quand elle respecte notre indépendance et notre dignité. Nous refusons l'aide qui achète des [75] consciences et ne procure des avantages qu'aux dirigeants. Si vous nous fournissez une aide pour que nous puissions acheter plus facilement vos produits ou pour que certains d'entre nous puissent ouvrir des comptes bancaires chez vous, nous la refuserons.

[76]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Le problème alimentaire se pose de manière dramatique dans votre pays. La malnutrition touche par exemple plus de 50% des enfants et la ration calorique moyenne est de 1 875 par jour, soit 79% de la ration recommandée pour la santé. Que pouvez-vous faire ?

La faim est, en effet, un problème cyclique pour le Burkina Faso depuis de nombreuses années. Cela traduit aussi notre manque d'organisation et notre peu de préoccupation pour le monde rural. Ce problème est également né d'une production insuffisante en raison de sols de plus en plus pauvres, de l'accroissement de la population mais aussi en raison des pluies capricieuses et rares. Il faut encore ajouter à cela la spéculation.

Nous sommes donc en face d'un ensemble de problèmes physiques et socio-politiques qu'il convient de résoudre en même temps. Nous comptons

prendre des mesures techniques et politiques, pour que l'agriculture ne soit plus un phénomène aléatoire, mais une source de richesses. Aller de la sécurité alimentaire à l'autosuffisance pour devenir un jour une puissance alimentaire.

Un ambitieux programme ; par quels moyens pensez-vous le réaliser ?

Il s'agit d'abord de savoir intéresser le monde rural, de l'organiser pour la production en l'assistant sur le plan technique et organisationnel. Un exemple : la circulation des céréales, qui était complètement anarchique, faisait la joie des spéculateurs et le malheur des consommateurs. Nous connaissons des milliers et des milliers de paysans qui, dans des périodes difficiles dites de soudure, cédaient leurs champs à des usuriers et à des capitalistes de tout acabit. Ceux-ci pouvaient alors spéculer à d'autres moments. Nous avons pris des mesures en nationalisant le sol.

Plus de 90% de la population vit dans les campagnes. La situation est extrêmement difficile : pauvreté des sols, pénurie [77] de terres agricoles, manque de points d'eau. Quel est votre plan de développement rural ? 24.

Ce développement passe par la solution de différents problèmes. D'abord, la maîtrise de l'eau ; nous construisons actuellement de nombreuses petites retenues d'eau, de petits barrages. Mais aussi la maîtrise des facteurs de production, la création de débouchés incitateurs, la mise sur pied d'une industrie agroalimentaire capable d'absorber et de conserver ces produits, une meilleure répartition sur le territoire afin d'éviter les pénuries saisonnières et géographiques, enfin l'accroissement, pourquoi pas, des possibilités d'exportation vers d'autres marchés.

Nous ne sommes pas favorables à de grandes unités industrielles. Leur automatisation élimine des emplois et exige la mobilisation de capitaux importants que nous ne possédons pas. Enfin se pose le problème de la maintenance de cette technologie. Une seule pièce défectueuse peut nous obliger à déplacer un avion vers l'Europe parce que l'élément de remplacement ne se trouve que là-bas.

Vous envisagez l'accroissement de la production vivrière ?

Dans le domaine des agrumes, des cultures maraîchères, de l'élevage, notre pays offre des possibilités qui, conjuguées avec le savoir-faire de ceux qui, ailleurs, se sont déjà lancés dans ce genre d'activités, permettraient de très heureux résultats. Nous ne sommes pas opposés à l'entreprise privée qui ne porte pas atteinte à notre honneur, notre dignité, notre souveraineté. Nous ne verrions aucun inconvénient à voir quelqu'un de l'extérieur venir

s'associer à des Burkinabé (dans le secteur public ou privé) afin de participer au développement du pays.

Tout cela à quelle vitesse ?

À la nôtre. Nous préférons infiniment de petites unités, à mi-chemin entre l'industrie et l'artisanat : des manufactures, des ateliers qui emploient une main-d'œuvre sommairement formée. Par leur taille réduite, ils peuvent s'implanter au plus près des zones de production. Nous préférons les « teufs-teufs » aux machines électroniques.

[78]

Vous produisez du haricot, or c'est une culture d'exportation très liée aux contingences internationales...

À quelque chose malheur est bon. Le haricot est en effet pour nous un problème, qui a le mérite de mettre à nu les réalités du monde capitaliste, mais aussi l'image que l'on se fait de notre révolution à l'extérieur. Par ce biais, nous avons pu démasquer quels sont les groupes de pression qui sont décidés à maintenir le Burkina Faso dans le giron de la dépendance liée à un certain type d'exportation.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?

Le haricot vert est cultivé dans la région de Kougassi, et cela depuis longtemps. C'est une belle production qui a connu un écoulement régulier vers l'Europe, en particulier vers la France. Cela, bien sûr, en liaison avec des compagnies aériennes : UTA (Union de transport aérien) compagnie française, Air Afrique, compagnie multinationale africaine, mais essentiellement contrôlée par la France. En 1984, de manière curieuse, nous avons constaté que malgré une saison des pluies médiocre, la période fut faste pour le haricot. Or, ces mêmes compagnies aériennes ont refusé de prendre cette production. Le haricot est fragile. Ainsi, chaque jour, nous avions une trentaine de tonnes qui arrivaient à Ouagadougou, et seules 20 tonnes étaient exportées, au maximum...

Résultat, en moins d'une semaine plus de 400 tonnes ont commencé à pourrir à l'aéroport car nous n'avions pas de locaux pour les stocker et les conserver. Les compagnies ont affirmé qu'elles étaient sollicitées par d'autres vols. Or nous estimons que, si la coopération doit exister entre ces compagnies et nous (en particulier avec Air Afrique à laquelle nous participons comme État souverain), il faut être capable de faire des sacrifices : par exemple supprimer certains vols de plaisance, pour sauvegarder le revenu de ces pauvres paysans qui ont sué sang et eau pour produire le haricot, et qui

ont ainsi démontré leur savoir-faire.

D'autre part lorsqu'il va en Europe, notre haricot est immédiatement classé comme produit de seconde qualité. Mais nous savons très bien qu'il est ensuite reconditionné et revendu sur le marché sous un autre label. En fait, c'est un [79] chantage de bas étage. Nous ne pouvons plus le ramener chez nous, et nous le bradons à n'importe quel prix.

Pensez-vous que des raisons politiques sont à l'origine de cette situation ?

Il y a également des raisons de cet ordre. Un boycottage systématique de l'exportation du Burkina Faso est organisé, afin de nous étouffer économiquement et de nous mettre en difficulté avec les producteurs.

Est-ce le seul exemple ?

Non bien sûr. Prenez l'exemple du bétail. Notre pays est un grand exportateur d'animaux, cependant nous connaissons actuellement des problèmes. On refuse de nous acheter nos têtes de bétail, ou on nous pose des conditions inacceptables de telle sorte que nous ne parvenons pas à les exporter.

Mais le boycottage s'exerce également dans le domaine de l'importation. Surtout pour les matières dont nous avons un urgent besoin. Des pressions sont exercées pour que nous ne puissions pas importer le ciment nécessaire à des travaux d'intérêt général. On sait qu'en nous privant de ce matériau nous aurons, sur nos chantiers, des quantités de travailleurs qui finiront nécessairement par se retourner contre nous parce qu'ils nous percevront comme des démagogues. Nous avons envoyé des missions d'information et de bonne volonté pour expliquer aux uns et aux autres que notre révolution n'est dirigée contre aucun peuple, et qu'il n'y a pas de raison de s'attaquer à nous. À l'avenir nous serons obligés de considérer des attitudes provocatrices de cette nature comme un *casus belli*.

Ces blocages ne sont-ils pas nés de certaines de vos positions internationales ?

Vous avez raison. Nos positions n'ont pas toujours plu, mais nous connaissons un dilemme : soit taire les positions que nous considérons comme vraies, consciemment mentir afin de bénéficier des grâces de ceux qui peuvent nous aider, contenter nos partenaires délicats et puissants ; soit dire la vérité, dans l'intime conviction que nous rendons service à notre peuple et à d'autres.

Lorsqu'une grève se tient en Europe, ce n'est pas nous qui avons incité les travailleurs en cause à agir de cette manière contre tel ou tel industriel. Non. Mais nous savons que ce sont les intérêts légitimes de ces travailleurs qui sont ainsi défendus. Il faut savoir être solidaires sans que, pour autant, il y ait un lien avec nous.

Une des préoccupations, au Burkina Faso, est la dégradation lente et apparemment inéluctable de l'environnement. Que pouvez-vous faire pour enrayer le mal ?

Les sociétés africaines, qui vivent la rupture immédiate avec leur culture, s'adaptent très mal à leur nouveau contexte. Celui-ci implique des démarches économiques tout à fait différentes. Les populations ont augmenté ; les besoins aussi, et l'univers naturel, le développement spontané auxquels nous étions habitués (l'expansion des forêts, la cueillette, etc.) existent de moins en moins.

Nous sommes devenus de très grands prédateurs. Un exemple : la consommation annuelle de bois de chauffe au Burkina Faso représente, si l'on mettait bout à bout les traditionnelles charrettes utilisées pour le transport, l'équivalent d'un convoi dont la longueur ferait 4,5 fois la distance du nord au sud de l'Afrique. Peut-on permettre que des gens procèdent à de telles dévastations ? Mais peut-on également le leur interdire, quand on sait que le bois est la principale source d'énergie ici ? ²⁵ Nous sommes en face de nouveaux besoins, en face d'une nouvelle pression démographique, sociologique, et pour laquelle nous n'avons pas trouvé les éléments d'accompagnement.

Ailleurs aussi le déboisement a fait des ravages, mais il a été possible de reboiser et surtout de trouver des produits de substitution. Nous, nous n'avons que cette source d'énergie. Aujourd'hui nous sommes constamment obligés de rappeler à chacun son devoir, qui est de régénérer la nature et de l'entretenir. La progression galopante et catastrophique du désert, dont les habitants perçoivent les effets, nous aide dans cette démonstration.

L'expliquer, chercher à convaincre est une chose, mais quelles mesures pratiques appliquer ?

Après avoir analysé en détail le phénomène, ses causes, [81] ses manifestations, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait qu'une solution pour nous : prendre des mesures draconiennes. Or elles le sont, puisqu'elles vont jusqu'à toucher ce que les gens estiment être leur liberté dans l'immédiat, mais nous pensons qu'à terme nous préserverons ainsi la liberté collective. Nous avons donc lancé ce que nous appelons les trois luttes.

D'abord nous interdisons la coupe sauvage et anarchique du bois. Que cette coupe se fasse dans des périmètres définis par les spécialistes, de façon à maintenir une certaine régulation. Ce n'est pas parce que vous avez du bois à quelques mètres de vous que vous pourrez le couper. Non. Vous irez même, s'il le faut, à 5 km si c'est là qu'il se trouve en quantité suffisante.

Pour maîtriser la situation, nous avons interdit de transporter du bois, à moins que ce soit dans un véhicule au badigeonnage spécial et évident, de sorte que les personnes qui se livrent à ce commerce soient limitées en nombre, contrôlables et, par conséquent, faciles à encadrer sur le plan technique.

Deuxième lutte : nous avons interdit la divagation des animaux, autre cause importante, après l'homme, de cette destruction anarchique. Là aussi nous avons dû prendre des décisions très draconiennes, je le conçois, mais on ne peut rien faire tant qu'on n'impose pas aux mentalités des schémas de rigueur. Nous avons décidé qu'il serait possible d'abattre sans autre forme de procès tout animal pris en train de brouter des cultures, cela pour obliger nos éleveurs à avoir des méthodes plus rationnelles. Actuellement, notre forme d'élevage est de type contemplatif. On se contente d'avoir 5 000 têtes de bétail sans s'inquiéter de la manière de les nourrir, même si c'est au prix de la destruction du champ d'autrui ou des forêts, attaquées jusqu'aux plus jeunes pousses. Chacun est égoïstement fier de son grand nombre de bœufs. Ces bêtes, en réalité, même très nombreuses, ne produisent pas beaucoup de richesses ni en poids, ni en lait, ni en force de travail. Elles sont chétives. Il faut obliger les éleveurs à se poser la question : « Combien me coûte mon élevage et quel est l'effectif optimal pour avoir le meilleur rendement et la plus petite dépense ? »

[82]

Mais le remède risque d'entraîner un certain nombre d'abus ?

Il y a en effet, je dois le reconnaître, des manifestations douloureuses d'éleveurs qui sont malheureux car des agriculteurs ont tué leurs bêtes. Ils ont l'impression d'être tombés dans un piège, car des paysans malins et roués font exprès d'aller cultiver tout près des bêtes et les attendent avec un gourdin. Nous passons par ces formes-là. Je sais que je ne détiens pas la solution parfaite, mais s'il n'y avait que 60% de juste dans ce que je décide, je le ferais. Et là, selon moi, nous sommes au-dessus de ce pourcentage.

L'interdiction, la contrainte, mais aussi la prise en charge constructive ?

C'est le reboisement, l'acte positif pour recréer la nature. Nous avons ordonné que toutes les villes, tous les villages aient un bosquet d'arbres. Dans

la tradition africaine existait une forme de préservation de la nature, un système socio-écologique : le bois sacré.

On y accomplissait un certain nombre de rites, en particulier des rites initiatiques. D'un point de vue mythique et animiste, ces bois avaient une puissance supposée qui les protégeait. Mais, en même temps que ces valeurs ont cédé la place au modernisme, à un certain cartésianisme et même à d'autres religions, en même temps la protection a manqué et ces bois ont disparu. Les écrans qu'ils constituaient ont sauté et la désertification a, naturellement, pu faire son chemin plus rapidement encore.

C'est une des raisons qui nous a poussés à créer ces bois. Et bien que nous ne réussissions pas à leur donner le contenu religieux d'antan, nous essayons de leur attribuer une valeur sentimentale qui soit équivalente. Ainsi, tous les événements heureux sont marqués par une plantation d'arbres : un baptême, un mariage, une cérémonie.

Le 3 août, il y a eu une remise de décorations. Les récipiendaires, après avoir été félicités, sont allés planter des arbres avec leurs parents et leurs amis. Chaque année il en sera ainsi. Et s'il ne restait que 15% de ces arbres, ce serait déjà quelque chose de fait.

[83]

Les foyers améliorés sont également un autre moyen de diminuer la consommation de bois ?

Au cours des années précédentes, nous avons énormément parlé de foyers améliorés. Nous avons été soutenus à coups de centaines de millions, de milliards pour favoriser la vulgarisation de ces foyers améliorés. D'abord des recherches fondamentales, puis des recherches appliquées, enfin la vulgarisation. Mais nous n'avons progressé qu'une fois le bois devenu rare. Devant l'urgence, il faut des solutions, des moyens d'économiser cette source précieuse. Alors les femmes s'y intéressent enfin.

On a dit que le développement de l'agriculture au Burkina Faso ne peut se faire que dans un mariage heureux entre l'élevage et les techniques de culture, mais il n'est pas possible d'intégrer l'élevage tant que l'éleveur n'a pas lui-même la démarche de l'agriculteur. Maintenant il doit rentabiliser, et ce n'est pas seulement le lait, la viande, le fumier et les os qu'il doit vendre, mais aussi la force de travail de ces animaux qui sont là toute l'année. Par nécessité, nous créons un rythme positif de production.

Très souvent dans les discours, dans cette interview aussi, vous utilisez le symbole.

Cette forme pédagogique tient à notre contexte. Comme vous l'avez

remarqué non seulement nous parlons beaucoup, nous sommes très longs dans nos réponses, mais nous affectionnons en effet les symboles. Car les discours sont orientés vers des auditeurs qui viennent d'une civilisation orale à l'africaine, où l'on évolue par circonvolutions.

Moi qui suis le plus souvent amené à parler aux paysans, je laisse mon esprit aller à cette forme de dialogue, de débats, d'échanges de vues tout en admirant le brio de ceux qui utilisent d'autres formulations. Ils répondent de façon brève, concise, structurée, même sans texte écrit. Leur capacité tient à la nature de l'auditoire auquel ils ont généralement à faire face. Quand vous parlez à des universitaires, vous n'êtes pas obligé de développer pendant des heures et des heures comme nous le faisons ici.

À la limite, en Afrique, nous nous méfions de ceux qui ont des réponses journalistiques, ce sont des professionnels de la politique, non des hommes des masses.

[84]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

L'ADHÉSION POPULAIRE

[Retour à la table des matières](#)

À l'évidence, aujourd'hui, l'état de grâce qui suivit le 4 août 1983 est terminé ; dans quelle phase, selon vous, vous trouvez-vous ?

Il y a curieusement, aujourd'hui, moins de folie et c'est pourtant plus facile de convaincre. Le phénomène a perdu de sa nouveauté et, d'un certain point de vue, perdu également un peu de son éclat (« l'éclat captivant »). La révolution est devenue notre rythme normal.

Quand nous nous sommes rencontrés, en mai 1984, je vous disais ma conviction qu'après la mobilisation euphorique, il faudrait que nous pensions à la mobilisation consciente des masses. Nous y sommes.

Sans troubles, sans période transitoire ?

Il y a eu entre les deux une petite période de transition, de flottement, de doute, de désespoir même. À ce moment-là, beaucoup ont dit : « Après des discours pompeux et démagogiques, ils se révèlent incapables de conduire les destinées de notre pays. » Alors toutes les décisions que nous avons voulu prendre se sont heurtées à une hostilité, organisée ou non, consciente ou non. Mais heureusement pour nous cette période est passée très vite, et nous avons pu conduire de bout en bout un certain nombre de choix qui paraissaient téméraires.

Les bénéfices, les acquis furent constatés. Maintenant, sans qu'il y ait d'euphorie, une euphorie béate, il y a un enthousiasme conscient, moins exubérant, mais qui est notre meilleur soutien et nous permet de prendre d'autres décisions.

Un exemple : quand vous invitez toute la classe des fonctionnaires d'un pays à faire du sport, et que vous dites que vous en tiendrez compte pour l'avancement de chacun, c'est une décision qu'il faut avoir le courage de prendre. Vous avez beau être persuadé du bienfait de l'exercice physique, ce n'est pas facile à accepter. Les gens l'ont fait.

[85]

Tous ?

Non, vous trouvez çà et là des personnes qui refusent, ou qui disent : « Il n'aurait pas fallu le faire. » Ce sont surtout des petits bourgeois qui redoutent l'effort. Mais l'ensemble accepte. Les gens n'en font pas un motif de combat, ils se disent que nous savons où nous allons. Aujourd'hui, la pratique du sport populaire s'est réellement installée dans les mœurs.

D'aucuns ont pourtant parlé de baisse d'enthousiasme, de démobilisation...

Nous n'avons plus cette nouveauté qui captive et qui séduit. L'orientation est déjà connue, et certains esprits peuvent même deviner par avance ce qui se fera ou se dira, à peu de choses près. Les gens continuent à aimer la révolution, mais le prosélytisme c'était il y a quelque temps.

Malheureusement, des observateurs mal avisés ont prétendu que cela correspondait à une baisse d'enthousiasme, à une démobilisation, etc. Non, ce n'est pas vrai.

Est-ce que Thomas Sankara sait encore ce qui se passe dans le pays, l'attitude de tel fonctionnaire qui abuse de son pouvoir, de tel CDR dont les agissements terrorisent un quartier ?

Il est maintenant 22 heures. Lorsque nous aurons terminé cet entretien, vers minuit, je partirai dans un village jusqu'à 5 heures du matin. Il faut prendre le temps d'écouter les gens, s'efforcer d'entrer dans tous les milieux, même ceux qui ne sont pas recommandables. Il faut maintenir des relations de tous genres, avec les jeunes, les vieux, les sportifs, les ouvriers, les grands intellectuels, les analphabètes. Vous recueillez une foule d'informations et d'idées.

Ainsi donc, je pense que lorsqu'un dirigeant s'adresse à un public, il doit le faire de telle sorte que chacun se sente concerné.

Lorsqu'il félicite, chacun doit avoir le sentiment qu'il est visé personnellement. Lorsqu'il critique, chacun doit pouvoir se reconnaître dans ce qui est reproché, savoir qu'il a posé un acte de ce genre, avoir le même réflexe que celui [86] qui a le sentiment d'être déshabillé, qui en a honte et décide d'éviter à l'avenir de faire les mêmes fautes.

Ainsi nous pouvons en commun prendre conscience de nos erreurs, et refaire chemin ensemble. Je suis obligé de m'informer, obligé de briser le protocole et tout ce qui vous enferme et, à certains moments, je suis également obligé de dire que j'ai appris et que je condamne telle situation. Cela secoue.

Je ne suis, bien entendu, pas au courant de tout, d'autant plus que certains hésitent à venir me parler, me jugent inaccessible. Il faut multiplier les gestes qui rapprochent.

Par semaine, je réponds, au bas mot, à une cinquantaine de lettres privées qui me posent les questions les plus inimaginables et les plus insolubles qui soient pour moi ; mais nous maintenons les relations. Je suis très heureux quand des gens me font des propositions pour des problèmes que j'ai posés. Même si nous ne retenons pas toujours leurs solutions.

Quels moyens envisagez-vous pour une action plus systématique ? Il paraît très difficile que vous ne soyez pas débordé...

Nous allons mettre prochainement en place une structure du CNR pour répondre à cela. Mais surtout il sera nécessaire de convaincre chacun qu'il peut porter plainte, que sa plainte sera peut-être reçue et qu'elle sera étudiée avec la même considération, la même importance, quel que soit le pouvoir que nous avons accordé à celui qui a exercé contre lui des vexations.

Il faut donc que nous fassions des exemples, même s'il s'agit de nos propres parents.

Dans le processus que vous avez mis en place, envisagez-vous la création d'un parti unique, par exemple, et à quel moment ?

L'avenir nous conduit vers une organisation beaucoup plus élaborée que l'actuelle mobilisation de masse, nécessairement moins sélective. Donc, à l'avenir, un parti pourra voir le jour, mais nous ne voulons pas focaliser notre réflexion et nos préoccupations sur la notion de parti. Il y aurait danger à le faire. On le créerait pour respecter les [87] canons révolutionnaires (« une révolution sans parti n'a pas d'avenir... »), ou alors on le créerait pour appartenir à telle Internationale dont ce serait la condition d'entrée *sine qua non*...

Or, la création d'un parti par la seule volonté des dirigeants, c'est la porte ouverte à toutes sortes d'opportunismes.

Un parti nécessite des structures, des directions, des responsables. Qui donc pouvez-vous prendre sinon ceux qui sont là et qui ne sont pas forcément les révolutionnaires les plus combattifs ? Beaucoup de personnes se réclameraient du parti pour être sûres d'avoir un poste, un peu comme dans la définition des découpages ministériels au sein des gouvernements. Certains vous suggèrent tel ou tel découpage qui leur permettrait, à eux aussi, d'avoir un poste. Il faut éviter toute tentation opportuniste d'un parti sur mesure, tant il est délicat de créer un parti après la prise du pouvoir.

Par ailleurs, un des inconvénients du parti, c'est qu'il devient trop restrictif, trop sélectif par rapport à une mobilisation de masse. À partir du moment où vous ne comptez plus que sur une minorité, la masse est déconnectée de la lutte que vous menez.

La condition serait que le parti joue son rôle de leader, de guide, d'élément d'avant-garde, qu'il conduise toute la révolution, qu'il soit intégré au sein des masses et que, pour cela, les éléments qui le composent soient des éléments sérieux, qui ont de l'ascendant et parviennent à convaincre, sans équivoque, par leur comportement.

Mais au préalable il faut qu'on laisse les gens lutter sans parti, faire leurs armes sans parti, sinon on tombe dans la nomenklatura.

Nous sommes à quinze ans du troisième millénaire. Va-t-on, selon vous, voir une renaissance du front continental ? Nous retrouverons-nous dans la même situation qu'à La Havane en 1966, et chaque nationalisme révolutionnaire continuera-t-il d'agir sans cohésion et sans unité supranationales ?

Question difficile qui est véritablement de la prospective. Mais je pense que nous nous dirigeons de plus en plus vers la cohésion. Il faut être optimiste car il est normal, humain, [88] qu'à une époque où, tels des champignons, les États et les souverainetés sont apparus, chacun soit davantage préoccupé à jouir de son nouveau pouvoir qu'à comprendre une évolution globale du modèle. « Chacun écrit des livres de toutes les couleurs... », mais cela va se

modifier.

Bien sûr, les devanciers étaient plus ou moins contraints d'agir de la sorte pour indiquer une certaine voie, même si parfois on tombait dans le messianisme. Or, de même qu'on parle de plus en plus de civilisation de l'universel, de même on parlera d'une révolution universelle. Car pendant longtemps l'impérialisme a organisé sur le plan mondial une internationale de la domination et de l'exploitation, mais il n'y a pas une internationale de la révolution, une internationale de la résistance contre l'oppression. Il y eut certes des tentatives, les trois Internationales, et l'on parle même de la quatrième.

Les dirigeants en tant que tels vont progressivement céder la place aux masses organisées, en particulier grâce aux moyens de communication qui brisent les barrières, qui réduisent les distances ; grâce également au nivellement des cultures qui fait que nous pouvons sentir les choses à peu près de la même façon. Les leaders actuels céderont alors le pas.

[89]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

L'ALPHABÉTISATION, LE SERVICE CIVIL

[Retour à la table des matières](#)

Comment faire pour résoudre le problème de l'alphabétisation ? 26.

Nous comptons nous attaquer au contenu et au contenant de l'éducation. Quand le colonisateur a ouvert des écoles, il n'avait pas des intentions de mécène ou de philanthrope, il avait plutôt le souci de fabriquer des commis aptes à occuper les postes utiles à son système d'exploitation. Pour nous il s'agit, aujourd'hui, de donner à l'école une nouvelle valeur afin qu'elle forme l'homme nouveau, qui connaît des concepts, qui les assimile, qui s'insère harmonieusement et totalement dans la mouvance et la dynamique de son peuple.

Mais le principal souci, n'est-ce pas de la rendre démocratique ?

En effet, jusqu'à maintenant seuls des privilégiés sont allés à l'école. Démocratiser l'école, c'est construire des classes partout. Actuellement, le peuple s'est mobilisé pour remplir cet objectif, et il le fait avec tant d'ardeur qu'il dépasse même les capacités de suivi technique du gouvernement. Ils vont trop vite à notre goût, mais nous n'entendons pas les arrêter en si bon chemin.

En 1984, 1500 instituteurs membres du SNEAHV (Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta) ont été licenciés. Peut-on prendre le luxe d'une telle décision, alors que l'analphabétisme touche plus de 90% de la population ?

Ils l'ont été pour avoir mené une grève qui était, en fait, un mouvement subversif contre le Burkina Faso. À l'époque nous avons été très clairs en leur disant : « Ne faites pas cette grève, car elle s'inscrit dans un plan de déstabilisation qui vise à la fois le Ghana et notre pays. » La date de cette action conjointe était fixée. Il devait y avoir, en même temps, une tentative de coup d'État chez notre voisin et une série de grèves chez nous. Nous en étions informés et avons pris nos dispositions.

[90]

Vous savez, au Burkina Faso ce sont toujours les grèves qui ont fait et défait les régimes ²⁷. Nous avons fourni publiquement un certain nombre de preuves, mais pas toutes, de peur de brûler certaines sources d'information ; et nous avons invité les instituteurs à renoncer à leur mouvement. Parallèlement, le même jour, vendredi 23 mars, une chaîne de télévision française organisait une émission consacrée à un opposant burkinabé. La manœuvre était simple. Il s'agissait de remettre cet homme à flot, de lui donner un certain statut. Donc, double manœuvre, remettre en selle ce genre de personnage et déstabiliser à l'intérieur.

D'autre part, nous avons arrêté les principaux meneurs, qui avaient reçu 250 000 dollars à ventiler pour soutenir cette action. Lors de cette opération, les agents de sécurité avaient également arrêté un syndicaliste qui n'était pas, selon nos renseignements, impliqué dans ce circuit. Nous l'avons relâché purement et simplement car il avait, de bonne foi, protesté pour des raisons syndicales mais n'avait pas trempé dans le complot.

Mais pourquoi s'en prendre aux enseignants ?

Nous ne sommes pas contre des enseignants mais contre le complot qui veut utiliser les enseignants. Parce que le parti qui a lancé le complot est un parti formé essentiellement d'enseignants du primaire, du secondaire et même de l'université. Il a donc jeté ses troupes de choc contre notre régime qu'il a

condamné dès le 4 août 1983, dès sa naissance. Nous avons alors mis notre menace à exécution, parce qu'il nous paraissait extrêmement grave que ces enseignants se laissent emmener comme des moutons de Panurge alors qu'ils ont de grandes responsabilités, et qu'ils soient incapables de se déterminer eux-mêmes.

Devant l'urgence, on comprend mal que vous ne révisiez pas votre position.

Nous prenons le temps pour examiner un à un les cas de ceux qui nous ont écrit pour se repentir. Mais il n'est pas question de confier la formation des enfants burkinabé à des irresponsables. La porte n'est cependant pas fermée. Nous les réengageons petit à petit, en fonction de [91] l'appréciation que nous avons de leur comportement sur le terrain et de leur capacité sincère à se refaire un caractère forgé au sens des responsabilités. Beaucoup d'entre eux sont en train d'être repris ou en voie de l'être.

En attendant, par qui les avez-vous remplacés ?

Nous les avons remplacés par d'autres du même niveau. Des gens que nous avons appelés et à qui nous avons donné un minimum de formation (en particulier dans le domaine idéologique). Il n'est pas question qu'un chantage se fasse sur le dos du peuple.

On avait pris en otage l'éducation des enfants burkinabé pour nous obliger à nous démettre.

Mais lorsqu'on dispose de 16% du budget pour 20% d'enfants finalement scolarisés, quelles mesures prendre pour obtenir de meilleurs résultats ?

En effet, 100% du budget ne pourraient même pas suffire à scolariser tous les enfants. Il nous faut donc faire appel à d'autres formes d'enseignement qui n'ont rien à voir avec les schémas classiques de scolarisation. Il y aura bientôt une campagne. Celui qui sait lire aura le devoir d'apprendre à lire à un certain nombre de personnes, faute de quoi nous lui retirerons la possibilité de le faire pour lui-même.

Mais de quelle manière ? Par une sorte de service civil ? Une grande campagne sera entreprise sur le plan national. Il faudra aller partout. D'ailleurs, je suis persuadé que tous les problèmes entre les hommes sont des problèmes de communication. Lorsque vous parlez et qu'on ne saisit pas exactement ce que vous voulez dire, il y a toujours des manquements possibles. Il nous faudra du non-conformisme. Vous verrez. 28.

Est-ce à dire que de manière plus générale vous envisagez de créer un service civil ?

Nous voulons en effet refaire entièrement notre service militaire. Il est actuellement obligatoire et dure 18 mois. Mais en fonction de nos moyens, nous atteignons moins de 2% des classes mobilisables. Ici, l'armée constitue un [92] débouché, un emploi assuré. Donc, il y a une telle ruée sur les lieux de recrutement, que nous connaissons une situation inverse à celle de l'Europe.

Je me souviens, lorsque j'étais en formation avec des officiers français, nous avions des cours qui consistaient à nous donner les moyens adéquats pour inciter les jeunes gens à accepter la vie militaire. Alors que pour nous, dans mon pays, il s'agit de savoir comment en refouler le plus grand nombre.

Mais qu'allez-vous changer, et dans quel but ?

Nous allons allonger la période militaire. Elle sera non plus de 18 mois, mais de 2 ans. Au cours de cette période il faudra, bien sûr, apprendre le métier des armes, mais les trois quarts du temps seront consacrés à la production. D'abord parce que nous considérons que la défense du peuple incombe au peuple. Il faut qu'il soit capable de se mobiliser et qu'il dispose des armes nécessaires, car nos ennemis sont nombreux.

Nous estimons aussi qu'il est hors de question de confier la défense du pays à une minorité, si spécialisée soit-elle. C'est le peuple qui se défend. C'est lui qui décide de faire la paix quand il ne peut ou ne veut pas poursuivre la guerre. C'est lui qui décide également de ce que doit être l'armée.

Et concrètement ?

Nous ne voulons pas d'une caste au-dessus des autres. Nous voulons casser cette logique et modifier un certain nombre de choses. Nos galons par exemple, nous voulons les modifier pour que l'armée se fonde dans le peuple.

Et « travailler à la production », qu'est-ce que cela signifiera ?

Les gens engagés dans ce service national travailleront à l'agriculture, pour certains. D'autres iront enseigner ou apporter des soins. Nous n'aurons, bien sûr, pas affaire à des docteurs en médecine, mais à des hommes qui auront un minimum de connaissances d'hygiène et de secourisme pour enseigner à leur tour les réflexes qui sauvent. Tout simplement. Ce sera bien plus précieux que de multiplier le [93] nombre de médecins par dix. Dans ce domaine, nous ne pensons pas innover.

Nous songeons à nous donner les moyens de mobiliser différentes couches sociales de différents âges, un peu à la manière des Suisses.

Mais quelle sera la qualification de ces gens ?

Elle sera assez hétérogène. Des docteurs en médecine, avant d'entrer dans la fonction publique, devront s'astreindre sur le terrain à ce service national. Ainsi pourront-ils découvrir ou redécouvrir le peuple burkinabé. Nous appellerons aussi bien des universitaires de haut rang que de simples paysans.

Pour un petit nombre, il sera même possible d'y faire un apprentissage ou au moins d'apprendre les rudiments d'un métier : l'agriculture, l'élevage, le bâtiment.

Et pour ceux qui sont actuellement sous les drapeaux ?

Là aussi, nous considérons que l'armée est l'arme du peuple et qu'elle ne saurait vivre dans une quiétude et une opulence qui jureraient avec la misère chronique de notre population. Par conséquent, nos militaires doivent quotidiennement ressentir ce que ressent le peuple.

Il n'est pas normal que les militaires soient régulièrement payés alors que la population civile n'a pas, dans son ensemble, les mêmes facilités. Alors, pour les amener à toucher ces réalités, nous les associons aux exigences les

plus courantes.

Nous avons donc décidé qu'en plus de leurs activités purement militaires, professionnelles et tactiques, ils devront participer à la vie économique. Nous avons lancé un mot d'ordre pour qu'ils construisent des poulaillers et procèdent à l'élevage.

Quelle était la consigne ?

Un quart de poulet par militaire et par semaine. Ainsi pourrait-il y avoir une amélioration de l'alimentation, mais aussi un désintéressement de cette couche de salariés réguliers par rapport au marché de la volaille, ce qui ferait nécessairement baisser les prix pour les civils. Puis par effet d'entraînement, celui qui, sur ordre de son chef ou de sa [94] propre initiative, aura pris ce genre d'habitude de comportement, le fera également à son domicile. Il y aura généralisation du mouvement.

Certains affirment avoir déjà dépassé l'objectif fixé. Nous ne demandons que cela, car la révolution c'est également un mieux vivre, mais un mieux vivre et un bonheur pour tous.

[95]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

LES FEMMES BURKINABÉ

[Retour à la table des matières](#)

Le poids des traditions séculaires voue la femme burkinabé au rang de bête de somme. C'est ce que vous dites, vous-même, dans votre discours d'orientation politique. Malgré cette prise de conscience, la situation change très lentement.

Les femmes burkinabé nous posent un problème ardu, car leur libération n'est pas facile. Elles sont dominées par des hommes qui eux-mêmes le sont

également. Une sorte de double domination.

La femme qui se lève à quatre heures du matin, qui doit faire 15 kilomètres pour aller chercher une eau saumâtre, polluée, dangereuse pour elle et ses enfants, qui s'occupe ensuite de la cuisine pour un homme qui dort encore, qui lève ses enfants, les nourrit, qui part aux champs partager les travaux des paysans et cultiver en plus son lopin personnel, qui, la nuit venue, veille à tout ranger, rentre le bétail, prend toutes les responsabilités, cette femme-là, à 30 ou 35 ans est devenue une loque, un véritable « chiffon ».

Nous avons tous des mères, des épouses, des sœurs qui vivent dans ces conditions. Nous parlons en connaissance de cause.

Mais que faire ?

Il faut les responsabiliser en leur permettant de se libérer. Or, c'est toute une mentalité à reconsidérer, et chacun, y compris bien entendu celui qui vous parle, doit se remettre en question et s'interroger sur le décalage entre ce qu'il professe, ce dont il est convaincu, et la facilité qu'offre la domination. Parfois on se surprend à transformer son foyer en caserne, et on se retrouve en adjudant de compagnie. Je lutte contre moi comme devraient le faire les autres Burkinabé.

Les femmes de mon pays s'interrogent, un peu comme l'esclave qui a tellement été attaché à son maître qu'il ne sait pas comment s'y prendre pour assumer la liberté.

[96]

Ce n'est évidemment pas propre aux femmes.

Oui, mais il faut faire attention à ce que la liberté de la femme ne passe pas par l'excentricité, l'exhibition gratuite, l'anticonformisme. Il convient surtout de lui offrir la possibilité de tout partager avec les hommes.

Mais il faut également s'attaquer à des questions aussi difficiles que l'excision ?

Oui, il faut absolument s'attaquer aux mutilations sexuelles. Celles-ci sont pour nous une façon d'amoindrir la femme, de la marquer du sceau de son infériorité permanente. Parce que tu es femme, tu porteras sur toi cette marque éternellement... La femme excisée ne parvient plus à éprouver tout le plaisir sexuel, elle est donc moins facile à séduire... Voilà le raisonnement, mais pourquoi cette coutume ? Parce que l'homme incapable de donner à cette femme toute l'affection, tout l'amour nécessaire pour la garder auprès de lui, est obligé de la contraindre de rester par des garde-fous. C'est une forme

contemporaine de la ceinture de chasteté. Nous nous y attaquerons.

En rupture avec d'autres habitudes ancestrales, en rupture également avec tout ce qui se fait ailleurs dans le monde, vous venez d'instituer un salaire vital. Ne pensez-vous pas que les résistances vont être tellement vives qu'il restera un vœu pieux ?

Lorsque, dans un cercle restreint, on discute cette mesure avec des camarades, ils m'ont en effet surtout fait remarquer les difficultés d'adaptation. Leur opinion était qu'il convenait d'attendre et de trouver les solutions adéquates, attendre que les esprits soient mûrs.

Les esprits ne sont jamais mûrs. Ils ne le seront jamais. Il n'y a pas de décision dans le monde qui vienne parfaitement à point. Les esprits sont prêts, vous pouvez semer ?... Non, il faut semer sur la rocaille, il faut violenter la terre pour qu'il y pousse quelque chose. Nous avons donc pris une décision. Et je l'ai annoncée publiquement afin qu'elle soit irréversible.

Et maintenant je dis : « Allez, trouvez des solutions ! », [97] car il est moralement inacceptable de laisser la femme dans ce dénuement.

Mais comment faire pratiquement, je ne le sais pas trop, moi. Il y a déjà un certain nombre d'esquisses de solution, mais il faut encore les vérifier par des tests discrets dont les gens ne doivent pas avoir connaissance. S'ils savent, ils vont sentir que nous cherchons et ils nous attaqueront davantage.

N'y a-t-il pas là une dangereuse improvisation ?

Nos détracteurs le disent. Mais en réalité, non. Nous procédons parfois à ces tests *in vitro*, mais comme ils n'en ont pas connaissance, ils pensent que nous improvisons. Actuellement il y a, grosso modo, trois formules qui rivalisent :

- donner aux femmes le salaire vital en nature (vivres, tenue, etc.) ;
- le leur donner en espèces ;
- le leur donner sous forme de compte bancaire.

Chacune de ces formules a des inconvénients. Personnellement je penche pour l'une d'entre elles, c'est certain, et je cherche les solutions pour atténuer les inconvénients qu'elle représente.

Autre mesure assez étonnante, la fermeture des boîtes de nuit. S'agissait-il d'une action à mener prioritairement et pourquoi ?

Nous avons voulu heurter notre petite bourgeoisie de plein fouet. Nous

avons voulu lui montrer qu'il y a des sacrifices que nous devons consentir à la révolution, sur nos privilèges et les facilités auxquelles nous avons accès. Nous avons agi contre les night-clubs, d'abord parce qu'ils sont le repaire d'une petite catégorie de gens qui parviennent à éliminer les autres par la discrimination monétaire. La bouteille de Coca-Cola que l'on y vend est à un prix si exorbitant qu'il représente parfois le gain mensuel d'un paysan.

Et il faut encore ajouter que plus la bourgeoisie s'élève dans l'échelle sociale, plus elle s'adonne à des plaisirs antisociaux.

Nous ne sommes pas contre la musique et les réjouissances, [98] car notre mouvement doit être gaieté ; mais nous avons voulu des boîtes de jour en supprimant tout ce qui faisait de ces endroits des repaires. Les bals populaires ont donc pris leur place : une grande piste de danse, un orchestre, des boissons vendues à un prix vraiment démocratique (50 francs CFA la bouteille de Coca-Cola alors qu'avant elle pouvait coûter 1 000 à 2 000 francs CFA). Tout le monde s'y côtoie et nous en sommes très satisfaits.

J'ai beaucoup été attaqué sur ce thème. On me disait en effet que ce n'était pas une priorité. C'est vrai, mais d'un point de vue idéologique, il était nécessaire de secouer la petite bourgeoisie pour lui dire : « Attention, la révolution n'est pas faite que de meetings, de marches de soutien... Il faut purifier les mœurs. »

Mais vous auriez pu alourdir les taxes sur ces boîtes de nuit ?

Nous aurions obtenu l'effet contraire. Ces taxes auraient multiplié le prix des consommations et permis à une minorité de plus en plus petite de se retrouver, donc de choir et de déchoir. Alors que certains affirmaient que tout cela était secondaire, ce sont les Burkinabé eux-mêmes qui m'ont fourni les éléments de contre-démonstration en m'écrivant en grand nombre leur désaccord. Le volume de cette correspondance m'a justement mieux fait comprendre encore à quel point cette mesure était importante.

[99]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

LA PEUR ET LA VIOLENCE

Vous n'êtes pas à l'abri d'une prochaine élimination physique. Quelle image aimeriez-vous laisser de votre rôle, de vous-même si vous disparaissiez ?

Je souhaite simplement que mon aide serve à convaincre les plus incrédules qu'il y a une force, qu'elle s'appelle le peuple, qu'il faut se battre pour et avec ce peuple.

Laisser la conviction aussi que, moyennant un certain nombre de précautions et une certaine organisation, nous aurons droit à la victoire, une victoire certaine et durable.

Je souhaite que cette conviction gagne tous les autres pour que ce qui semble être aujourd'hui des sacrifices devienne pour eux demain des actes normaux et simples.

Peut-être, dans notre temps, apparaîtrons-nous comme des conquérants de l'inutile, mais peut-être aurons-nous ouvert une voie dans laquelle d'autres, demain, s'engouffreront allègrement, sans même réfléchir ; un peu comme lorsqu'on marche. On met un pied devant l'autre, sans jamais se poser de questions, bien que tout obéisse à une série de lois complexes touchant à l'équilibre du corps, à la vitesse, aux rythmes, aux cadences.

Et notre consolation sera réelle, à mes camarades et à moi-même, si nous avons pu être utiles à quelque chose, si nous avons pu être des pionniers. À condition bien sûr que nous puissions recevoir cette consolation, là où nous serons...

Mais si on ne partage pas vos idées, vous êtes prêts à aller jusqu'à la violence, la contrainte et par-là même être en contradiction avec les propos que vous tenez ?

Entre deux solutions, je ne suis pas prêt à choisir la violence, mais je sais qu'il existe des logiques qui vous y entraînent sans possibilité de faire autrement. C'est une décision que vous prenez seul. Elle est pénible, douloureuse. Une souffrance. Le lendemain, vous vous retrouvez avec des gens contre lesquels vous avez dû ordonner des mesures de violence alors que, en vous-même, jusqu'à la dernière minute vous avez espéré qu'il existerait un moyen [100] pour empêcher le recours à cette violence, un moyen de sauver ces hommes. Et, parfois, vous ne trouvez pas la solution.

Contre qui vous arrive-t-il d'exercer cette violence ?

Vous avez ceux qui naïvement pensent qu'ils peuvent tout tenter et qu'ils

aboutiront. Ce n'est pas grave. Nous pouvons modérer notre violence à leur égard.

Vous avez ceux qui, de façon très élaborée, cynique et machiavélique, provoquent l'escalade de la violence chez nous pour parvenir à leurs fins. Ils envoient des comploteurs. Si vous êtes faible face à eux et qu'ils réussissent, tout ce que vous avez entrepris, tout cet engagement au service de la multitude sera réduit à néant. Leur cynisme est total. Ils se moquent de la vie des comploteurs qu'ils commanditent. Nous pouvons en attraper dix, vingt, trente, ils ne verseront pas une larme et en trouveront encore d'autres pour les envoyer de nouveau contre nous.

Or, si vous vous opposez à ces actions par la violence, ils vont tirer parti de moyens très puissants, terrifiants même, pour tenter de vous donner mauvaise conscience : « Voilà l'homme dont les mains sont tachées de sang. »

Mais, surtout, faut-il sacrifier la majorité pour préserver une minorité, parfois réduite à un seul individu ? Quelqu'un doit décider, seul.

Un exercice difficile qui peut conduire à l'arbitraire ?

Extrêmement difficile vis-à-vis de soi-même. Face à l'extérieur, on peut refuser d'écouter et d'entendre tout ce qui se dit. Certains, sous d'autres cieux, ont baigné dans le sang et n'en ont éprouvé aucune gêne. Mais face à soi-même, si on a un minimum de conviction et de foi en l'homme, on connaît des bouleversements intérieurs très profonds. ²⁹

Je suis un militaire. Tout peut me conduire demain sur un champ de bataille. Sur ce champ de bataille, je souhaite être encore capable de secourir mon ennemi afin de lui éviter des souffrances inutiles, même si la logique des champs de batailles me commande de diriger mon arme contre lui et de l'abattre au plus vite afin de ne pas être abattu moi-même.

[101]

Mais jusqu'où acceptez-vous les actions de vos adversaires politiques avant d'exercer une forme de violence ?

Je souhaite offrir à mon adversaire, à mon ennemi lui-même, d'avoir l'occasion de me pénétrer. À partir de ce moment, il comprendra une donnée fondamentale : nous pouvons ne pas être d'accord sur un certain nombre de questions, sans pour autant que je sois contre lui. Je veux atteindre des buts qui sont nobles. Mes moyens sont mauvais, inadéquats, pense-t-il ? S'il les juge ainsi, il faut que nous en parlions.

Mais quand sa position est plus radicale ?

Nous avons libéré un certain nombre de prisonniers, dont celui-là même qui m'a trahi et fait enfermer¹⁴. Si je ne suis pas mort, ce n'est pas parce qu'il a eu pitié de moi et qu'il n'a pas cherché à me tuer. On a tiré sur moi, je ne suis pas mort, voilà ma chance.

Nous l'avons libéré. Selon certains, nous avons agi par sentimentalisme et par faiblesse. Pour moi, il faut que cet homme comprenne qu'il est à notre merci, qu'il l'a toujours été et qu'aujourd'hui encore nous pouvons le condamner à mort, le fusiller, mais quelque chose vient au-dessus du règlement de comptes, nous empêche de lui faire du mal.

Pourquoi ne l'avez-vous pas fait ?

Nous n'en voulions pas à sa vie. C'est vrai que nous aurions pu le faire exécuter le jour où nous avons pris le pouvoir.

Mais votre attitude était, peut-être, tout simplement un bon calcul politique ?

Lui doit probablement le penser et estimer que c'est pour donner de moi une bonne image que j'ai prononcé sa libération aujourd'hui. Peut-être pense-t-il : « Nous sommes définitivement des ennemis mais comme il est actuellement le plus fort, je fais le mort et prendrai ma revanche dès que l'occasion se présentera. »

Je ne sais pas, mais je serais triste qu'il voie, dans mon geste, autre chose que cette intime conviction que nous devons amener tous les hommes à se comprendre et à œuvrer ensemble. C'est très pénible et très long.

[102]

Vous avez pourtant décidé des exécutions. Étaient-ce des âmes qu'on ne pouvait plus convertir ? ³⁰.

Toute âme peut être convertie, car je crois que le meilleur de l'homme est toujours devant lui. Mais nous étions dans une situation très particulière qui ne m'a pas permis de répondre favorablement à la demande de recours en grâce des condamnés. La justice a dû suivre son cours.

Connaissez-vous la peur, demain c'est peut-être fini ?

Non cette peur-là je ne la connais pas. Je me suis fait une raison. Soit je finirai vieil homme quelque part, dans une bibliothèque à lire des bouquins, soit ce sera une fin violente, car nous avons tellement d'ennemis. Une fois qu'on l'a accepté, ce n'est plus qu'une question de temps. Cela viendra aujourd'hui ou demain.

Vous connaissez peut-être d'autres formes de peur ?

Oui, la peur d'échouer, la peur de ne pas avoir fait assez... On peut échouer sur un désaccord, mais non pas parce qu'on a été paresseux... Échouer parce qu'on aurait dû, qu'on avait les moyens et qu'on ne l'a pas fait...

J'en ai peur et je suis prêt à me battre de toutes les manières contre cela... Imaginez que demain, on dise que vous avez volé de l'argent, et que c'est vrai, ou que vous avez laissé mourir des gens de faim parce que vous n'avez pas eu le courage de sanctionner celui qui avait la responsabilité de leur apporter à manger et qui ne l'a pas fait... Que vous connaissiez cet homme et que les accusations portées contre lui soient réelles... J'aurais dû, je ne l'ai pas fait... Si après cette attitude on me fusille, ça va... Mais si on ne le fait pas, cela veut dire que tous les jours je vais porter cette croix, la croix de mon incapacité, de ma fuite devant les responsabilités... Tous les jours... Obligé de m'expliquer au premier venu, mais cela vous rend fou. Vous êtes maintenant là dans la rue, au bord du trottoir... Un homme qui parle tout seul et qui essaie de dire à chacun : « Je suis innocent, comprenez-moi, sauvez-moi ».

Non, impossible.

Mais d'une certaine manière, n'y a-t-il pas déjà une folie Sankara ?

[103]

Oui, on ne fait pas de transformations fondamentales sans un minimum de folie. Dans ce cas, cela devient du non-conformisme, le courage de tourner le dos aux formules connues, celui d'inventer l'avenir. D'ailleurs, il a fallu des fous hier pour que nous nous comportions de manière extrêmement lucide aujourd'hui. Je veux être de ces fous-là.

Inventer l'avenir ?

Oui. Il faut oser inventer l'avenir. Dans le discours que j'ai prononcé pour le lancement du plan quinquennal, j'ai dit : « Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable pour l'homme ». Et j'en suis convaincu.

Est-ce que cela vous pèse de ne pouvoir tout expliquer ?

Oui, terriblement.

Connaissez-vous des moments où vous ressentez le besoin de faire le vide autour de vous ?

Absolument.

Comment faites-vous ?

J'écris... J'écris beaucoup. Cela reste des notes personnelles, des confidences à moi-même.

[104]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

Deuxième partie

NOTES

[Retour à la table des matières](#)

Afin d'en faciliter la lecture, les notes en fin de texte ont toutes été converties en notes de bas de page dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales. JMT.

[105]

[106]

[107]

[108]

[109]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXES

[Retour à la table des matières](#)

Brève chronologie [111]
Qu'est-ce que le Burkina-Faso ? [113]
Biographie de Thomas Sankara [117]
Éléments de bibliographie [119]
Discours d'orientation (2 octobre 1983) [121]
Déclaration de Sankara à l'ONU (4 octobre 1984) [152]
Discours du Capitaine Thomas Sankara prononcé à la Conférence internationale sur l'arbre et la forêt à Paris le 5 février 1986 [171]

[110]

[111]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXE 1

BRÈVE CHRONOLOGIE

[Retour à la table des matières](#)

Fin de la du royaume des Mossis.
Implantation des Peuls, des Samo et des Bissa.
1894 Entrée des Français qui entrent en septembre 1895 dans Ouagadougou.
1896 La Bulli signe avec eux un accord de protectorat.
1897 Wobgo, qui résista à l'Ouest, renonce à son royaume. C'est le début de l'ère coloniale.
1904 Haute-Volta est rattachée à la colonie du Haut-Sénégal-Niger. L'administration française se met peu à peu en place.
1919 Haute-Volta est constituée en territoire.
1932 Les planteurs français obtiennent son démantèlement. Le territoire est partagé entre la Côte-d'Ivoire, le Niger et le Soudan français.
1946 Création du Rassemblement démocratique africain (RDA).
1947 Haute-Volta est reconstituée.
1956 L'assemblée voltaïque du RDA devient le Parti démocratique unifié, puis l'Union démocratique voltaïque.

Proclamation 1958 République. La présidence du conseil est confiée à Maurice Yameogo.

10 décembre 1959 de la République.

5 août 1960 l'indépendance de la Haute-Volta est proclamée..

1965 gouvernement décide de réduire les salaires, ce qui entraîne une grève généralisée.

8 janvier 1966 dirigé par le lieutenant-colonel Sangoule Lamizana renverse Maurice Yameogo : il exerce les pouvoirs législatif et exécutif par décrets et ordonnances.

8 février 1974 de d'assumer seule le pouvoir.

18 mai 1978 Lamizana est élu président.

25 novembre 1980 militaire destitue le président Lamizana. Le colonel Saye Zerbo prend le pouvoir à la tête du Comité militaire de redressement pour le progrès national.

7 novembre 1982 renversé par un groupe [112] d'officiers qui créent le Conseil provisoire de salut du peuple (CPSP).

26 novembre 1982 placé par le Conseil de salut du peuple (CSP) dont la présidence est assurée par le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo.

17 mai 1983 Thomas Sankara, premier ministre, est arrêté sur ordre du CSP. Il est libéré en juin à la suite de la rébellion d'une unité de commandos parachutistes dirigée par Blaise Campaoré.

4 août 1983 État renverse Jean-Baptiste Ouedraogo. Le Conseil national de la révolution est créé dont le président est Thomas Sankara.

28 janvier 1984 de coup d'État est déjouée, 7 conjurés seront exécutés.

4 août 1984 Volta est rebaptisée Burkina Faso. La « patrie » (en dioula) des « hommes libres » (en moré).

[113]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXE 2

QU'EST-CE QUE LE BURKINA-FASO ?

[Retour à la table des matières](#)

Le Burkina Faso, « patrie » (en dioula), « des hommes libres » (en moré), est constitué par un vaste plateau d'une superficie environ égale à la moitié de la France, pour une population numériquement proche de celle de la Suisse ; sans accès à la mer, il est bordé au nord par le Mali et le Niger, et séparé du golfe de Guinée par la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin au sud.

Les prairies de hautes herbes parsemées d'arbres (savane soudanaise) font progressivement place à la steppe vers le nord et à la forêt, aujourd'hui clairsemée, dans l'est et le sud.

Les ravages de l'harmattan

L'hivernage, de juin à octobre, est la saison des pluies : c'est l'époque de l'activité soutenue où l'on sème et l'on récolte (mil, sorgho, etc.) ; les déplacements deviennent très difficiles, les pistes impraticables. Pendant la saison sèche, qui s'étend donc de novembre à mai, l'activité tourne traditionnellement un peu au ralenti, avec des différences régionales.

Contrairement à certaines idées reçues sur le Sahel, la pluviosité du Burkina Faso n'est pas sensiblement inférieure en moyenne à celle de nos pays européens : elle n'est simplement pas répartie sur toute l'année, mais sur trois ou quatre mois au maximum. Ainsi, sauf en période de très forte sécheresse (1972-1983) l'eau tombe en quantité suffisante. Si elle fait défaut, c'est qu'elle est mal captée ou retenue : elle ne pénètre pas dans des sols trop secs ou trop tassés par le passage des troupeaux et emporte avec elle, dans des torrents dévastateurs, une partie de l'humus, laissant la place à un sol très appauvri, que le vent, l'harmattan, finit de rendre désertique.

Et pourtant, le Burkina Faso est essentiellement un pays agricole : 95% de la population active travaille dans le secteur primaire. Les cultures vivrières représentent 90% contre 10% aux cultures de rente (haricots verts, par exemple). Comme le taux d'accroissement de la production des cultures vivrières restait inférieur à celui de la [114] population, le déficit alimentaire allait en s'aggravant (250 000 tonnes pour les céréales en 1984). La famine de 1984, qui en fut une conséquence directe, ne pouvait être empêchée par une aide internationale arrivant souvent trop tard.

Pauvreté du sol et du sous-sol

Certes, il ne s'agit pas de nier l'évidence : le Burkina Faso doit faire face à un climat et à des sols parmi les plus ingrats. Mais cette situation géographique défavorable n'est pas une fatalité. Les principaux handicaps qui entravent l'essor du pays doivent être recherchés ailleurs, et ont une solution politique.

Premièrement, le sous-sol est très pauvre en matières premières : le cuivre, le marbre, l'antimoine, la bauxite, sont trop peu concentrés pour que l'exploitation en soit rentable. La « bataille du rail », à laquelle toute la population est appelée à contribuer, a pour but de désenclaver le Sahel et de

rendre enfin possible l'exploitation du manganèse à Tambao, à 350 km au nord de Ouagadougou.

Deuxièmement, les sources d'énergie sont insuffisantes : sans pétrole et sans houille, le Burkina Faso a relancé quelques grands projets de barrages, le Sourou en 1983 et le Kompienga en 1985. Ils ont pour but la diminution de la facture pétrolière ainsi que le développement de l'agriculture irriguée jusqu'à l'autosuffisance alimentaire dans quelques années. Ce n'est pas l'avis de René Dumont : le célèbre agronome assimile ces entreprises à des dépenses de prestige.

Les Mossis retournent au pays

Troisièmement, l'équipement industriel conçu pour une production massive est foncièrement inadapté car le marché intérieur est limité par le faible pouvoir d'achat de la population (dont 95% se livrent à des cultures de subsistance) et le marché extérieur n'offre pas d'alternative.

Quatrièmement, on a longtemps considéré la main-d'œuvre mossi, réputée pour son ardeur au travail, comme la seule richesse de la Haute-Volta, et l'émigration massive (1,5 million) a été l'une des caractéristiques du pays, depuis [115] la colonisation française, qui utilisait cette force de travail pour l'exploitation de ses autres colonies (Mali, Niger, Côte-d'Ivoire) ou pour ses « tirailleurs sénégalais ». Aujourd'hui, en supprimant l'impôt de capitation, qui a toujours été l'une des grandes causes de l'émigration, le Burkina Faso incite ces travailleurs à retourner au pays.

Souplesse idéologique face aux investisseurs

Finalement, la dépendance des capitaux étrangers oblige le gouvernement à faire preuve de souplesse idéologique pour rassurer les investisseurs étrangers et pour empêcher une fuite brutale des capitaux : le futur plan quinquennal 1986-1990 accordera au secteur privé une place de choix (réduction du budget de fonctionnement de l'État, des traitements des fonctionnaires et des dépenses des représentations diplomatiques).

S'adressant aux « opérateurs économiques », en juin 1985, le chef de l'État Thomas Sankara a déclaré : « Si vous choisissez d'investir dans les secteurs prioritaires pour que le peuple puisse atteindre l'autosuffisance alimentaire et satisfaire ses besoins fondamentaux, logement, éducation et santé, si vous choisissez de vous aider en aidant le peuple, nous mettrons tout le poids de l'État pour vous protéger. Pour cela, les domaines sont vastes où vous pouvez investir... »

Intègre, anti-impérialiste et diversifiant au maximum ses alliances, le nouveau régime enseigne à la population la nécessité de « compter sur ses propres forces ». Le processus de développement « autocentré » se veut plus pragmatique que dogmatique, même si l'emploi d'un vocabulaire marxiste orthodoxe pourrait laisser croire le contraire.

La volonté d'une démocratisation à tous les niveaux semble sincère et se ressent par exemple dans la place laissée aux femmes, dans la suppression de la chefferie en tant que pouvoir politique, dans la lutte contre les abus de pouvoir et les détournements de fonds et dans la revalorisation des campagnes.

Chaque citoyen est un « volontaire »

Un effort soutenu est demandé à chaque citoyen : [116] construction « volontaire » d'écoles, de dispensaires, de stades dans chaque village ; enseignement du maniement des armes dans une armée de milice proche de la conception helvétique. En exigeant autant de leurs ouailles, les dirigeants risquent toutefois d'être confrontés à l'essoufflement de la population.

Le secteur tertiaire est — comme dans la plupart des pays du tiers monde — pratiquement inexistant, si l'on excepte une administration pléthorique qui engouffre à elle seule 60% du budget de l'État. La lutte acharnée que mène le régime contre la corruption, les dépenses de prestige et le train de vie des bureaucrates est l'une des réalisations les plus tangibles du gouvernement Sankara. Mais on ne supprime pas des privilèges sans faire des mécontents, surtout parmi les fonctionnaires hostiles au nouveau régime...

À l'heure actuelle, il ne fait pas de doute cependant que la majorité de la population est acquise aux idéaux du capitaine Sankara.

Jean Rossiaud
Journal de Genève (extrait)
18 février 1986.

(avec la collaboration
d'Éric Rossiaud et François Grin)

[117]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

BIOGRAPHIE DE THOMAS SANKARA

[Retour à la table des matières](#)

Né le 21 décembre 1949 à Yako. Issu d'un père peul et d'une Mossi. Catholique.

Il fréquente l'école primaire de Gaoa dans la province de Poni (Brevet d'études du premier cycle en 1966). Il entre au Prytanée militaire de Kadiogo où il obtient le baccalauréat. Il poursuit sa formation à l'Académie militaire d'Antsirabe (Madagascar). Il y gagne ses premiers galons et devient sous-lieutenant en 1972. Il bénéficie d'un stage de formation à l'École de parachutisme de Pau (France) où selon certains témoins il a des contacts avec l'OCV (Organisation communiste voltaïque). Deuxième stage : Centre parachutiste de Rabat (Maroc). De retour au pays en 1974, il rencontre à plusieurs reprises des responsables d'organisations de gauche, mais ne devient pas membre de l'une d'entre elles. En revanche, un groupe nationaliste formé de militaires et de civils prend discrètement forme. Il est notamment composé de Thomas Sankara, Blaise Campaoré, Jean-Baptiste Lingani, Henri Zongo et Abdoul Salam Kaboré. Fin 1974 Thomas Sankara est envoyé sur le front de la Mare de Soum, région que se disputaient le Mali et la Haute-Volta. En 1976 il devient instructeur parachutiste et prend la responsabilité des paras commandos de Pô. En septembre 1981, le colonel Saye Zerbo le fait entrer au gouvernement où il occupe le poste de secrétaire d'État à la présidence de la République, chargé de l'Information. En avril 1982, il démissionne « pour divergences d'options ». Il est immédiatement affecté au camp militaire de Dedougou (à 200 km de Ouagadougou) pour indiscipline et désobéissance. Le 7 novembre 1982, coup d'État. Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo devient chef de l'État. Thomas Sankara, dont certains affirment qu'il a joué un rôle important dans ce changement politique, reste d'abord dans l'ombre, mais le 11 janvier 1983 il devient premier ministre.

Destitué le 17 mai 1983, il est enfermé au camp militaire de Ouahigouya. Son arrestation était dirigée par le capitaine Jean-Claude Kambouele qui fut son condisciple à [118] Madagascar. Jean-Baptiste Lingani est également arrêté. Henri Zongo qui s'est retranché dans le camp Guillaume Ouedraogo au centre de Ouagadougou finit par se rendre sur l'injonction de Thomas Sankara pour éviter de donner un prétexte d'intervention à la France et à certains pays

de la sous-région. Seul Blaise Campaoré a pu s'échapper et entre en rébellion ouverte avec ses paras commandos à Pô. Finalement le gouvernement doit céder : Thomas Sankara est ramené à Ouagadougou où il est placé en résidence surveillée. Le 4 août 1984, Blaise Campaoré marche sur Ouagadougou et prend la capitale. Un Conseil national de la révolution est créé. Thomas Sankara le préside. Blaise Campaoré devient ministre d'État délégué à la présidence de la République, Jean-Baptiste Lingani ministre de la Défense nationale, Henri Zongo ministre de la Promotion économique.

[119]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXE 4

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

AMMI-OZ Mosbé, « L'installation des militaires voltaïques », I. P. 59-79, *Revue française d'études politiques africaines*, 152/153, 1978.

BALIMA Salfo Albert, « Genèse de la Haute-Volta », Ouagadougou, Presses africaines, 1969.

BASSOLET François Djoby, « Évolution de la Haute-Volta » (de 1898 au 3 janvier 1966), Mémoire de ITUED, Genève.

CAPRON Jean, « Communautés villageoises (le cas de la Haute-Volta) », Paris, Institut d'ethnologie, 1973.

CENTRE D'INFORMATION SUR LE DÉVELOPPEMENT, « Profil de la Haute-Volta », Paris, 1975.

DELOBSON A. A. Dim, « L'empire du Magho-Naba. Coutumes des Mossis de la Haute-Volta », Paris, Domat-Montchrestien, Études de sociologie et ethnologie juridiques de l'Institut de droit comparé.

GOLLUT Mauricette, « Le pays de l'Oudalan », Mémoire de ITUED, Genève.

GOSELIN Gabriel, « *L'Afrique désenchantée* », Paris, Anthropos, Vol. I et II.

GOSELIN Gabriel, « Travail, tradition et développement en Pays Bissa » (p. 29-46). *Cahiers ORSTOM*, série sciences humaines, vol. 7, n° 1, 1970.

GUILHEM Marcel, TOE Sylvain, HERBERT Jean, « Histoire de la Haute-Volta », *L'Afrique, le monde. Cours moyens*, Paris, Liget (1964).

LIPPENS, Philippe, « La République de Haute-Volta », Paris, Berger-Levaul, 1972.

MARCHAL J.-Y., « Brève histoire du développement économique de la Haute-Volta », *Économie et humanisme*, n° 265 (mai-juin 1982) 1. 49-58.

OUEDRAOGO L., « Une expérience d'animation rurale en Haute-Volta », (p. 111-127), *Communautés*, n° 26, juillet-décembre 1969.

OWONA Joseph, « La constitution de la III^e République voltaïque », p. 309-328, juillet 1979.

[120]

PEGARD Odette, « Structures et relations en pays Bissa, Haute-Volta », *Cahiers d'études africaines* n° 18, 1965.

PERSON Yves, « L'État-nation et l'Afrique », *Le mois en Afrique*, n° 190-191, octobre/novembre 1981.

POLITIQUE AFRICAINE, numéro spécial, n° 20, décembre 1985.

RIESMAN P., « La réalisation de la liberté individuelle chez les Peuls (Haute-Volta) », *Psychopathologie africaine (périodique)*, vol. 6, n° 3, 1970.

SAVONNET-GUYOT Claudette, « *État et sociétés au Burkina* », Karthala, 1986.

YARGA Larba, « La fin de la III^e République voltaïque », *Le mois en Afrique*, n° 182-183, févr./mars 1981.

[121]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXE 5

DISCOURS D'ORIENTATION

POLITIQUE PRONONCÉ à la radio-télévision nationale par le Capitaine Thomas Sankara, le 2 octobre 1983

Peuple de Haute-Volta !
Camarades militantes et militants
de la révolution !

[Retour à la table des matières](#)

Notre pays, au cours de cette année 1983, a connu des moments d'une intensité particulière qui laissent encore des empreintes indélébiles dans l'esprit de bien des concitoyens.

La lutte du peuple voltaïque a connu durant cette période des flux et des reflux.

Notre peuple a subi l'épreuve de luttes héroïques et a enfin remporté la victoire dans la nuit devenue désormais historique du 4 août 1983. Cela fera bientôt deux mois que la révolution est en marche irréversible dans notre pays.

Deux mois que le peuple combattant de Haute-Volta s'est mobilisé comme un seul homme derrière le Conseil national de la révolution (CNR) pour l'édification d'une société voltaïque nouvelle, libre, indépendante et prospère ; une société nouvelle débarrassée de l'injustice sociale, débarrassée de la domination et de l'exploitation séculaires de l'impérialisme international.

À l'issue de ce bref chemin parcouru, je vous invite, avec moi, à jeter un regard rétrospectif afin de tirer les enseignements nécessaires pour déterminer correctement les tâches révolutionnaires qui se posent à l'heure actuelle et dans le prochain avenir.

C'est un fait établi que le grand mouvement de résistance populaire, qui a immédiatement suivi la provocation réactionnaire et pro-impérialiste du 17 mai 1983, a créé les conditions favorables à l'avènement du 4 août 1983.

En effet, le complot impérialiste du 17 mai a précipité sur une grande échelle le regroupement des forces et organisations démocratiques et révolutionnaires qui se sont mobilisées durant cette période en développant

des initiatives et en entreprenant des actions audacieuses inconnues jusque-là.

Pendant ce temps, l'alliance sacro-sainte des forces [122] réactionnaires autour du régime moribond souffrait de son incapacité à juguler la percée des forces révolutionnaires qui, de façon de plus en plus ouverte, montaient à l'assaut du pouvoir antipopulaire et antidémocratique.

Les manifestations populaires des 20, 21 et 22 mai ont connu un large écho national à cause essentiellement de leur grande signification politique, du fait qu'elles apportaient la preuve concrète de l'adhésion ouverte de tout un peuple et surtout de sa jeunesse, aux idéaux révolutionnaires défendus par des hommes trahieusement abattus par la réaction. Elles ont eu une grande portée pratique, du fait qu'elles exprimaient la détermination de tout un peuple et de toute sa jeunesse qui se sont mis debout pour affronter concrètement les forces de domination et d'exploitation impérialistes. Ce fut la démonstration la plus patente de la vérité selon laquelle, quand le peuple se met debout, l'impérialisme et les forces sociales qui lui sont alliées tremblent.

L'histoire et le processus de conscientisation politique des masses populaires suivent un cheminement dialectique qui échappe à la logique réactionnaire. C'est pourquoi les événements du mois de mai 1983 ont grandement contribué à l'accélération du processus de clarification politique dans notre pays, atteignant ainsi un degré tel que les masses populaires dans leur ensemble ont accompli un saut qualitatif important dans la compréhension de la situation.

Les événements du 17 mai ont contribué grandement à ouvrir les yeux du peuple voltaïque, et l'impérialisme dans son système d'oppression et d'exploitation leur est apparu sous un éclat brutal et cruel.

Il y a des journées qui renferment en elles des enseignements d'une richesse incomparable à celle d'une décennie entière.

Au cours de ces journées, le peuple apprend avec une rapidité inouïe et une profondeur d'esprit telles que mille journées d'études ne sont rien à côté d'elles.

Les événements du mois de mai 1983 ont permis au peuple voltaïque de mieux connaître ses ennemis.

Ainsi, dorénavant, en Haute-Volta, tout le monde sait :

QUI EST QUI !

QUI EST AVEC QUI ET CONTRE QUI !

[123]

QUI FAIT QUOI ET POURQUOI.

Ce genre de situation qui constitue le prélude à de grands

bouleversements a contribué à mettre à nu l'exacerbation des contradictions de classes de la société voltaïque.

La révolution d'août arrive, par conséquent, comme la solution des contradictions sociales qui ne pouvaient désormais être étouffées par des solutions de compromis.

L'adhésion enthousiaste des larges masses populaires à la révolution d'août est la traduction concrète de l'espoir immense que le peuple voltaïque fonde sur l'avènement du CNR pour qu'enfin puisse être réalisée la satisfaction de son aspiration profonde à la démocratie, à la liberté et à l'indépendance, au progrès véritable, à la restauration de la dignité et de la grandeur de notre patrie, que 23 années de régime néocolonial ont singulièrement bafouées.

L'héritage de 23 années de néocolonisation

L'avènement du CNR le 4 août 1983, et l'instauration d'un pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta depuis cette date, ont ouvert une page glorieuse dans les annales de l'histoire de notre peuple et de notre pays.

Cependant, lourd et pesant est l'héritage que nous lèguent 23 années d'exploitation et de domination impérialistes.

Dure et ardue sera notre tâche d'édification d'une société nouvelle, d'une société débarrassée de tous les maux qui maintiennent notre pays dans une situation de pauvreté et d'arriération économique et culturelle.

Lorsque, dans les années 1960, le colonialisme français traqué de toutes parts, déconfit à Diên Bien Phu, en prise à des difficultés énormes en Algérie, fut contraint, tirant ainsi leçon de ces défaites, d'octroyer à notre pays la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, cela a été salué positivement par notre peuple qui n'était pas resté impassible mais développait des luttes de résistance appropriées. Cette fuite en avant de l'impérialisme colonialiste français constituait pour le peuple une victoire sur les forces d'oppression et d'exploitation étrangères. Du point de vue des masses populaires ce fut une réforme démocratique, tandis que du point de vue de l'impérialisme ce fut une [124] mutation opérée dans les formes de la domination et de l'exploitation de notre peuple.

Cette mutation a abouti cependant à une redistribution des classes et couches sociales et à l'établissement de nouvelles classes.

En alliance avec les forces rétrogrades de la société traditionnelle, la petite bourgeoisie intellectuelle de l'époque, dans un mépris total des masses

fondamentales qui lui avaient servi de tremplin pour son accession au pouvoir, entreprit d'organiser les fondements politiques et économiques des nouvelles formes de la domination et de l'exploitation impérialistes.

La crainte que la lutte des masses populaires ne se radicalise et ne débouche sur une solution véritablement révolutionnaire est à la base du choix opéré par l'impérialisme et qui consiste à exercer dorénavant sa mainmise sur notre pays, à perpétuer l'exploitation de notre peuple par des nationaux interposés.

Des nationaux voltaïques allaient prendre le relais de la domination et de l'exploitation étrangères. Toute l'organisation de la société néocoloniale revient à une simple opération de substitution dans les formes.

Dans leur essence, la société néocoloniale et la société coloniale ne diffèrent en rien.

Ainsi, à l'administration coloniale on a vu se substituer une administration néocoloniale identique sous tous les rapports à la première.

À l'armée coloniale se substitue une armée néocoloniale avec les mêmes attributs, les mêmes fonctions et le même rôle de gardien des intérêts de l'impérialisme et de ceux de ses alliés nationaux.

À l'école coloniale se substitue une école néocoloniale qui poursuit les mêmes buts d'aliénation des enfants de notre pays et de reproduction d'une société essentiellement au service des intérêts impérialistes, accessoirement au service des valets et alliés locaux de l'impérialisme.

Des nationaux voltaïques entreprirent, avec l'appui et la bénédiction de l'impérialisme, d'organiser le pillage systématique de notre pays.

Des miettes qui leur retombent de ce pillage, ils se transforment petit à petit en une bourgeoisie véritablement [125] parasitaire ne sachant plus retenir leurs appétits voraces.

Mus par leurs seuls intérêts égoïstes, ils ne reculeront désormais plus devant les moyens les plus malhonnêtes, développant à grande échelle la corruption, le détournement des deniers et de -la chose publics, les trafics d'influence et la spéculation immobilière, pratiquant le favoritisme et le népotisme.

Ainsi s'expliquent toutes les richesses matérielles et financières qu'ils ont pu accumuler sur le dos du peuple travailleur. Et non content de vivre sur les rentes fabuleuses qu'ils tirent de l'exploitation éhontée de leurs biens mal acquis, ils jouent des pieds et des mains pour s'accaparer des responsabilités politiques qui leur permettront d'utiliser l'appareil étatique au profit de leur exploitation et de leur gabegie.

Une année entière ne se passe pas sans qu'ils se paient de grasses

vacances à l'étranger. Leurs enfants désertent les écoles du pays pour un enseignement de prestige dans d'autres pays. À la moindre petite maladie, tous les moyens de l'État sont mobilisés pour leur assurer des soins coûteux dans les hôpitaux de luxe des pays étrangers.

Tout cela se déroule sous les yeux d'un peuple voltaïque laborieux, courageux et honnête, mais qui croupit dans la misère la plus crasse. Si pour la minorité de riches la Haute-Volta constitue un paradis, pour cette majorité que constitue le peuple, elle est un enfer à peine supportable.

Dans cette grande majorité, les salariés, malgré le fait qu'ils sont assurés d'un revenu régulier, subissent contraintes et pièges de la société de consommation du capitalisme, tout leur salaire se voit consommé avant même qu'il n'ait été touché. Et le cercle vicieux se poursuit sans fin, sans aucune perspective de rupture.

Au sein de leurs syndicats respectifs les salariés engagent des luttes revendicatives pour l'amélioration de leurs conditions de vie. L'ampleur de ces luttes contraint quelquefois les pouvoirs néocoloniaux en place à lâcher du lest. Mais ils ne donnent d'une main que pour récupérer aussitôt de l'autre. Ainsi on annonce avec grand tapage une augmentation de 10% sur les salaires pour immédiatement prendre des mesures d'imposition qui annulent les effets bénéfiques attendus de la première mesure. Les travailleurs, [126] après 5, 6, 7 mois, finissent toujours par se rendre compte de la supercherie et se mobilisent pour de nouvelles luttes. Sept mois, c'est plus qu'il ne faut aux réactionnaires au pouvoir pour reprendre du souffle et élaborer d'autres stratagèmes. De cette lutte sans fin, le travailleur en sort toujours perdant.

Au sein de cette grande majorité, il y a ces « damnés de la terre », ces paysans que l'on exproprie, que l'on spolie, que l'on moleste, que l'on emprisonne, que l'on bafoue et que l'on humilie chaque jour et qui, cependant, sont de ceux dont le travail est créateur de richesses. C'est par leurs activités productives que l'économie du pays se maintient malgré sa fragilité. C'est sur leur travail que se « sucent » tous ces nationaux pour qui la Haute-Volta est un eldorado.

Et pourtant, ce sont eux qui souffrent le plus du manque de structures, d'infrastructures routières, du manque de structures et d'encadrement sanitaires.

Ce sont ces paysans créateurs de richesses nationales qui souffrent le plus du manque d'écoles et de fournitures scolaires pour leurs enfants. Ce sont leurs enfants qui vont grossir les rangs des chômeurs après un passage éclair sur les bancs des écoles mal adaptées aux réalités de ce pays.

C'est parmi eux que le taux d'analphabétisme est le plus élevé (98%). Ceux qui ont besoin de plus de savoir pour que leur travail productif puisse s'améliorer en rendement, ce sont encore ceux-là qui profitent le moins des

investissements dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la technologie.

La jeunesse paysanne, qui a les mêmes dispositions d'esprit que toute la jeunesse, c'est-à-dire plus sensible à l'injustice sociale et favorable au progrès, en arrive, dans un sentiment de révolte, à désertier nos campagnes les privant ainsi de leurs éléments les plus dynamiques.

Le premier réflexe pousse cette jeunesse vers les grands centres urbains que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Là, ils espèrent trouver un travail plus rémunérateur et profiter aussi des avantages du progrès. Le manque de travail les pousse à l'oisiveté avec les vices qui la caractérisent. Enfin ils chercheront leur salut, pour ne pas finir en prison, en s'expatriant vers l'étranger où l'humiliation et l'exploitation la plus éhontée les attendent. Mais la [127] société voltaïque leur laisse-t-elle d'autres choix ?

Telle est, de la manière la plus succincte, la situation de notre pays après 23 années de néocolonisation. Paradis pour les uns et enfer pour les autres.

Après 23 années de domination et d'exploitation impérialistes, notre pays demeure un pays agricole arriéré où le secteur rural, qui occupe plus de 90% de la population active, représente seulement 45% de la production intérieure brute (PIB) et fournit 95% des exportations totales du pays.

Plus simplement il faut constater que pendant que dans d'autres pays, les agriculteurs, qui constituent moins de 5% de la population, arrivent non seulement à se nourrir correctement et à assurer les besoins de la nation entière, mais aussi à exporter d'immenses quantités de leurs produits agricoles, chez nous plus de 90% de la population, malgré de rudes efforts, connaissent famines et disettes et sont obligés d'avoir recours, avec le reste de la population, à l'importation des produits agricoles, si ce n'est à l'aide internationale. En outre, le déséquilibre entre les exportations et les importations contribue à accentuer la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. Le déficit commercial qui en résulte s'accroît sensiblement au fil des années et le taux de couverture des importations par les exportations se situe aux environs de 25%.

En termes plus clairs, nous achetons à l'étranger plus que nous ne lui vendons et une économie qui fonctionne sur cette base se ruine progressivement et va vers la catastrophe.

Les investissements privés en provenance de l'extérieur sont non seulement insuffisants, mais exercent des ponctions énormes sur l'économie du pays et ne contribuent donc pas à renforcer sa capacité d'accumulation. Une part importante de la richesse ainsi créée à l'aide des investissements étrangers est drainée vers l'extérieur au lieu d'être réinvestie pour accroître la capacité productive du pays. Dans la période 1973-1979, on estime les sorties de devises comme revenus des investissements directs étrangers à 1,7 milliard

de F CFA, alors que les investissements nouveaux ne se chiffrent qu'à 1,3 milliard de francs CFA par an en moyenne.

[128]

L'insuffisance des efforts en investissements productifs amène l'État voltaïque à jouer un rôle fondamental dans l'économie nationale pour l'effort qu'il fournit en vue de suppléer à l'investissement privé.

Situation difficile lorsque l'on sait que les recettes du budget de l'État sont essentiellement constituées par les recettes fiscales qui représentent 85% des recettes totales et qui se résument en grande partie à des taxes sur les importations et à des impôts.

Les recettes de l'État financent, outre l'effort d'investissement national, les dépenses de l'État dont 70% servent à payer les salaires des fonctionnaires et à assurer le fonctionnement des services administratifs. Que peut-il en rester alors pour les investissements sociaux et culturels ?

Dans le domaine de l'éducation, notre pays se situe parmi les pays les plus retardataires avec un taux de scolarisation de 16,4% et un taux d'analphabétisme qui s'élève à 92% en moyenne. C'est dire que sur cent Voltaïques, à peine huit semblent savoir lire et écrire en quelque langue que ce soit.

Sur le plan sanitaire les taux de morbidité et de mortalité sont des plus élevés dans la sous-région en raison de la prolifération des maladies transmissibles et des carences nutritionnelles.

Comment d'ailleurs éviter une telle situation catastrophique lorsque l'on sait que chez nous on ne compte qu'un lit d'hôpital pour 1 200 habitants et un médecin pour 48 000 habitants ?

Ces quelques éléments suffisent à eux seuls pour illustrer l'héritage que nous laissent 23 années de néocolonisation, 23 années de politique de totale démission nationale.

Cette situation, parmi les plus désolantes, ne peut laisser dans l'indifférence aucun Voltaïque qui aime et honore son pays.

Notre peuple, peuple courageux et travailleur, n'a jamais pu tolérer une telle situation. Et parce qu'il a compris qu'il ne s'agit pas là d'une fatalité mais d'une organisation de la société sur des bases injustes au seul profit d'une minorité, il a toujours développé des luttes multiformes, cherchant les voies et moyens pour mettre un terme à l'ancien ordre des choses.

[129]

C'est pourquoi il a salué fiévreusement l'avènement du Conseil national de la révolution et de la révolution d'août qui est le couronnement de ses efforts déployés et de ses sacrifices consentis pour renverser l'ancien ordre,

instaurer un nouvel ordre à même de réhabiliter l'homme voltaïque et donner une place de choix à notre pays dans le concert des nations libres, prospères et respectées.

Les classes parasitaires qui avaient toujours tiré profit de la Haute-Volta coloniale et néocoloniale sont et seront hostiles aux transformations entreprises par le processus révolutionnaire entamé depuis le 4 août 1983. La raison en est qu'elles sont et demeurent attachées par un cordon ombilical à l'impérialisme international. Elles sont et demeurent les fervents défenseurs des privilèges acquis du fait de leur allégeance à l'impérialisme.

Quoi que l'on fasse, quoi que l'on dise, elles resteront égales à elles-mêmes, et continueront de tramer complots et intrigues pour la reconquête de leur « royaume perdu ». De ces nostalgiques il ne faut point s'attendre à une reconversion de mentalité et d'attitude. Ils ne sont sensibles et ne comprennent que le langage de la lutte, la lutte des classes révolutionnaires contre les exploiteurs et les oppresseurs des peuples. Notre révolution sera pour eux la chose la plus autoritaire qui soit, elle sera un acte par lequel le peuple leur imposera sa volonté par tous les moyens dont il dispose et s'il le faut par ses armes.

Ces ennemis du peuple, qui sont-ils ? Ils se sont démasqués aux yeux du peuple lors des événements du 17 mai dans leur hargne contre les forces révolutionnaires.

Ces ennemis du peuple, le peuple les a identifiés dans le feu de l'action révolutionnaire. Ce sont :

1°) La bourgeoisie voltaïque, qui se distingue, de par la fonction que les uns et les autres accomplissent, en bourgeoisie d'État, bourgeoisie compradore et bourgeoisie moyenne.

La bourgeoisie d'État : C'est cette fraction qui est connue sous l'appellation de bourgeoisie politico-bureaucratique. C'est une bourgeoisie qu'une situation de monopole politique a enrichie de façon illicite et crapuleuse, se servant de l'appareil d'État tout comme le capitaliste industriel se [130] sert de ses moyens de production pour accumuler les plus-values tirées de l'exploitation de la force de travail des ouvriers.

Cette fraction de la bourgeoisie ne renoncera jamais de plein gré à ses anciens avantages pour assister, passive, aux transformations révolutionnaires en cours.

La bourgeoisie commerçante : cette fraction, de par ses activités mêmes, est attachée à l'impérialisme par de multiples liens. La suppression de la domination impérialiste signifie pour elle la mort de « la poule aux œufs

d'or ».

C'est pourquoi elle s'opposera de toutes ses forces à la présente révolution. C'est dans cette catégorie que se recrutent par exemple les commerçants véreux qui cherchent à affamer le peuple en retirant de la circulation les vivres à des fins de spéculation et de sabotage économique.

La bourgeoisie moyenne : cette fraction de la bourgeoisie voltaïque, bien qu'ayant des liens avec l'impérialisme, rivalise avec celui-ci pour le contrôle du marché. Mais comme elle est plus faible économiquement, elle se fait évincer par l'impérialisme. Elle a donc des griefs contre l'impérialisme, mais a aussi peur du peuple et cette peur peut l'amener à faire front avec l'impérialisme.

Toutefois, du fait que la domination impérialiste sur notre pays l'empêche de jouer son rôle véritable de bourgeoisie nationale, quelques-uns de ses éléments, sous certains rapports, pourraient être favorables à la révolution qui les situerait objectivement dans le camp du peuple. Cependant, entre ces éléments qui viennent à la révolution et le peuple, il faut développer une méfiance révolutionnaire. Car, sous ce couvert accourent à la révolution des opportunistes de toutes sortes.

2°) Les forces rétrogrades qui tirent leur puissance des structures traditionnelles de type féodal de notre société. Ces forces, dans leur majorité, ont su opposer une résistance ferme à l'impérialisme colonialiste français. Mais depuis l'accession de notre pays à la souveraineté nationale, elles ont fait corps avec la bourgeoisie réactionnaire pour opprimer le peuple voltaïque. Ces forces ont tenu les masses paysannes en une situation de réservoir à partir de laquelle elles se livraient à des surenchères électoralistes.

[131]

Pour préserver leurs intérêts qui sont communs à ceux de l'impérialisme et opposés à ceux du peuple, ces forces réactionnaires ont le plus souvent recours aux valeurs décadentes de notre culture traditionnelle qui sont encore vivaces dans les milieux ruraux. Dans la mesure où notre révolution vise à démocratiser les rapports sociaux dans nos campagnes, à responsabiliser les paysans, à mettre à leur portée plus d'instruction et plus de savoir pour leur propre émancipation économique et culturelle, ces forces rétrogrades s'y opposeront.

Ce sont là les ennemis du peuple dans la présente révolution, ennemis que le peuple a identifiés lui-même lors des événements du mois de mai. Ce sont ces individus-là qui ont constitué le gros de la troupe des marcheurs isolés, protégés par un cordon militaire, et qui ont manifesté leur soutien de classe au

régime déjà moribond issu du coup d'État réactionnaire et pro-impérialiste. En dehors des classes et couches sociales réactionnaires et antirévolutionnaires ci-dessus énumérées, le reste de la population constitue le peuple voltaïque. Un peuple qui tient la domination et l'exploitation impérialistes en abomination et qui n'a cessé de le manifester dans la lutte concrète de tous les jours contre les différents régimes néocoloniaux.

Ce peuple dans la présente révolution regroupe :

1°) La classe ouvrière voltaïque, jeune et peu nombreuse, mais qui a su faire la preuve, dans ses luttes incessantes contre le patronat, qu'elle est une classe véritablement révolutionnaire. Dans la révolution présente, c'est une classe qui a tout à gagner et rien à perdre. Elle n'a pas de moyen de production à perdre, elle n'a pas de parcelle de propriété à défendre dans le cadre de l'ancienne société néocoloniale. Par contre, elle est convaincue que la révolution est son affaire, car elle en sortira grandie et fortifiée.

2°) La petite bourgeoisie qui constitue une vaste couche sociale très instable et qui hésite très souvent entre la cause des masses populaires et celle de l'impérialisme.

Dans sa grande majorité, elle finit toujours par se ranger du côté des masses populaires. Elle comprend les éléments les plus divers parmi lesquels :

[132]

- les petits commerçants ;
- les intellectuels petits-bourgeois (fonctionnaires, étudiants, élèves, employés du secteur privé, etc.) ;
- les artisans.

3°) La paysannerie voltaïque est, dans sa grande majorité, constituée de petits paysans attachés à la propriété parcellaire du fait de la désintégration progressive de la propriété collective depuis l'introduction du mode de production capitaliste dans notre pays. Les rapports marchands dissolvent de plus en plus les liens communautaires et à leur place s'instaure la propriété privée des moyens de production. Dans cette nouvelle situation ainsi créée, par la pénétration du capitalisme dans nos campagnes, le paysan voltaïque qui se trouve lié à la petite production incarne les rapports bourgeois de production.

Aussi, au vu de toutes ces considérations, la paysannerie voltaïque est partie intégrante de la catégorie de la petite bourgeoisie.

De par le passé et de par sa situation présente, elle est la couche sociale qui a payé le plus de tributs à la domination et à l'exploitation impérialistes.

La situation d'arriération économique et culturelle qui caractérise nos campagnes l'a tenue longtemps à l'écart des grands courants de progrès et de

modernisation, se contentant du rôle de réservoir des partis politiques réactionnaires.

Cependant elle a intérêt à la révolution et en est, du point de vue du nombre, la force principale.

4°) Le lumpenprolétariat. C'est cette catégorie d'éléments déclassés qui, du fait de leur situation de sans-travail, sont prédisposés à être à la solde des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires pour l'exécution de leurs sales besognes. Dans la mesure où la révolution saura les convertir en les occupant utilement, ils pourront être ses fervents défenseurs.

Le caractère et la portée de la Révolution d'août

Les révolutions qui surviennent de par le monde ne se ressemblent point. Chaque révolution apporte son originalité qui la distingue des autres. Notre révolution, la [133] révolution d'août, n'échappe pas à cette constatation. Elle tient compte des particularités de notre pays, de son degré de développement et d'assujettissement au système capitaliste impérialiste mondial.

Notre révolution est une révolution qui se déroule dans un pays agricole, arriéré, où le poids des traditions et de l'idéologie secrétées par une organisation sociale de type féodal pèse énormément sur les masses populaires.

Elle est une révolution dans un pays qui, à cause de la domination et de l'exploitation que l'impérialisme exerce sur notre peuple, a évolué de la situation de colonie à celle de néocolonie.

Elle est une révolution qui se produit dans un pays caractérisé encore par l'inexistence d'une classe ouvrière consciente de sa mission historique et organisée par conséquent, ne possédant aucune tradition de lutte révolutionnaire. C'est une révolution qui se produit dans un petit pays continental, au moment où, sur le plan international, le mouvement révolutionnaire s'effrite de jour en jour sans l'espoir visible de voir se constituer un bloc homogène à même d'impulser et de soutenir pratiquement les mouvements révolutionnaires naissants.

Cet ensemble de circonstances historiques, géographiques et sociologiques donne une certaine empreinte singulière à notre révolution.

La révolution d'août est une révolution qui présente un double caractère : elle est une révolution démocratique et populaire. Elle a pour tâches primordiales la liquidation de la domination et de l'exploitation impérialistes, l'épuration de la campagne de toutes les entraves sociales, économiques et

culturelles qui la maintiennent dans un état d'arriération. De là découle son caractère démocratique.

De ce que les masses populaires voltaïques sont partie prenante à part entière dans cette révolution et se mobilisent conséquemment autour de mots d'ordre démocratiques et révolutionnaires qui traduisent dans les faits leurs intérêts propres opposés à ceux des classes réactionnaires alliées à l'impérialisme, elle tire son caractère populaire. Ce caractère populaire de la révolution d'août réside aussi dans le fait qu'en lieu et place de l'ancienne machine d'État s'édifie une nouvelle machine à même de [134] garantir l'exercice démocratique du pouvoir par le peuple et pour le peuple.

Notre révolution présente, ainsi caractérisée, tout en étant une révolution anti-impérialiste, s'effectue encore dans le cadre des limites du régime économique et social bourgeois. En procédant à l'analyse des classes sociales de la société voltaïque, nous avons soutenu l'idée selon laquelle la bourgeoisie voltaïque ne constitue pas une seule masse homogène réactionnaire et antirévolutionnaire.

En effet, ce qui caractérise la bourgeoisie des pays sous-développés sous le rapport capitaliste, c'est leur incapacité congénitale de révolutionner la société à l'instar de la bourgeoisie des pays européens des années 1780, c'est-à-dire à l'époque où celle-ci constituait encore une classe ascendante.

Tels sont les caractères et les limites de la présente révolution en Haute-Volta depuis le 4 août 1983. En avoir une claire perception et une définition exacte de son contenu nous prémunit des dangers de déviation et des excès qui pourraient porter préjudice à la marche victorieuse de la révolution.

Que tous ceux qui ont pris fait et cause pour la révolution d'août se pénètrent de la ligne directrice ainsi dégagée en vue de pouvoir assumer leur rôle de révolutionnaires conscients et, en véritables propagandistes intrépides et infatigables, en fassent une diffusion au sein des masses.

Il ne suffit plus de se dire révolutionnaire, il faut en plus se pénétrer de la signification profonde de la révolution dont on est le fervent défenseur. C'est le meilleur moyen de mieux la défendre contre les attaques et les défigurations que les contre-révolutionnaires ne manqueront pas de lui opposer. Savoir lier la théorie révolutionnaire à la pratique révolutionnaire sera le critère décisif permettant désormais de distinguer les révolutionnaires conséquents de tous ceux qui accourent à la révolution mus par des mobiles étrangers à la cause révolutionnaire.

**De la souveraineté du peuple
dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire**

Un des traits distinctifs de la révolution d'août, avons-nous dit, et qui lui confère son caractère populaire, c'est [135] qu'elle est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité.

C'est une révolution faite par les masses populaires voltaïques elles-mêmes avec leurs mots d'ordre et leurs aspirations. L'objectif de cette révolution consiste à faire assumer le pouvoir par le peuple. C'est la raison pour laquelle le premier acte de la révolution, après la Proclamation du 4 août, fut l'appel adressé au peuple pour la création des Comités de défense de la révolution (CDR). Le CNR a la conviction que pour que cette révolution soit véritablement populaire, elle devra procéder à la destruction de la machine d'État néocoloniale et organiser une nouvelle machine capable de garantir la souveraineté du peuple. La question de savoir comment ce pouvoir populaire sera exercé, comment ce pouvoir devra s'organiser, est une question essentielle pour le devenir de notre révolution.

L'histoire de notre pays jusqu'à nos jours a été essentiellement dominée par les classes exploiteuses et conservatrices qui ont exercé leur dictature antidémocratique et antipopulaire, par leur mainmise sur la politique, l'économie, l'idéologie, la culture, l'administration et la justice.

La révolution a pour premier objectif de faire passer le pouvoir des mains de la bourgeoisie voltaïque alliée à l'impérialisme aux mains de l'alliance des classes populaires constituant le peuple.

Ce qui veut dire qu'à la dictature antidémocratique et antipopulaire de l'alliance réactionnaire des classes sociales favorables à l'impérialisme, le peuple au pouvoir devra désormais opposer son pouvoir démocratique et populaire.

Ce pouvoir démocratique et populaire sera le fondement, la base solide du pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta. Elle aura pour tâche primordiale la reconversion totale de toute la machine d'État avec ses lois, son administration, ses tribunaux, sa police, son armée qui avaient été façonnés pour servir et défendre les intérêts égoïstes des classes et couches sociales réactionnaires. Elle aura pour tâche d'organiser la lutte contre les menées contre-révolutionnaires de reconquête du « paradis perdu » en vue d'écraser complètement la résistance des réactionnaires nostalgiques du passé. Et c'est là que résident la nécessité et le rôle des [136] CDR, comme point d'appui des masses populaires à l'assaut des citadelles réactionnaires et contre-révolutionnaires.

**Pour une juste compréhension de la nature,
du rôle et du fonctionnement des CDR**

L'édification de l'État de démocratie populaire qui est l'objectif final de la révolution d'août n'est pas et ne sera pas l'œuvre d'un seul jour. C'est une tâche ardue qui exigera de nous des sacrifices énormes. Le caractère démocratique de cette révolution nous impose une décentralisation et une déconcentration du pouvoir administratif afin de rapprocher l'administration du peuple, afin de faire de la chose publique une affaire qui intéresse tout un chacun. Dans cette œuvre immense de longue haleine, nous avons entrepris de remodeler la carte administrative du pays pour une plus grande efficacité.

Nous avons aussi entrepris de renouveler la direction des services administratifs dans un sens plus révolutionnaire.

En même temps, nous avons dégagé des fonctionnaires et militaires qui, pour des raisons diverses, ne peuvent suivre la cadence de la présente révolution. Il nous reste beaucoup à faire et nous en sommes conscients.

Le Conseil national de la révolution, qui est, dans le processus révolutionnaire déclenché depuis le 4 août, le pouvoir de conception, de direction et de contrôle de la vie nationale sur le plan politique, économique et social, se doit d'avoir des instances locales dans les divers secteurs de la vie nationale. Et c'est là que réside le sens profond de la création des CDR qui sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail.

Les CDR constituent l'organisation authentique du peuple dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire. C'est l'instrument que le peuple s'est forgé pour se rendre véritablement souverain de son destin et étendre de ce fait son contrôle dans tous les domaines de la société.

Les armes du peuple, le pouvoir du peuple, les richesses du peuple, ce sera le peuple qui les gérera et les CDR sont là pour cela.

Quant à leurs rôles, ils sont immenses et diversifiés. Leur mission première est l'organisation du peuple voltaïque tout [137] entier en vue de l'engager dans le combat révolutionnaire. Le peuple ainsi organisé dans les CDR acquiert non seulement le droit de regard sur les problèmes de son devenir, mais aussi participe à la prise de décision et à son exécution.

La révolution comme théorie juste pour détruire l'ordre ancien et, en lieu et place, édifier une société d'un type nouveau ne saurait être menée que par ceux qui y ont intérêt.

Les CDR sont alors les détachements d'assaut qui s'attaqueront à tous les foyers de résistance. Ce sont les bâtisseurs de la Haute-Volta révolutionnaire. Ce sont les levains qui devront porter la révolution dans toutes les provinces, tous nos villages, tous les services publics et privés, tous les foyers, tous les milieux. Pour ce faire, les militants révolutionnaires au sein des CDR doivent

rivaliser d'ardeur dans les tâches primordiales suivantes :

1° — L'action en direction des membres du CDR : il revient aux militants révolutionnaires le travail d'éducation politique de leurs camarades. Les CDR doivent être des écoles de formation politique.

Les CDR sont les cadres adéquats où les militants discutent des décisions des instances supérieures de la révolution, du CNR et du gouvernement.

2° — L'action en direction des masses populaires vise à les entraîner à adhérer massivement aux objectifs du CNR par une propagande et une agitation intrépides et sans relâche. À la propagande et aux calomnies mensongères de la réaction, les CDR doivent savoir opposer une propagande, une explication révolutionnaires appropriées selon le principe que seule la vérité est révolutionnaire.

Les CDR se doivent d'être à l'écoute des masses afin de se rendre compte de leur état d'esprit, de leurs besoins, pour en informer à temps le CNR et faire à ce sujet des propositions concrètes.

Ils sont invités à examiner les questions touchant à l'amélioration des intérêts des masses populaires en soutenant les initiatives prises par ces dernières.

Le contact direct avec les masses populaires, par l'organisation périodique des assemblées ouvertes où sont discutées les questions qui les intéressent, est une nécessité [138] impérieuse pour les CDR s'ils veulent aider à l'application correcte des directives du CNR. Ainsi, dans l'action de propagande, les décisions du CNR seront expliquées aux masses. Seront aussi expliquées toutes les mesures destinées à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les CDR doivent lutter avec les masses populaires des villes et des campagnes contre leurs ennemis et l'adversité de la nature, pour la transformation de leur existence matérielle et morale.

3° — Les CDR devront travailler de manière rationnelle illustrant ainsi un des traits de notre révolution : la rigueur. Par conséquent ils doivent se doter de plans d'action cohérents et ambitieux qui s'imposent à tous leurs membres.

Depuis le 4 août, date devenue désormais historique pour notre peuple, répondant à l'appel du CNR, les Voltaïques ont développé des initiatives pour se doter de CDR. Ainsi des CDR virent le jour dans les villages, dans les quartiers des villes, bientôt sur les lieux de travail, dans les services, dans les usines, au sein de l'armée. Tout cela est le résultat de l'action spontanée des masses. Il convient maintenant de travailler à leur structuration interne sur une base claire, et à leur organisation à l'échelle nationale. C'est ce à quoi s'attèle actuellement le Secrétariat général national des CDR.

En attendant que des travaux de réflexion qui se mènent actuellement sur

la base des expériences déjà accumulées sortent des résultats définitifs, nous nous contenterons d'esquisser le schéma et les principes directeurs généraux du fonctionnement des CDR.

L'idée première poursuivie avec la création des CDR consiste en la démocratisation du pouvoir. Les CDR devenant ainsi des organes par lesquels le peuple exerce le pouvoir local découlant du pouvoir central dévolu au CNR.

Le CNR constitue, en dehors des assises du congrès national, le pouvoir suprême. Il est l'organe directeur de tout cet édifice dont le principe directeur est le centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique est basé d'une part sur la subordination des organes de l'échelon inférieur aux organismes de l'échelon supérieur, dont le plus haut est le [139] CNR, auquel se subordonnent toutes les organisations. D'autre part, ce centralisme reste démocratique, car le principe électif est de rigueur à tous les niveaux et l'autonomie des organes locaux est reconnue pour toutes les questions relevant de leur ressort, toutefois dans les limites et le respect des directives générales tracées par l'instance supérieure.

De la moralité révolutionnaire au sein des CDR

La révolution vise à la transformation de la société sous tous les rapports, économiques, sociaux et culturels. Elle vise à créer un Voltaïque nouveau, avec une moralité et un comportement social exemplaires qui inspirent l'admiration et la confiance des masses. La domination néocoloniale a placé notre société dans un pourrissement tel qu'il nous faudra des années pour la purifier.

Cependant les militants des CDR doivent se forger une nouvelle conscience et un nouveau comportement en vue de donner le bon exemple aux masses populaires. En faisant la révolution, nous devons veiller à notre propre transformation qualitative. Sans une transformation qualitative de ceux-là mêmes qui sont censés être les artisans de la révolution, il est pratiquement impossible de créer une société nouvelle débarrassée de la corruption, du vol, du mensonge et de l'individualisme de façon générale.

Nous devons nous efforcer de faire concorder nos actes à nos paroles, surveiller notre comportement social afin de ne pas prêter le flanc aux attaques des contre-révolutionnaires qui sont à l'affût.

Avoir continuellement à l'esprit que l'intérêt des masses populaires prime sur l'intérêt personnel nous préservera de tout égarement.

L'activisme de certains militants caressant le rêve contre-révolutionnaire d'amasser des biens et des profits par le biais des CDR doit être dénoncé et combattu. Le vedettariat doit être éliminé.

Plus vite ces insuffisances seront combattues, mieux cela vaudra pour la révolution.

Le révolutionnaire, de notre point de vue, c'est celui qui sait être modeste tout en étant des plus déterminés dans les [140] tâches qui lui sont confiées. Il s'en acquitte sans vantardise et n'attend aucune récompense.

Ces derniers temps nous constatons que des éléments qui ont pris part activement à la révolution et qui s'attendaient, pour ce faire, à ce que leur soient réservés des traitements privilégiés, des honneurs, des postes importants se livrent, par dépit, à un travail de sape parce qu'ils n'ont pas eu gain de cause. C'est la preuve qu'ils ont participé à la révolution sans jamais en comprendre les objectifs réels. On ne fait pas de révolution pour se substituer simplement aux anciens potentats renversés. On ne participe pas à la révolution sous une motivation vindicative animée par l'envie d'une situation avantageuse : « Ôte-toi de là que je m'y mette. » Ce genre de mobile est étranger à l'idéal de la révolution d'août et ceux qui le portent démontrent leurs tares de petits-bourgeois situationnistes quand ce n'est pas leur opportunisme de contre-révolutionnaires dangereux.

L'image du révolutionnaire que le CNR entend imprimer dans la conscience de tous, c'est celui du militant qui fait corps avec les masses, qui a foi en elles et qui les respecte. Il se départit de toute attitude de mépris vis-à-vis d'elles. Il ne se considère pas en maître à qui ces masses doivent obéissance et soumission. Au contraire, il se met à leur école, les écoute attentivement et fait attention à leurs avis. Il se départit des méthodes autoritaires dignes des bureaucrates réactionnaires.

La révolution se distingue de l'anarchie dévastatrice. Elle exige une discipline et une ligne de conduite exemplaires.

Les actes de vandalisme et les actions aventuristes de toutes sortes, au lieu de renforcer la révolution par l'adhésion des masses, l'affaiblissent et repoussent loin d'elle les masses innombrables.

C'est pourquoi les membres des CDR doivent élever leur sens des responsabilités devant le peuple et chercher à inspirer respect et admiration.

Ces insuffisances le plus souvent relèvent d'une ignorance du caractère et des objectifs de la révolution. Et pour nous en prémunir, il nous faut nous plonger dans l'étude de la théorie révolutionnaire. L'étude théorique élève notre compréhension des phénomènes, éclaire nos actions et nous prémunit de bien des présomptions.

Nous devons désormais accorder une importance particulière à cet aspect de la question et nous efforcer d'être des exemples qui encouragent les autres à nous suivre.

Pour une révolutionnarisation de tous les secteurs de la société voltaïque

Tous les régimes politiques qui se sont succédé jusqu'alors se sont évertués à instaurer un ensemble de mesures pour une meilleure gestion de la société néocoloniale. Les changements opérés par ces divers régimes se résumaient à la mise en place de nouvelles équipes dans la continuité du pouvoir néocolonial.

Aucun de ces régimes ne voulait et ne pouvait entreprendre une remise en cause des fondements socio-économiques de la société voltaïque. C'est la raison pour laquelle ils ont tous échoué.

La révolution d'août ne vise pas à instaurer un régime de plus en Haute-Volta. Elle vient en rupture avec tous les régimes connus jusqu'à présent. Elle a pour objectif final l'édification d'une société voltaïque nouvelle au sein de laquelle le citoyen voltaïque animé d'une conscience révolutionnaire sera l'artisan de son propre bonheur, un bonheur à la hauteur des efforts qu'il aurait consentis. Pour ce faire, la révolution sera, n'en déplaise aux forces conservatrices et rétrogrades, un bouleversement total et profond qui n'épargnera aucun domaine, aucun secteur de l'activité économique, sociale et culturelle.

La révolutionnarisation de tous les domaines, de tous les secteurs d'activité, est le mot d'ordre qui correspond au moment présent. Fort de la ligne directrice ainsi dégagée, chaque citoyen, à quelque niveau qu'il se trouve, doit entreprendre de révolutionnariser son secteur d'activité.

D'ores et déjà, la philosophie des transformations révolutionnaires touchera les secteurs suivants :

- 1° — L'armée nationale
- 2° — La politique de la femme
- 3° — L'édification économique.

1° — *L'armée nationale : sa place dans la révolution démocratique et populaire.*

Selon la doctrine de défense de la Haute-Volta révolutionnaire, [142] un peuple conscient ne saurait confier la défense de sa patrie à un groupe

d'hommes quelles que soient leurs compétences. Les peuples conscients assument eux-mêmes la défense de leur patrie. À cet effet, nos forces armées ne constituent qu'un détachement plus spécialisé que le reste du peuple pour les tâches de sécurité intérieure et extérieure de la Haute-Volta. De la même manière, bien que la santé des Voltaïques soit l'affaire du peuple et de chaque Voltaïque pris individuellement, il existe et existera un corps médical plus spécialisé et consacrant plus de temps à la question de la santé publique.

La révolution dicte aux forces armées nationales trois missions :

1° — Être en mesure de combattre tout ennemi intérieur et extérieur, et participer à la formation militaire du reste du peuple. Ce qui suppose une capacité opérationnelle accrue faisant de chaque militaire un combattant compétent au lieu de l'ancienne armée qui n'était qu'une masse de salariés.

2° — Participer à la production nationale. En effet, le militaire nouveau doit vivre et souffrir au sein du peuple auquel il appartient. Finie l'armée budgétivore. Désormais, en dehors du maniement des armes, elle sera aux champs, elle élèvera des troupeaux de bœufs, de moutons et de la volaille. Elle construira des écoles et des dispensaires dont elle assurera le fonctionnement, entretiendra les routes et transportera par voie aérienne le courrier, les malades et les produits agricoles entre les régions.

3° — Former chaque militaire en militant révolutionnaire. Fini le temps où l'on prétendait à la réalité de la neutralité et de l'apolitisme de l'armée en faisant d'elle le rempart de la réaction et le garant des intérêts impérialistes.

Finis le temps où notre armée nationale se comportait tel un corps de mercenaires étrangers en territoire conquis. Ce temps-là est désormais révolu à jamais. Armés de la formation politique et idéologique, nos soldats, nos sous-officiers et nos officiers engagés dans le processus révolutionnaire cesseront d'être des criminels en puissance pour devenir des révolutionnaires conscients, étant au sein du peuple comme un poisson dans l'eau.

Armée au service de la révolution, l'armée nationale [143] populaire ne fera de place à aucun militaire qui méprise son peuple, le bafoue et le brutalise. Une armée du peuple au service du peuple, telle est la nouvelle armée que nous édifierons à la place de l'armée néocoloniale, véritable instrument d'oppression et de répression aux mains de la bourgeoisie réactionnaire qui s'en sert pour dominer le peuple.

Une telle armée, du point de vue même de son organisation interne et de ses principes de fonctionnement, sera fondamentalement différente de l'ancienne armée.

Ainsi, à la place de l'obéissance aveugle des soldats vis-à-vis de leurs

chefs, des subalternes vis-à-vis des supérieurs, se développera une discipline saine qui, tout en étant stricte, sera fondée sur l'adhésion consciente des hommes et des troupes.

Contrairement aux points de vue des officiers réactionnaire animés par l'esprit colonial, la politisation de l'armée, sa révolutionnarisation, ne signifie pas la fin de la discipline.

La discipline dans une armée politisée aura un contenu nouveau. Elle sera une discipline révolutionnaire. C'est-à-dire une discipline qui tire sa force dans le fait que l'officier et le soldat, le gradé et le non-gradé se valent quant à la dignité humaine et ne diffèrent les uns et les autres que par leurs tâches concrètes et leurs responsabilités respectives.

Forts d'une telle compréhension des rapports entre les hommes, les cadres militaires doivent respecter leurs hommes, les aimer et les traiter avec équité.

Ici aussi, les CDR (Comités de défense de la révolution) ont un rôle fondamental à jouer. Les militants CDR au sein de l'armée devront être les pionniers infatigables de l'édification de l'armée nationale populaire de l'État démocratique et populaire, dont les tâches essentielles seront :

- 1° Sur le plan intérieur, la défense des droits et des intérêts du peuple, le maintien de l'ordre révolutionnaire et la sauvegarde du pouvoir démocratique et populaire.
- 2° Sur le plan extérieur, la défense de l'intégrité territoriale.

2° — *La femme voltaïque : son rôle dans la révolution démocratique et populaire.*

[144]

Le poids des traditions séculaires de notre société voue la femme au rang de bête de somme. Tous les fléaux de la société néocoloniale, la femme les subit doublement :

- premièrement, elle connaît les mêmes souffrances que l'homme ;
- deuxièmement, elle subit de la part de l'homme d'autres souffrances.

Notre révolution intéresse tous les opprimés, tous ceux qui sont exploités dans la société actuelle. Elle intéresse par conséquent la femme, car le fondement de sa domination par l'homme se trouve dans le système d'organisation de la vie politique et économique de la société. La révolution,

en changeant l'ordre social qui opprime la femme, crée les conditions pour son émancipation véritable.

Les femmes et les hommes de notre société sont tous victimes de l'oppression et de la domination impérialistes. C'est pourquoi ils mènent le même combat.

La révolution et la libération de la femme vont de pair. Et ce n'est pas un acte de charité ou un élan d'humanisme que de parler de l'émancipation de la femme. C'est une nécessité fondamentale pour le triomphe de la révolution. Les femmes portent sur elles l'autre moitié du ciel.

Créer une nouvelle mentalité chez la femme voltaïque qui lui permette d'assumer le destin du pays aux côtés de l'homme est une des tâches primordiales de la révolution. Il en est de même de la transformation à apporter dans les attitudes de l'homme vis-à-vis de la femme.

Jusqu'à présent la femme a été exclue des sphères de décisions. La révolution, en responsabilisant la femme, crée les conditions pour libérer l'initiative combattante des femmes.

Le CNR, dans sa politique révolutionnaire, travaillera à la mobilisation, à l'organisation et à l'union de toutes les forces vives de la nation, et la femme ne sera pas en reste.

Elle sera associée à tous les combats que nous aurons à entreprendre contre les diverses entraves de la société néocoloniale et pour l'édification d'une société nouvelle. Elle sera associée à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution, dans l'organisation de la vie de la nation entière.

Le but final de toute cette entreprise grandiose, c'est de [145] construire une société libre et prospère où la femme sera l'égale de l'homme dans tous les domaines.

Cependant, il convient d'avoir une juste compréhension de la question de l'émancipation de la femme.

Elle n'est pas une égalité mécanique entre l'homme et la femme. Acquérir les habitudes reconnues à l'homme : boire, fumer, porter des pantalons, ce n'est pas cela l'émancipation de la femme.

Ce n'est pas non plus l'acquisition de diplômes qui rendra la femme égale à l'homme ou plus émancipée.

Le diplôme n'est pas un laissez-passer pour l'émancipation.

La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui la responsabilise, qui l'associe aux activités productives, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme c'est celle qui force le respect et la considération de l'homme.

L'émancipation, tout comme la liberté, ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes d'avancer leurs revendications et de se mobiliser pour les faire aboutir.

En cela, la révolution démocratique et populaire créera les conditions nécessaires pour permettre à la femme voltaïque de se réaliser pleinement et entièrement. Car serait-il possible de liquider le système d'exploitation en maintenant exploitées ces femmes qui constituent plus de la moitié de notre société ?

3° — *Une économie nationale indépendante, autosuffisante et planifiée au service d'une société démocratique et populaire.*

Le processus des transformations révolutionnaires entreprises depuis le 4 août met à l'ordre du jour grandes réformes démocratiques et populaires.

Ainsi, le Conseil national de la révolution est conscient que l'édification d'une économie nationale, indépendante, autosuffisante et planifiée passe par la transformation radicale de la société actuelle, transformation qui elle-même suppose les grandes réformes suivantes :

- la réforme agraire ;
 - la réforme de l'administration ;
- [146]
- la réforme scolaire ;
 - la réforme des structures de production et de distribution dans le secteur moderne.

La réforme agraire aura pour but :

- l'accroissement de la productivité du travail par une meilleure organisation des paysans et l'introduction au niveau du monde rural des techniques modernes d'agriculture ;
- le développement d'une agriculture diversifiée de pair avec la spécialisation régionale ;
- l'abolition de toutes les entraves propres aux structures socio-économiques traditionnelles qui oppriment les paysans ;
- enfin, faire de l'agriculture le point d'appui du développement de l'industrie.

Cela est possible en donnant son vrai sens au slogan d'autosuffisance alimentaire, trop vieilli à force d'avoir été proclamé sans conviction. Ce sera d'abord la lutte âpre contre la nature qui, du reste, n'est pas plus ingrate chez

nous que chez d'autres peuples qui l'ont merveilleusement vaincue sur le plan agricole. Le Conseil national de la révolution ne se bercera pas d'illusions en projets gigan-tissimes, sophistiqués. Au contraire, de nombreuses petites réalisations dans le système agricole permettront de faire de notre territoire un vaste champ, une suite infinie de fermes. Ce sera ensuite la lutte contre les affameurs du peuple, spéculateurs et capitalistes agricoles de tout genre. Ce sera enfin la protection contre la domination impérialiste de notre agriculture, dans l'orientation, le pillage de nos ressources et la concurrence déloyale à nos productions locales par des importations qui n'ont de mérite que leur emballage pour bourgeois en mal de snobisme. Des prix rémunérateurs et des unités industrielles agro-alimentaires assureront aux paysans des marchés pour les productions en toute saison.

La réforme administrative : elle vise à rendre opérationnelle l'administration héritée de la colonisation.

Pour ce faire, il faudra la débarrasser de tous les maux qui la caractérisent, à savoir la bureaucratie lourde, tracassière, et ses conséquences et procéder à une révision complète des [147] statuts de la fonction publique. La réforme devra déboucher sur une administration peu coûteuse, plus opérante et plus souple.

La réforme scolaire : elle vise à promouvoir une nouvelle orientation de l'éducation et de la culture.

Elle devra déboucher sur la transformation de l'école en un instrument au service de la révolution. Les diplômés qui en sortiront devront être non au service de leurs propres intérêts et des classes exploiteuses, mais au service des masses populaires.

L'éducation révolutionnaire qui sera dispensée dans la nouvelle école devra inculquer à chacun une idéologie, une personnalité voltaïque qui débarrasse l'individu de tout mimétisme. Apprendre aux élèves et étudiants à assimiler de manière critique et positive les idées et les expériences des autres peuples sera une des vocations des écoles dans la société démocratique et populaire. Pour arriver à bout de l'analphabétisme et de l'obscurantisme, il faudra mettre l'accent sur la mobilisation de toutes les énergies en vue de l'organisation des masses pour les sensibiliser et créer en elles la soif d'apprendre en leur montrant les inconvénients de l'ignorance.

Toute politique de lutte contre l'analphabétisme, sans la participation même des principaux intéressés, est vouée à l'échec. Quant à la culture dans la société démocratique et populaire, elle devra revêtir un triple caractère national, révolutionnaire et populaire. Tout ce qui est antinational, antirévolutionnaire et antipopulaire devra être banni. Au contraire, sera

magnifiée notre culture qui a célébré la dignité, le courage, le nationalisme et les grandes vertus humaines.

La révolution démocratique et populaire créera les conditions propices à l'éclosion d'une culture nouvelle. Nos artistes auront les coudées franches pour aller hardiment de l'avant. Ils devront saisir l'occasion qui se présente à eux pour hausser notre culture au niveau mondial.

Que les écrivains mettent leur plume au service de la révolution.

Que les musiciens chantent non seulement le passé glorieux de notre peuple, mais aussi son avenir radieux et prometteur.

[148]

La révolution attend de nos artistes qu'ils sachent décrire la réalité, en faire des images vivantes, les exprimer en notes mélodieuses tout en indiquant à notre peuple la voie juste conduisant vers un avenir meilleur. Elle attend d'eux qu'ils mettent leur génie créateur au service d'une culture voltaïque nationale, révolutionnaire et populaire.

Il faut savoir puiser ce qu'il y a de bon dans le passé, c'est-à-dire dans nos traditions, ce qu'il y a de positif dans les cultures étrangères, pour donner une dimension nouvelle à notre culture.

La source inépuisable, pour l'inspiration créatrice des masses, se trouve dans les masses populaires.

Savoir vivre avec les masses, s'engager dans le mouvement populaire, partager les joies et les souffrances du peuple, travailler et lutter avec lui, devrait constituer les préoccupations majeures de nos artistes.

Avant de produire, se poser la question : à qui destinons-nous notre création ? Si nous avons la conviction que c'est pour le peuple que nous créons, alors nous devons savoir clairement ce qu'est le peuple, quelles sont ses composantes, quelles sont ses aspirations profondes.

La réforme dans les structures de production et de distribution de notre économie : les réformes dans ce domaine visent à établir progressivement le contrôle effectif du peuple voltaïque sur les circuits de production et de distribution. Car sans une véritable maîtrise de ces circuits, il est pratiquement impossible d'édifier une économie indépendante au service du peuple.

Peuple de Haute-Volta !

Camarades militantes et militants de la révolution !

Les besoins de notre peuple sont immenses. La satisfaction de ces besoins nécessite des transformations révolutionnaires à entreprendre dans tous les domaines.

Ainsi *dans le domaine sanitaire et de l'assistance sociale* en faveur des masses populaires, les objectifs à atteindre se résument en ceci :

- une santé à la portée de tous ;
- la mise en œuvre d'une assistance et d'une protection maternelle et infantile ;
- une politique d'immunisation contre les maladies [149] transmissibles par la multiplication des campagnes de vaccination ;
- une sensibilisation des masses pour l'acquisition de bonnes habitudes hygiéniques ;

Tous ces objectifs ne peuvent être atteints sans l'engagement conscient des masses populaires elles-mêmes dans le combat, sous l'orientation révolutionnaire des services de santé.

Dans le domaine de l'habitat, domaine d'une importance cruciale, il nous faudra entreprendre une politique vigoureuse pour mettre fin aux spéculations immobilières, à l'exploitation des travailleurs par l'établissement des taux de loyer excessifs. Des mesures importantes devront être prises dans ce domaine pour :

- établir des loyers raisonnables ;
- procéder aux lotissements rapides de quartiers ;
- développer sur une grande échelle la construction de maisons d'habitation modernes en nombre suffisant et accessibles aux travailleurs.

Une des préoccupations essentielles du CNR, c'est l'union des différentes nationalités que compte la Haute-Volta dans la lutte commune contre les ennemis de notre révolution.

Il existe en effet, dans notre pays, une multitude d'ethnies se distinguant les unes des autres par leur langue et leurs coutumes. C'est l'ensemble de ces nationalités qui forment la nation voltaïque. L'impérialisme, dans sa politique de diviser pour régner, s'est évertué à exacerber les contradictions entre elles, pour les dresser les unes contre les autres.

La politique du CNR visera à l'union de ces différentes nationalités pour qu'elles vivent dans l'égalité et jouissent des mêmes chances de réussite. Pour ce faire, un accent particulier sera mis pour :

- le développement économique des différentes régions ;
- encourager les échanges économiques entre elles ;
- combattre les préjugés entre les ethnies, régler les différends qui les opposent dans un esprit d'union ;
- châtier les fauteurs de divisions.

[150]

Au vu de tous les problèmes auxquels notre pays se trouve confronté, la révolution apparaît comme un défi que nous devons, animés de la volonté de vaincre, surmonter avec la participation effective des masses populaires mobilisées au sein des CDR.

Dans un proche avenir, avec l'élaboration des programmes sectoriels, tout le territoire de Haute-Volta sera un vaste chantier de travail où le concours de tous les Voltaïques valides et en âge de travailler sera requis pour le combat sans merci que nous livrerons pour transformer ce pays en un pays prospère et radieux, un pays où le peuple est le seul maître des richesses matérielles et immatérielles de la nation.

Enfin, il nous faut définir la place de la révolution voltaïque dans le processus révolutionnaire mondial. Notre révolution fait partie intégrante du mouvement mondial de paix et de démocratie contre l'impérialisme et toute sorte d'hégémonisme.

C'est pourquoi nous nous efforcerons d'établir des relations diplomatiques avec les pays sans égard pour leur système politique et économique sur la base des principes suivants :

- le respect réciproque pour l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ;
- la non-agression mutuelle ;
- la non-intervention dans les affaires intérieures ;
- le commerce avec tous les pays sur un pied d'égalité et sur la base des avantages réciproques ;

Notre solidarité et notre soutien militants iront à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'indépendance de leur pays et la libération de leurs peuples. Ce soutien s'adresse particulièrement :

- au peuple de Namibie sous la direction de la SWAPO ;
- au peuple saharauï dans sa lutte pour le recouvrement de son territoire national ;

Dans notre lutte, les pays africains anti-impérialistes sont nos alliés objectifs. Le rapprochement avec ces pays est [151] rendu nécessaire en raison des regroupements néocoloniaux qui s'opèrent sur notre continent.

VIVE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE !

VIVE LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉVOLUTION !

LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS !

[152]

Thomas SANKARA.

Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXE 6

DÉCLARATION DU CAPITAINE THOMAS SANKARA À LA 39. SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES 4 OCTOBRE 1984

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général,

Honorables représentants de la communauté internationale,

Je viens en ces lieux vous apporter le salut fraternel d'un pays de 274 000 km², où sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes refusent désormais de mourir d'ignorance, de faim et de soif, tout en n'arrivant pas à vivre véritablement depuis un quart de siècle d'existence comme État souverain,

siégeant à l'ONU.

Je viens à cette trente-neuvième session vous parler au nom d'un peuple qui, sur la terre de ses ancêtres, a choisi dorénavant de s'affirmer et d'assumer son histoire, dans ses aspects positifs comme dans ses aspects négatifs, sans complexe aucun.

Je viens ici enfin, mandaté par le Conseil national de la révolution de Burkina Faso, pour exprimer les vues de mon peuple concernant les problèmes inscrits à l'ordre du jour, et qui constituent la trame tragique des événements qui fissurent douloureusement les fondements du monde en cette fin du xx^e siècle. Un monde où l'humanité est transformée en cirque, déchirée par les luttes entre les grands et les semi-grands, battue par des bandes armées, soumise aux violences et aux pillages.

Un monde où des nations, se soustrayant à la juridiction internationale, commandent des groupes de hors-la-loi, vivant de rapines, et organisant d'ignobles trafics, le fusil à la main.

Monsieur le Président,

Je n'ai pas ici la prétention d'énoncer des dogmes. Je ne suis ni un messie ni un prophète. Je ne détiens aucune vérité. Ma seule ambition est une double aspiration :

premièrement, pouvoir en un langage simple, celui de l'évidence et de la clarté, parler au nom de mon peuple, le peuple du Burkina Faso ; [153] deuxièmement, parvenir à exprimer aussi, à ma manière, la parole du « grand peuple des déshérités », ceux qui appartiennent à ce monde qu'on a malicieusement baptisé tiers monde. Et dire, même si je n'arrive pas à les faire comprendre, les raisons que nous avons de nous révolter.

Tout cela dénotant l'intérêt que nous portons à l'ONU, les exigences de nos droits y prenant la vigueur et la rigueur de la claire conscience de nos devoirs.

Nul ne s'étonnera de nous voir associer l'ex-Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina Faso, à ce fourre-tout méprisé, le tiers monde, que les autres mondes ont inventé au moment des indépendances formelles pour mieux assurer notre aliénation intellectuelle, culturelle, économique et politique. Nous voulons nous y insérer sans pour autant justifier cette gigantesque escroquerie de l'Histoire. Encore moins pour accepter d'être « l'arrière-monde d'un Occident repu ». Mais pour affirmer la conscience d'appartenir à un ensemble tricontinental et admettre, en tant que non-alignés, et avec la densité de nos convictions, qu'une solidarité spéciale unit ces trois continents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique dans un même combat contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiters économiques.

Reconnaître donc notre présence au sein du tiers monde c'est, pour

paraphraser José Martí, « affirmer que nous sentons sur notre joue tout coup donné à n'importe quel homme de ce monde ». Nous avons jusqu'ici tendu l'autre joue. Les gifles ont été redoublées. Mais le cœur du méchant ne s'est pas attendri. Ils ont piétiné la vérité du juste. Du Christ ils ont trahi la parole. Ils ont transformé sa croix en massue. Et après qu'ils se sont revêtus de sa tunique, ils ont lacéré nos corps et nos âmes. Ils ont obscurci son message. Ils l'ont occidentalisé cependant que nous le recevions comme libération universelle. Alors, nos yeux se sont ouverts à la lutte des classes. Il n'y aura plus de gifles. Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons radicalement le dos à tous les modèles que tous les charlatans de même acabit ont essayé de nous vendre vingt années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de salut en dehors de ce refus-là. Pas de développement en dehors de cette rupture.

[154]

Du reste, tous les nouveaux « maîtres à penser » sortant de leur sommeil, réveillés par la montée vertigineuse de milliards d'hommes en haillons, effrayés par la menace que fait peser sur leur digestion cette multitude traquée par la faim, commencent à remodeler leurs discours et, dans une quête anxieuse, recherchent une fois de plus à nos lieux et places des concepts miracles, de nouvelles formes de développement pour nos pays. Il suffit pour s'en convaincre de lire les nombreux actes des innombrables colloques et séminaires.

Loin de moi l'idée de tourner en ridicule les efforts patients de ces intellectuels honnêtes qui, parce qu'ils ont des yeux pour voir, découvrent les terribles conséquences des ravages imposés par lesdits « spécialistes » en développement dans le tiers monde.

La crainte qui m'habite c'est de voir les résultats de tant d'énergies confisqués par les Prospéro de tout genre pour en faire la baguette destinée à nous renvoyer à un monde d'esclavage maquillé au goût de notre temps. Cette crainte se justifie d'autant que la petite bourgeoisie africaine diplômée, sinon celle du tiers monde, soit par paresse intellectuelle, soit plus simplement parce qu'ayant goûté au mode de vie occidental, n'est pas prête à renoncer à ses privilèges. De ce fait, elle oublie que toute vraie lutte politique postule un débat théorique rigoureux, et elle refuse l'effort de réflexion pour inventer des concepts nouveaux à la hauteur du combat meurtrier qui nous attend. Consommatrice passive et lamentable, elle se regorge de vocables fétichisés par l'Occident comme elle le fait de son whisky et de son Champagne, dans ses salons à l'harmonie douteuse. On recherchera en vain depuis les concepts de négritude ou d'african personality marqués maintenant par les temps, des idées vraiment neuves issues des cerveaux de nos « grands » intellectuels. Le vocabulaire et les idées nous viennent d'ailleurs. Nos professeurs, nos ingénieurs et nos économistes se contentent d'y adjoindre des colorants parce

que, des universités européennes, dont ils sont les produits, ils n'ont ramené souvent que leurs diplômes et le velours des adjectifs ou des superlatifs ! Il est nécessaire, il est urgent que nos cadres et nos travailleurs de la plume apprennent qu'il n'y a pas d'écriture innocente. En [155] ces temps de tempêtes, nous ne pouvons laisser à nos seuls ennemis d'hier et d'aujourd'hui le monopole de la pensée, de l'imagination et de la créativité. Il faut, avant qu'il ne soit trop tard, car il est déjà tard, que ces élites, ces hommes de l'Afrique, du tiers monde, reviennent à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur société, à la misère dont nous avons hérité pour comprendre non seulement que la bataille pour une pensée au service des masses déshéritées n'est pas vaine, mais qu'ils ne peuvent devenir crédibles sur le plan international qu'en inventant réellement, c'est-à-dire en donnant de leurs peuples une image fidèle. Une image qui leur permette de réaliser des changements profonds de la situation sociale et politique, susceptibles de nous arracher à la domination et à l'exploitation étrangères qui livrent nos États à la seule perspective de la faillite.

C'est ce que nous avons perçu, nous, peuple burkinabé au cours de cette nuit du 4 août 1983 aux premiers scintillements des étoiles dans le ciel de notre patrie. Il nous fallait prendre la tête des jacqueries qui s'annonçaient dans les campagnes affolées par l'avance du désert, épuisées par la faim et la soif, et délaissées. Il nous fallait donner un sens aux révoltes grondantes des masses urbaines désœuvrées, frustrées et fatiguées de voir circuler les limousines des élites aliénées qui se succédaient à la tête de l'État, et qui ne leur offraient rien d'autre que les fausses solutions pensées et conçues par les cerveaux des autres. Il nous fallait donner une âme idéologique aux justes luttes de nos masses populaires mobilisées contre l'impérialisme monstrueux. À la révolte passagère, simple feu de paille, devait se substituer pour toujours la révolution, lutte éternelle contre toute domination. D'autres avant moi ont dit, d'autres après moi diront à quel point s'est élargi le fossé entre les peuples nantis et ceux qui n'aspirent qu'à manger à leur faim, boire à leur soif, survivre et conserver leur dignité. Mais nul n'imaginera à quel point le grain du pauvre a nourri chez nous la vache du riche !

Dans le cas de l'ex-Haute-Volta, le processus était encore plus exemplaire. Nous étions la condensation magique, le raccourci de toutes les calamités qui ont fondu sur les pays dits en voie de développement.

Le témoignage de l'aide présentée comme panacée et [156] souvent trompée, sans rime ni raison, est ici éloquent. Très peu sont les pays qui ont été comme le mien inondés d'aides de toutes sortes. Cette aide est en principe censée œuvrer au développement. On cherchera en vain, dans ce qui fut autrefois la Haute-Volta, les signes de ce qui peut relever d'un développement. Les hommes en place, soit par naïveté, soit par égoïsme de classe n'ont pas pu ou n'ont pas voulu maîtriser cet afflux extérieur, en saisir la portée et exprimer des exigences dans l'intérêt de notre peuple.

Analysant un tableau publié en 1983 par le Club du Sahel, Jacques Giri, dans son ouvrage « Le Sahel demain », conclut avec beaucoup de bon sens que l'aide au Sahel à cause de son contenu et des mécanismes en place n'est qu'une aide à la survie. Seuls, souligne-t-il, 30% de cette aide permettent simplement au Sahel de vivre. Selon Jacques Giri, cette aide extérieure n'aura pas d'autres buts que de continuer à développer les secteurs improductifs imposant des charges intolérables à nos petits budgets, désorganisant nos campagnes, creusant les déficits de notre balance commerciale, accélérant notre endettement.

Juste quelques clichés pour présenter l'ex-Haute-Volta :

- 7 millions d'habitants, avec plus de 6 millions de paysannes et de paysans.
- Un taux de mortalité infantile estimé à 180 pour 1 000.
- Une espérance de vie se limitant à 40 ans.
- Un taux d'analphabétisme allant jusqu'à 98%, si nous concevons l'alphabétisé comme celui qui sait lire, écrire et parler une langue.
- Un médecin pour 50 000 habitants.
- Un taux de scolarisation de 16%.
- Et enfin un produit intérieur brut par tête d'habitant de 53 356 FCFA, soit à peine plus de 100 dollars.

Le diagnostic, à l'évidence, était sombre. La source du mal était politique. Le traitement ne pouvait qu'être politique.

Certes, nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais en général, la politique d'assistance et d'aide n'a abouti qu'à nous désorganiser, à nous asservir, et à nous déresponsabiliser dans notre espace économique, politique et culturel. Nous avons choisi de risquer de [157] nouvelles voies pour être plus heureux. Nous avons choisi de mettre en place de nouvelles techniques. Nous avons choisi de rechercher des formes d'organisation mieux adaptées à notre civilisation, rejetant de manière abrupte et définitive toutes sortes de diktats extérieurs, pour créer ainsi les conditions d'une dignité à la hauteur de nos ambitions.

Refuser l'état de survie, desserrer les pressions, libérer nos campagnes d'un immobilisme moyenâgeux ou d'une régression, démocratiser notre société, ouvrir les esprits sur un univers de responsabilité collective pour oser inventer l'avenir.

Briser et reconstruire l'administration à travers une autre image du fonctionnaire, plonger notre armée dans le peuple par le travail productif et lui rappeler incessamment que, sans formation politique patriotique, un militaire n'est qu'un criminel en puissance.

Tel est notre programme politique.

Au plan de la gestion économique, nous apprenons à vivre simplement, à accepter et à nous imposer l'austérité afin d'être à même de réaliser de grands desseins.

Déjà grâce à l'exemple de la Caisse de solidarité nationale, alimentée par des contributions volontaires, nous commençons à répondre aux cruelles questions posées par la sécheresse. Nous avons soutenu et appliqué les principes d'Alma-Ata en élargissant le champ des soins de santé primaires. Nous avons fait nôtre, comme politique d'État, la stratégie du Gobi FFF, préconisée par l'UNICEF.

Par l'intermédiaire de l'UNSO, nous pensons que les Nations Unies devraient permettre aux pays touchés par la sécheresse la mise sur pied d'un plan à moyen et long terme afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Pour préparer le xxi^e siècle, nous avons, par la création d'une tranche spéciale de la tombola, « Instruisons nos enfants », lancé une campagne immense pour l'éducation et la formation de nos enfants dans une école nouvelle. Nous avons lancé à travers l'action salvatrice des Comités de défense de la révolution un vaste programme de construction de logements sociaux (500 en trois mois), de routes, de petites retenues d'eau, etc. Notre ambition économique est d'œuvrer pour que le cerveau et les bras de chaque [158] Burkinabé puissent au moins lui servir à inventer et à créer de quoi s'assurer deux repas par jour et de l'eau potable.

Nous jurons, nous proclamons, que désormais au Burkina Faso plus rien ne se fera sans la participation des Burkinabé. Rien qui n'ait été au préalable décidé par nous, élaboré par nous. Il n'y aura plus d'attentat à notre pudeur et à notre dignité.

Forts de cette certitude, nous voudrions que notre parole s'élargisse à tous ceux qui souffrent dans leur chair, tous ceux qui sont bafoués dans leur dignité par une minorité d'hommes ou par un système qui les écrase.

Permettez, vous qui m'écoutez, que je le dise : je ne parle pas seulement au nom de mon Burkina Faso tant aimé mais également au nom de tous ceux qui ont mal quelque part :

1. Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire, ou qu'ils sont de cultures différentes et qui bénéficient d'un statut à peine supérieur à celui

d'un animal.

2. Je souffre au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves, afin qu'ils n'aspirent à aucun droit et que leur culture ne puisse s'enrichir en convolant en noces heureuses au contact d'autres cultures, y compris celle de l'envahisseur.
3. Je m'exclame au nom des chômeurs d'un système structurellement injuste et conjoncturellement désaxé, réduits à ne percevoir de la vie que le reflet de celle des plus nantis.
4. Je parle au nom des femmes du monde entier, qui souffrent d'un système d'exploitation imposé par les mâles. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à accueillir toutes les suggestions du monde entier, nous permettant de parvenir à l'épanouissement total de la femme burkinabé. En retour, nous donnons en partage, à tous les pays, l'expérience positive que nous entreprenons avec des femmes désormais présentes à tous les échelons de l'appareil d'État et de la vie sociale au Burkina Faso.

Des femmes qui luttent et proclament avec nous que l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son [159] sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère et nous en appelons à toutes nos sœurs de toutes les races pour qu'elles montent à l'assaut pour la conquête de leurs droits.

5. Je parle au nom des mères de nos pays démunis qui voient mourir leurs enfants de paludisme ou de diarrhée, ignorant qu'il existe pour les sauver des moyens simples que la science des multinationales ne leur offre pas, préférant investir dans les laboratoires de cosmétiques et dans la chirurgie esthétique pour les caprices de quelques femmes ou d'hommes dont la coquetterie est menacée par les excès de calories de leurs repas trop riches et d'une régularité à vous donner, non, plutôt à nous donner, à nous autres du Sahel, le vertige. Ces moyens simples recommandés par l'OMS et l'UNICEF, nous avons décidé de les adopter et de les populariser.
6. Je parle aussi au nom de l'enfant. L'enfant du pauvre qui a faim et qui louche furtivement vers l'abondance amoncelée dans une boutique pour riches. La boutique protégée par une épaisse vitre. La vitre défendue par une grille infranchissable. Et la grille gardée par un policier casqué, ganté et armé de matraque. Ce policier placé là par le père d'un autre enfant qui viendra se servir ou plutôt se faire servir parce que présentant toutes les garanties de

représentativité et de normes capitalistiques du système.

7. Je parle au nom des artistes (poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, acteurs), hommes de bien qui voient leur art se prostituer pour l'alchimie des prestidigitations du show-business.
8. Je crie au nom des journalistes qui sont réduits soit au silence, soit au mensonge, pour ne pas subir les dures lois du chômage.
9. Je proteste au nom des sportifs du monde entier dont les muscles sont exploités par les systèmes [160] politiques ou les négociants de l'esclavage moderne.
10. Mon pays est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité, mais aussi et surtout des espérances de nos luttes. C'est pourquoi je vibre naturellement au nom des malades qui scrutent avec anxiété les horizons d'une science accaparée par les marchands de canons. Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par la destruction de la nature et à ces trente millions qui vont mourir, comme chaque année, abattus par la redoutable arme de la faim.
11. Militaire, je ne peux pas oublier ce soldat obéissant aux ordres, le doigt sur la détente, et qui sait que la balle qui va partir ne porte que le message de la mort.
12. Enfin, je veux m'indigner en pensant aux Palestiniens qu'une humanité inhumaine a choisi de substituer à un autre peuple, hier encore martyrisé à loisir. Je pense à ce vaillant peuple palestinien, c'est-à-dire à ces familles atomisées errant de par le monde en quête d'un asile. Courageux, déterminés, stoïques et infatigables, les Palestiniens rappellent à chaque conscience humaine la nécessité et l'obligation morale de respecter les droits d'un peuple : avec leurs frères juifs, ils sont antisionistes.
13. Aux côtés de mes frères soldats de l'Iran et de l'Irak, qui meurent dans une guerre fratricide et suicidaire, je veux également me sentir proche des camarades du Nicaragua dont les ports sont minés, les villes bombardées et qui, malgré tout, affrontent avec courage et lucidité leur destin. Je souffre avec tous ceux qui en Amérique latine souffrent de la mainmise impérialiste.
14. Je veux être aux côtés des peuples afghan et irlandais, aux côtés des peuples de Grenade et du Timor oriental, chacun à la recherche d'un bonheur dicté par sa dignité et les lois de sa culture.
15. Je m'élève ici au nom de tous ceux qui cherchent [161] vainement dans quel forum de ce monde ils pourront faire entendre leur voix et la faire prendre en considération, réellement.

Sur cette tribune beaucoup m'ont précédé, d'autres viendront après moi. Mais seuls quelques-uns feront la décision. Pourtant nous sommes officiellement présentés comme égaux. Eh bien, je me fais le porte-voix de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde ils peuvent se faire entendre. Oui, je veux donc parler au nom de tous les laissés-pour-compte parce que « je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger ».

Notre révolution au Burkina Faso est ouverte aux malheurs de tous les peuples. Elle s'inspire aussi de toutes les expériences des hommes depuis le premier souffle de l'humanité.

Nous voulons être les héritiers de toutes les révolutions du monde, de toutes les luttes de libération des peuples du tiers monde. Nous sommes à l'écoute des grands bouleversements qui ont transformé le monde. Nous tirons des leçons de la révolution américaine les leçons de sa victoire contre la domination coloniale et les conséquences de cette victoire. Nous faisons nôtre l'affirmation de la doctrine de la non-ingérence des Européens dans les affaires américaines et des Américains dans les affaires européennes. Ce que Monroe clamait en 1823, « l'Amérique aux Américains », nous le reprenons, en disant « l'Afrique aux Africains », le « Burkina aux Burkinabé ». La Révolution française de 1789, bouleversant les fondements de l'absolutisme, nous a enseigné les droits de l'homme alliés aux droits des peuples à la liberté.

La grande révolution d'octobre 1917 a transformé le monde, permis la victoire du prolétariat, ébranlé les assises du capitalisme et rendu possibles les rêves de justice de la Commune française.

Ouverts à tous les vents de la volonté des peuples et de leurs révolutions, nous instruisant aussi de certains terribles échecs qui ont conduit à de tragiques manquements aux droits de l'homme, nous ne voulons conserver de chaque révolution que le noyau de pureté qui nous interdit de nous inféoder aux réalités des autres, même si, par la pensée, [162] nous nous retrouvons dans une communauté d'intérêts. Monsieur le Président.

Il n'y a plus de duperie possible. Le nouvel ordre économique mondial pour lequel nous luttons et continuerons de lutter ne peut se réaliser que :

- si nous parvenons à ruiner l'ancien ordre qui nous ignore ;
- si nous imposons la place qui nous revient dans l'organisation politique du monde ;
- si, prenant conscience de notre importance dans le monde, nous aboutissons au droit de regard et de décision sur les

mécanismes que régissent le commerce, l'économie et la monnaie à l'échelle planétaire.

Le nouvel ordre économique international s'inscrit tout simplement à côté de tous les autres droits des peuples (droit à l'indépendance, au libre choix des formes et des structures de gouvernement), comme *le droit au développement*. Et, comme tous les droits des peuples, il s'arrache dans la lutte et par la lutte des peuples. Il ne sera jamais le résultat d'un acte de générosité d'une puissance quelconque.

Je conserve en moi la confiance inébranlable, confiance partagée avec l'immense communauté des pays non alignés, que sous les coups de boutoir de la détresse hurlante de nos peuples, notre groupe va maintenir sa cohésion, renforcer notre pouvoir de négociation collective, se trouver des alliés parmi toutes les nations, commencer de concert avec ceux qui peuvent encore nous entendre l'organisation d'un système de relations économiques internationales véritablement nouveau.

Monsieur le Président,

Si j'ai accepté de me présenter devant cette illustre assemblée pour y prendre la parole, c'est parce que malgré les critiques qui lui sont adressées par certains grands contributeurs, les Nations Unies demeurent la tribune idéale pour nos revendications, le lieu obligé de la légitimité des pays sans voix.

C'est cela qu'exprime avec beaucoup de justesse notre secrétaire général, lorsqu'il écrit :

« L'Organisation des Nations Unies est unique en ce [163] qu'elle reflète les aspirations et les frustrations de nombreux pays et groupements du monde entier. Un des grands mérites est que toutes les nations, *y compris celles qui sont faibles, opprimées ou victimes de l'injustice* (il s'agit de nous) peuvent, même lorsqu'elles sont confrontées aux dures réalités du pouvoir, y trouver une tribune et s'y faire entendre. Une cause juste, même si elle ne rencontre que revers ou indifférence, peut trouver un écho à l'Organisation des Nations Unies ; cet attribut de l'Organisation n'est pas toujours prisé, mais il n'en est pas moins essentiel », fin de citation. On ne peut mieux définir le sens et la portée de notre Organisation.

Aussi est-il, pour chacun de nous, un impératif catégorique de consolider les assises de notre Organisation, de lui donner les moyens de son action. Nous adoptons en conséquence les propositions faites à cette fin par le secrétaire général, pour sortir l'Organisation des nombreuses impasses, soigneusement entretenues par le jeu des grandes puissances afin de la

discréditer aux yeux de l'opinion publique.

Monsieur le Président.

Reconnaissant les mérites même limités de notre Organisation, je ne peux que me réjouir de la voir compter de nouveaux adhérents. C'est pourquoi la délégation burkinabé salue l'entrée du 159^e membre de notre Organisation : l'État du Brunei Darussalam.

C'est la déraison de ceux entre les mains desquels la direction du monde est tombée par le hasard des choses qui fait obligation au Mouvement des pays non alignés — auquel, je l'espère, se joindra bientôt l'État du Brunei Darussalam —, de considérer comme un des objectifs permanents de sa lutte le combat pour le désarmement qui est un des aspects essentiels parmi les premières conditions de notre droit au développement.

Il faut, à notre avis, des études sérieuses prenant en compte tous les éléments qui ont conduit aux calamités qui ont fondu sur le monde. À ce titre, le président Fidel Castro, en 1979, a admirablement exprimé notre point de vue à l'ouverture du sixième sommet des pays non alignés lorsqu'il déclarait, je cite :

[164]

« Avec 300 milliards de dollars, on pourrait construire en un an 600 000 écoles pouvant recevoir 400 millions d'enfants ; ou 60 millions de logements confortables pour 300 millions de personnes ; ou 30 000 hôpitaux équipés de 18 millions de lits ; ou 20 000 usines pouvant employer plus de 20 millions de travailleurs ou irriguer 150 millions d'hectares de terre qui, avec les moyens techniques adéquats, pourraient alimenter un milliard de personnes... » fin de citation.

En multipliant aujourd'hui ces chiffres par dix, et je suis certainement en deçà de la réalité, on réalise ce que l'humanité gaspille tous les ans dans le domaine militaire, c'est-à-dire contre la paix.

On perçoit aisément pourquoi l'indignation des peuples se transforme rapidement en révolte et en révolution devant les miettes qu'on leur jette sous la forme ignominieuse d'une certaine aide, assortie de conditions, parfois, franchement abjectes. On comprend enfin pourquoi dans le combat pour le développement nous nous désignons comme des militants inlassables de la paix.

Nous faisons le serment de lutter pour atténuer les tensions, introduire les principes d'une vie civilisée dans les relations internationales et les étendre à toutes les parties du monde. Ce qui revient à dire que nous ne pouvons plus assister, passifs, au trafic des concepts.

Nous réitérons notre résolution d'être des agents actifs de la paix ; de tenir notre place dans le combat pour le désarmement ; d'agir enfin en politique internationale comme un facteur décisif libéré de toute entrave vis-à-vis de toutes les grandes puissances, *quels que soient les projets de ces dernières*.

Mais la recherche de la paix va de pair avec l'application ferme du droit des pays à l'indépendance, des peuples à la liberté et des nations à l'existence autonome. Sur ce point, le palmarès le plus pitoyable, le plus lamentable — oui, le plus lamentable — est détenu au Moyen-Orient en termes d'arrogance, d'insolence et d'incroyable entêtement par un petit pays — Israël — qui, depuis plus de vingt ans, avec l'inqualifiable complicité de son puissant protecteur, les États-Unis, continue à défier la communauté internationale.

[165]

Au mépris d'une histoire qui, hier encore, désignait chaque juif à l'horreur des fours crématoires, Israël en arrive à infliger à d'autres ce qui fut son propre calvaire. 4 En tout état de cause, Israël, dont nous aimons le peuple pour son courage et ses sacrifices d'hier, doit savoir que les conditions de sa propre quiétude ne résident pas dans sa puissance militaire financée de l'extérieur. Israël doit commencer à apprendre à devenir une nation comme les autres, parmi les autres.

Pour l'heure, nous tenons à affirmer, du haut de cette tribune, notre solidarité militante et agissante à l'endroit des combattants (femmes et hommes) de ce peuple merveilleux de la Palestine parce que nous savons qu'il n'y a pas de souffrance sans fin.

Monsieur le Président,

Analysant la situation qui prévaut en Afrique sur les plans économique et politique, nous ne pouvons pas ne pas souligner les graves préoccupations qui sont les nôtres, face aux dangereux défis lancés aux droits des peuples par certaines nations qui, sûres de leurs alliances, bafouent ouvertement la morale internationale.

Certes, nous avons le droit de nous réjouir de la décision de retrait des troupes étrangères au Tchad, afin que les Tchadiens entre eux, sans intermédiaire, cherchent les moyens de mettre fin à cette guerre fratricide, et de donner enfin à ce peuple qui n'en finit pas de pleurer depuis de nombreux hivernages, les moyens de sécher ses larmes. Mais, malgré les progrès enregistrés çà et là par les peuples africains dans leur lutte pour l'émancipation économique, notre continent continue de refléter la réalité essentielle des contradictions entre les grandes puissances, de charrier les insupportables apories du monde contemporain.

C'est pourquoi nous tenons pour inadmissible et condamnons sans recours

le sort fait au peuple du Sahara occidental par le Royaume du Maroc, qui se livre à des méthodes dilatoires pour retarder l'échéance qui, de toute façon, lui sera imposée par la volonté du peuple sahraoui.

Pour avoir visité personnellement les régions libérées par le peuple sahraoui, j'ai acquis la confirmation que plus rien désormais ne saurait entraver sa marche vers la libération [166] totale de son pays, sous la conduite militante et éclairée du Front Polisario.

Monsieur le Président,

Je ne voulais pas trop m'étendre sur la question de Mayotte et des îles de l'archipel malgache. Lorsque les choses sont claires, lorsque les principes sont évidents, point n'est besoin d'élaborer. Mayotte appartient aux Comores. Les îles de l'archipel sont malgaches.

En Amérique latine nous saluons l'initiative du groupe de Contadora, qui constitue une étape positive dans la recherche d'une solution juste à la situation explosive qui y prévaut. Le commandant Daniel Ortega, au nom du peuple révolutionnaire du Nicaragua a fait ici des propositions concrètes et posé des questions de fond à qui de droit. Nous attendons de voir la paix s'installer dans son pays et en Amérique centrale, le 15 octobre prochain et après le 15 octobre, et nous prenons à témoin l'opinion publique mondiale.

De même que nous avons condamné l'agression étrangère de l'île de Grenade, de même nous fustigeons toutes les interventions étrangères. C'est ainsi que nous ne pouvons nous taire face à l'intervention militaire étrangère en Afghanistan.

Il est cependant un point, dont la gravité exige de chacun de nous une explication franche et décisive. Cette question, vous vous en doutez, ne peut qu'être celle de l'Afrique du Sud. L'incroyable insolence de ce pays à l'égard de toutes les nations du monde, même vis-à-vis de celles qui soutiennent le terrorisme qu'il érige en système pour liquider physiquement la majorité noire de ce pays, le mépris qu'il adopte à l'égard de toutes nos résolutions, constituent l'une des préoccupations les plus oppressantes du monde contemporain.

Mais le plus tragique n'est pas que l'Afrique du Sud se soit elle-même mise au ban de la communauté internationale à cause de l'abjection des lois de l'*apartheid*, encore moins qu'elle continue de maintenir illégalement la Namibie sous la botte colonialiste et raciste, ou de soumettre impunément ses voisins aux lois du banditisme.

Non, le plus abject, le plus humiliant pour la conscience humaine, c'est qu'elle soit parvenue à « banaliser » le [167] malheur de millions d'êtres humains qui n'ont pour se défendre que leur poitrine et l'héroïsme de leurs

maines nues. Sûre de la complicité des grandes puissances et de l'engagement actif de certaines d'entre elles à ses côtés, ainsi que de la criminelle collaboration de quelques tristes dirigeants de pays africains, la minorité blanche ne se gêne pas pour ridiculiser les états d'âme de tous les peuples, qui, partout à travers le monde, trouvent intolérable la sauvagerie des méthodes en usage dans ce pays.

Il fut un temps où des brigades internationales se constituaient pour aller défendre l'honneur des nations agressées dans leur dignité. Aujourd'hui, malgré la purulence des plaies que nous portons tous à nos flancs, nous allons voter des résolutions dont les seules vertus, nous dira-t-on, seraient de conduire à résipiscence une nation de corsaires qui « détruit le sourire comme la grêle tue les fleurs ».

Monsieur le Président,

Nous allons bientôt fêter le 150^e anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'empire britannique.

Ma délégation souscrit à la proposition des pays d'Antigua et de la Barbade de commémorer avec éclat cet événement qui revêt pour les pays africains et le monde noir une signification d'une très grande importance. Pour nous, tout ce qui pourra être fait, dit ou organisé à travers le monde au cours des cérémonies commémoratives devra mettre l'accent sur le terrible écot payé par l'Afrique et le monde noir au développement de la civilisation humaine. Écot payé sans retour et qui explique sans aucun doute les raisons de la tragédie aujourd'hui sur notre continent.

C'est notre sang qui a nourri l'essor du capitalisme, rendu possible notre dépendance présente et consolidé notre sous-développement. On ne peut plus escamoter la vérité, trafiquer les chiffres. Pour chaque Nègre parvenu dans les plantations cinq au moins connurent la mort ou la mutilation. Et j'omets à dessein la désorganisation du continent et les séquelles qui se sont ensuivies.

Monsieur le Président,

Si la terre entière, grâce à vous, avec l'aide du secrétariat général, parvient à l'occasion de cet anniversaire à se convaincre de cette vérité-là, elle comprendra pourquoi, [168] avec toute la tension de notre être, nous voulons la paix entre les nations, pourquoi nous exigeons et réclamons notre droit au développement dans l'égalité absolue par une organisation et une répartition des ressources humaines. C'est parce que de toutes les races humaines nous appartenons à celles qui ont le plus souffert, que nous nous sommes juré, nous Burkinabé, de ne plus jamais accepter sur la moindre parcelle de cette terre le moindre déni de justice. C'est le souvenir de cette souffrance qui nous place

aux côtés de l'OLP contre les bandes armées d'Israël. C'est le souvenir de cette souffrance qui, d'une part, nous fait soutenir l'ANC et la SWAPO, et, d'autre part, nous rend intolérable la présence en Afrique du Sud des hommes qui se disent blancs et qui brûlent le monde à ce titre. C'est enfin ce même souvenir qui nous fait placer dans l'Organisation des Nations Unies toute notre foi dans un devoir commun, dans une tâche commune pour un espoir commun.

Nous réclamons :

- que s'intensifie à travers le monde la campagne pour la libération de Nelson Mandela et sa présence effective à la prochaine assemblée générale de l'ONU comme une victoire de fierté collective ;
- que soit créé, en souvenir de nos souffrances et en termes de pardon collectif, un prix international de l'humanité réconciliée décerné à tous ceux qui par leur recherche auraient contribué à la défense des droits de l'homme ;
- que tous les budgets de recherches spatiales soient amputés de 1/10 000^e et celui-ci consacré à des recherches dans le domaine de la santé et visant à la reconstitution de l'environnement humain perturbé par tous ces feux d'artifice nuisibles à l'écosystème.

Nous proposons également que les structures des Nations Unies soient repensées et que soit mis fin à ce scandale que constitue le droit de veto. Bien sûr les effets pervers de son usage abusif sont atténués par la vigilance de certains de ses détenteurs. Cependant rien ne justifie ce droit : ni la taille des pays qui le détiennent ni les richesses de ces derniers.

Si l'argument développé pour justifier une telle iniquité est le prix payé au cours de la dernière guerre mondiale, [169] que ces nations, qui se sont arrogé ces droits, sachent que nous aussi nous avons chacun un oncle ou un père qui, à l'instar de milliers d'autres innocents arrachés au tiers monde pour défendre les droits bafoués par les hordes hitlériennes, porte lui aussi dans sa chair les meurtrissures des balles nazies.

Que cesse donc l'arrogance des grands qui ne perdent aucune occasion pour remettre en cause le droit des peuples. L'absence de l'Afrique du club de ceux qui détiennent le droit de veto est une injustice qui doit cesser.

Enfin ma délégation n'aurait pas accompli tous ses devoirs si elle n'exigeait pas *la suspension d'Israël* et le dégagement pur et simple de l'Afrique du Sud de notre Organisation. Lorsque, à la faveur du temps, ces pays auront opéré la mutation qui les introduira dans la communauté internationale, chacun de nous, et mon pays en tête, devra les accueillir avec

bonté, guider leurs premiers pas.

Nous tenons à réaffirmer notre confiance en l'Organisation des Nations Unies. Nous lui sommes redevables du travail fourni par ses agences au Burkina Faso, et de leur présence à nos côtés dans les durs moments que nous traversons.

Nous sommes reconnaissants aux membres du Conseil de sécurité de nous avoir permis de présider par deux fois cette année les travaux du Conseil. Souhaitons seulement voir le Conseil admettre et appliquer le principe de la lutte contre l'extermination de 30 millions d'êtres humains chaque année, par l'arme de la faim qui, de nos jours, fait plus de ravages que l'arme nucléaire.

Cette confiance et cette foi en l'Organisation me fait obligation de remercier le secrétaire général, M. Javier Pérez De Cuéllar, de la visite tant appréciée qu'il nous a faite pour constater sur le terrain les dures réalités de notre existence, et se donner une image fidèle de l'aridité du Sahel et de la tragédie du désert conquérant.

Je ne saurais terminer sans rendre hommage aux éminentes qualités de notre président qui saura, avec la clairvoyance que nous lui connaissons, diriger les travaux de cette trente-neuvième session.

Monsieur le Président,

[170]

J'ai parcouru des milliers de kilomètres. Je suis venu ici pour demander à chacun de vous que nous puissions mettre ensemble nos efforts pour que cesse la morgue des gens qui n'ont pas raison, pour que s'efface le triste spectacle des enfants mourant de faim, pour que disparaisse l'ignorance, pour que triomphe la rébellion légitime des peuples, pour que se taise le bruit des armes et qu'enfin, avec une seule et même volonté, luttant pour la survie de l'humanité, nous parvenions à chanter en chœur avec le grand poète Novalis :

« Bientôt les astres reviendront visiter la terre d'où ils se sont éloignés pendant nos temps obscurs ; le soleil déposera son spectre sévère, redeviendra étoile parmi les étoiles, toutes les races du monde se rassembleront à nouveau, après une longue séparation, les vieilles familles orphelines se retrouveront et chaque jour verra de nouvelles retrouvailles, de nouveaux embrassements ; alors les habitants du temps jadis reviendront vers la terre, en chaque tombe se réveillera la cendre éteinte, partout brûleront à nouveau les flammes de la vie, les vieilles demeures seront rebâties, les temps anciens se renouvelleront et l'histoire sera le rêve d'un présent à l'étendue infinie. »

LA PATRIE OU LA MORT,

Je vous remercie.

[171]

Thomas SANKARA.
Un nouveau pouvoir africain.

ANNEXE 7

**DISCOURS DU CAPITAINE
THOMAS SANKARA
PRONONCÉ À LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE
SUR L'ARBRE ET LA FORÊT
À PARIS
LE 5 FÉVRIER 1986**

[Retour à la table des matières](#)

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Ma patrie, le Burkina Faso, est incontestablement un des rares pays de cette planète qui est en droit de se dire et de se voir comme le concentré de tous les maux naturels que l'humanité connaît encore en cette fin du vingtième siècle.

Et pourtant, cette réalité, les huit millions de Burkinabé l'ont intériorisée douloureusement pendant vingt-trois années. Ils ont regardé mourir des mères, des pères, des filles et des fils que la faim, la famine, la maladie et l'ignorance décimaient par centaines. Les larmes aux yeux, ils ont regardé les mares et les rivières se dessécher. Depuis 1973 ils ont vu l'environnement se dégrader, les arbres mourir et le désert les envahir à pas de géant. On estime à 7 km par an

l'avancée du désert du Sahel.

Seules ces réalités permettent de comprendre et d'accepter la révolte légitime qui est née, qui a longuement mûri et qui a éclaté enfin de manière organisée, dans la nuit du 4 août 1983 sous la forme d'une révolution démocratique et populaire, au Burkina Faso.

Je ne suis ici que l'humble porte-parole d'un peuple qui refuse de se regarder mourir pour avoir regardé passivement mourir son environnement naturel.

Depuis le 4 août 1983, l'eau, l'arbre et la vie pour ne pas dire la survie sont des données fondamentales et sacrées de toute l'action du Conseil national de la révolution qui dirige le Burkina Faso.

C'est à ce titre aussi que je me dois de rendre hommage au peuple français, à son gouvernement et en particulier à son président, Monsieur François Mitterrand, pour cette initiative, qui traduit le génie politique et la lucidité d'un peuple toujours ouvert au monde et toujours sensible à ses misères.

[172]

Le Burkina Faso, situé au cœur du Sahel, saura toujours apprécier à leur juste valeur les initiatives qui coïncident parfaitement avec les préoccupations vitales de son peuple et saura répondre présent chaque fois que de besoin, et cela en opposition aux promenades inutiles.

Depuis bientôt trois ans, mon peuple, le peuple burkinabé, mène un combat titanesque contre la désertification. Il était donc de son devoir d'être présent à cette tribune pour parler de son expérience et bénéficier aussi de celle des autres peuples de par le monde.

Depuis bientôt trois ans au Burkina Faso, chaque événement heureux (mariage, baptême, décoration, visite de personnalités et autres) se célèbre avec une séance de plantation d'arbres.

Pour le Nouvel An 1986, toutes les écolières, tous les écoliers et les élèves de la ville de Ouagadougou (notre capitale) ont confectionné de leurs propres mains plus de 3 500 foyers améliorés offerts à leurs mères, et venant s'ajouter aux 80 000 foyers confectionnés par les femmes elles-mêmes en deux ans. C'était leur contribution à l'effort national pour réduire la consommation du bois de chauffe et sauvegarder l'arbre et la vie.

L'accès à la propriété ou à la simple location des centaines de logements sociaux construits depuis le 4 août 1983 est strictement conditionné par l'engagement du bénéficiaire à planter un nombre minimal d'arbres et à les entretenir comme la prunelle de ses yeux. Des bénéficiaires irrespectueux de leur engagement ont déjà été expulsés grâce à la vigilance de nos Comités de défense de la révolution (CDR) que les langues fielleuses se plaisent à

dénigrer systématiquement et sans aucune nuance.

Après avoir vacciné sur tout le territoire national, en une quinzaine de jours, deux millions cinq cent mille enfants âgés de 9 mois à 14 ans du Burkina Faso et des pays voisins, contre la rougeole, la méningite et la fièvre jaune ; après avoir réalisé plus de 150 forages garantissant l'approvisionnement en eau potable à la vingtaine de secteurs de notre capitale, jusqu'ici privés de ce besoin essentiel ; après avoir porté en deux ans le taux d'alphabétisation de 12% à 22% ; le peuple burkinabé continue victorieusement sa lutte pour un Burkina vert. Dix millions d'arbres ont été [173] plantés dans le cadre d'un Programme populaire de développement (PPD) de quinze mois qui fut notre premier pari en attendant le plan quinquennal.

Dans les villages des vallées aménagées de nos fleuves, les familles doivent planter chacune cent arbres par an.

La coupe et la commercialisation du bois de chauffe ont été totalement réorganisées et vigoureusement disciplinées. Ces activités vont de l'obligation de détenir une carte de commerçant de bois, de respecter les zones affectées à la coupe du bois, jusqu'à l'obligation d'assurer le reboisement des espaces déboisés. Chaque ville et chaque village burkinabé possède aujourd'hui son bosquet, réhabilitant ainsi une tradition ancestrale. Grâce à l'effort de responsabilisation des masses populaires nos centres urbains sont débarrassés du fléau de la divagation des animaux. Dans nos campagnes, nos efforts portent sur la sédentarisation du bétail afin de privilégier le caractère intensif de l'élevage pour lutter contre le nomadisme sauvage. Tous les actes criminels des pyromanes qui brûlent la forêt sont jugés et sanctionnés par les Tribunaux populaires de conciliation des villages.

La plantation obligatoire d'un certain nombre d'arbres figure parmi les sanctions de ces tribunaux.

Du 10 février au 20 mars prochain, plus de 35 000 paysans, responsables des groupements et des coopératives villageois, suivront des cours intensifs d'alphabétisation en matière de gestion économique, d'organisation et d'entretien de l'environnement.

Depuis le 15 janvier, il se déroule au Burkina une opération dénommée « Récolte populaire de semences forestières » en vue d'approvisionner les 7 000 pépinières villageoises. Nous résumons toutes ces actions dans les termes des « trois luttes ».

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Mon intention n'est pas d'encenser sans retenue et sans mesure la modeste expérience révolutionnaire de mon peuple en matière de défense de

l'arbre et de la forêt.

Mon intention est de vous parler de la façon la plus explicite qui soit des profonds changements en cours au [174] Burkina Faso, dans les relations entre l'Homme et l'Arbre. Mon intention est de témoigner de la façon la plus fidèle qui soit de la naissance et du développement d'un amour sincère et profond entre l'homme burkinabé et l'arbre dans ma patrie.

Ce faisant, nous croyons traduire sur le terrain notre conception théorique en rapport avec les voies et moyens spécifiques à nos réalités sahéliennes, dans la recherche de solutions aux dangers présents et futurs qui agressent l'arbre à l'échelle planétaire.

Les efforts de toute la communauté ici réunie et les nôtres, vos expériences et nos expériences cumulées seront certainement à même de garantir des victoires constantes et soutenues pour sauver l'arbre, l'environnement et la vie tout court.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis venu à vous parce que nous espérons que vous engagez un combat d'où nous ne saurions être absents, nous qui sommes quotidiennement agressés et qui attendons que le miracle verdoyant surgisse du courage de dire ce qui doit être dit.

Je suis venu me joindre à vous pour déplorer les rigueurs de la nature.

Je suis venu à vous pour dénoncer l'homme dont l'égoïsme est cause du malheur de son prochain.

Le pillage colonial a décimé nos forêts sans la moindre pensée réparatrice pour nos lendemains.

La perturbation impunie de la biosphère par des rallyes sauvages et meurtriers, sur terre et dans les airs se poursuit. Et l'on ne dira jamais assez combien tous ces engins qui dégagent des gaz propagent des carnages.

Ceux qui ont les moyens technologiques pour établir les culpabilités n'y ont pas intérêt et ceux qui y ont intérêt n'ont pas les moyens technologiques. Ils n'ont pour eux que leur intuition et leur intime conviction.

Nous ne sommes pas contre le progrès, mais nous souhaitons que le progrès ne soit pas anarchique et criminellement oublieux des droits des autres.

Nous voulons donc affirmer que la lutte contre la [175] désertification est une lutte pour l'équilibre entre l'homme, la nature et la société. À ce titre, elle est avant tout une lutte politique et non pas une fatalité. La création d'un Ministère de l'eau, qui vient compléter le Ministère de l'environnement et du

tourisme dans mon pays, marque notre volonté de poser clairement les problèmes afin d'être à même de les résoudre.

Nous devons lutter pour trouver les moyens financiers afin d'exploiter nos ressources hydrauliques (forages, retenues d'eau et barrages) qui existent. C'est le lieu de dénoncer les accords léonins et les conditions draconiennes des banques et des organismes de financement, condamnant nos projets en la matière. Ce sont ces conditions prohibitives qui provoquent l'endettement traumatisant de nos pays, interdisant toute marge de manœuvre réelle.

Ni les arguments fallacieux du malthusianisme — et j'affirme que l'Afrique reste un continent sous-peuplé — ni les colonies de vacances, pompeusement et démagogiquement baptisées opération de reboisement, ne constituent des réponses.

Nous et notre misère, nous sommes refoulés comme des pelés et des galeux dont les jérémiades et les clameurs perturbent la quiétude feutrée des fabricants et des marchands de misère.

C'est pourquoi le Burkina a proposé et propose toujours qu'au moins 1% des sommes colossales sacrifiées dans la recherche de la cohabitation avec les autres astres serve à financer, de façon compensatoire, des projets de lutte pour sauver l'arbre et la vie.

Nous ne désespérons pas qu'un dialogue avec les martiens puisse déboucher sur la reconquête de l'Eden. Mais en attendant, les terriens que nous sommes avons aussi le droit de refuser un choix qui se limite à la simple alternative entre l'Enfer et le Purgatoire.

Ainsi formulée, notre lutte pour l'arbre et la forêt est d'abord une lutte populaire et démocratique. Car l'excitation stérile et dispendieuse de quelques ingénieurs et experts en sylviculture n'y fera jamais rien ! De même, les consciences émues, même sincères et louables, de multiples forums et institutions ne pourront reverdir le Sahel,

[176]

lorsqu'on manque d'argent pour forer des puits d'eau potable à cent mètres et que l'on en regorge pour forer des puits de pétrole à trois mille mètres ! Karl Marx le disait : « On ne pense ni les mêmes choses ni de la même façon selon que l'on vit dans une chaumière ou dans un palais. » Mais cette lutte pour l'arbre et la forêt est surtout une lutte anti-impérialiste. Car l'impérialisme est le pyromane de nos forêts et de nos savanes.

Messieurs les Présidents, Messieurs les Premiers Ministres, Mesdames, Messieurs, c'est pour que le vert de l'abondance, de la joie et du bonheur conquière son droit que nous nous sommes appuyés sur ces principes révolutionnaires de lutte. Nous croyons en la vertu de la révolution pour arrêter la mort de notre Faso et pour lui ouvrir son destin heureux.

Oui, la problématique de l'arbre et de la forêt est exclusivement celle de l'équilibre et de l'harmonie à réaliser entre l'individu, la société et la nature. Ce combat est possible. Ne reculons pas devant l'immensité de la tâche, ne nous détournons pas de la souffrance des autres car la désertification n'a plus de frontière.

Ce combat nous pouvons le gagner si nous choisissons d'être architectes et non pas simplement abeilles. Ce sera la victoire de la conscience sur l'instinct. L'abeille et l'architecte, oui ! L'auteur me permettra de prolonger cette comparaison dualiste en un triptyque, à savoir l'abeille, l'architecte et l'architecte révolutionnaire. LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS !

Je vous remercie.

Fin du texte

1 Régis Debray in *Le Tiers monde et la gauche*, ouvrage collectif, Éditions du Seuil, 1979, p. 79.

2 Plusieurs dirigeants africains partagent cette condition : Patrice Lumumba n'est issu d'aucune des grandes ethnies homogènes du Congo ; il est Mutetela, une ethnie « bâtarde », dispersée à travers tout le bassin congolais par les campagnes des armées esclavagistes du sultan de Zanzibar. Autre exemple : Kwameh N'Krumah est né de la petite ethnie des Nzimah, insignifiante, méprisée par les ressortissants de l'empire ashanti ou des royaumes ewe.

3 Quand Sankara fait le récit d'un événement personnel, il le fait toujours avec beaucoup d'ironie, éclatant de rire, s'amusant comme un gamin des incidents passés. Je n'ai jamais remarqué chez lui la moindre trace de vanité. Il revient sur un de ces épisodes dans ses entretiens avec Rapp.

4 Mao Tsé-Toung cité par André Malraux in *Antimémoires*, Éditions Gallimard, 1967, p. 53.

5 Jean-Paul Sartre, *Les mots*, Éditions Gallimard, coll. Folio, 1979, p. 214.

6 Un de ses conseillers les plus lucides est Kabue Buana, originaire du Zaïre.

7 *Contre l'ordre du monde, les rebelles*, (Mouvements armés de libération nationale du tiers monde), Éditions du Seuil, 1983, coll. Points, 1985.

- 8 L'Université de Ouagadougou, laboratoire de la tradition orale, édite sous la direction de Jean Capron une excellente revue, rendant régulièrement compte de ses recherches.
- 9 Actuellement les hauts-commissaires sont désignés par le CNR.
- 10 La CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest) a son quartier général à Ouagadougou ; c'est pourquoi les dirigeants corrompus de la CEAO étaient jugés au Burkina.
- 11 Dans les statistiques de la Banque mondiale pour 1984, le Burkina Faso est en 124^e position, sur 170 pays, par rapport au PNB, en 161^e si l'on considère le revenu par tête d'habitant.
- 12 Sur le problème du déficit du budget de fonctionnement cf. Youri N. Popov, *Imperialism and the developing countries*, Éditions Progrès, Moscou, 1985.
- 13 Cette argumentation analyse les données de 1984/1985 — années où les prix du pétrole étaient relativement stables et la cotation du dollar élevée.
- 14 Cf. annexe.
- 15 Ismaïl Kadaré, *Les tambours de la pluie*, Éditions Gallimard, coll. Folio, 1980.
- 16 En octobre 1983, Thomas Sankara développait déjà ce point de vue dans une interview accordée au représentant d'Afrique-Asie Mohamed Maïga :
- « La chefferie féodale peut jouer un rôle d'une grande importance. Elle est pourtant porteuse d'un certain nombre de conceptions et de valeurs généralement dépassées à l'heure actuelle. Elle est, par conséquent, et pour bien d'autres raisons, de plus en plus marginalisée. Cette marginalisation est plus ou moins marquée selon les régions. Elle l'est davantage dans le sud-ouest et dans l'ouest ; moins d'ailleurs sur le plateau mossi, le nord, le Sahel et l'est encore très « féodaux ». Néanmoins nous faisons la distinction entre ceux que, avec toutes les réserves nécessaires, j'appelle les « bons » et les « mauvais » féodaux. Entre ceux qui pourraient comprendre les aspirations de leurs peuples et contribuer à résoudre les problèmes qu'ils affrontent et ceux qui, au contraire, ne vivent et ne règnent qu'à partir d'une position sociale et d'un droit divin, d'un droit qui ne souffre aucune contestation et qui n'a donc nul besoin de tenir compte de la volonté populaire. Certains chefs ont compris que, pour se maintenir, ils doivent composer avec le sentiment populaire. C'est peut-être de la démagogie. Toujours est-il qu'ils organisent leurs peuples autour des tâches d'intérêt commun — des écoles, des dispensaires, des routes. Ils ont également donné d'eux-mêmes une image d'hommes justes, bénéficiant donc de la confiance de leurs sujets et apparaissant comme nécessaires au groupe social auquel ils appartiennent. Ces chefs-

là, bons organisateurs, peuvent jouer un rôle positif dans l'évolution sociale entamée. On ne peut en dire autant de certains notables féodaux qui, d'ailleurs, commencent à être rejetés par leurs populations. Ils vivent encore en parasites qui rançonnent et pillent leurs sujets. »

17 *Général Sangoule Lamizana.* Il est né en 1916 dans le cercle de Tougan. Il a servi dans l'armée française, de janvier 1936 à octobre 1961. Il a participé à la Seconde Guerre mondiale, fut en Indochine de 1950 à 1952 puis de 1954 à 1955. De 1959 à 1960 il est commandant de compagnie en Algérie. Dès juillet 1961, il est mis à la disposition du gouvernement voltaïque pour participer à la création de l'armée nationale.

Après l'éviction du président Maurice Yameogo, en janvier 1966, il devient chef d'État et président de la République en titre le 6 avril 1967. Il est promu général de division en 1970, puis général d'armée en 1973. Le 25 novembre 1980 il est écarté du pouvoir par le colonel Saye Zerbo qui met en place un « Comité de redressement pour le progrès national », démet le gouvernement, dissout l'Assemblée nationale et suspend la Constitution, les partis politiques également. Le général Lamizana est alors placé en résidence surveillée. Du 3 au 6 janvier 1984, il est jugé par le tribunal populaire révolutionnaire de Ouagadougou. Il est accusé d'avoir détourné ou dissipé plus de 490 millions de francs CFA sur les fonds spéciaux qui lui avaient été confiés en tant que chef d'État. Il sera acquitté.

18 Le 7 novembre 1982 un groupe de militaires renverse le colonel Saye Zerbo et crée le Conseil provisoire de salut du peuple (CPSP) qui, le 26 novembre, est remplacé par le Conseil de salut du peuple (CSP), instance suprême du pays avec à sa présidence le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, chef de l'État.

19 *Colonel Saye Zerbo.* Né en août 1932, musulman. Il sert en Indochine et en Algérie avant de regagner la Haute-Volta en 1961 avec le grade de sous-lieutenant. Diplômé en sciences économiques et en sociologie, il fut le premier officier voltaïque à obtenir le brevet de l'École supérieure de guerre de Paris. Pendant deux ans il fut ministre des Affaires étrangères du général Lamizana. Il s'empare du pouvoir le 25 novembre 1980. Il cumule alors les fonctions de président du Comité militaire de redressement national (CMRN), de chef d'État, de président du conseil des ministres, de ministre de la Défense nationale et des anciens combattants et de chef d'état-major. Le 7 novembre il est renversé. En mai 1984 le tribunal populaire révolutionnaire de Ouagadougou le juge pour détournements de fonds et le condamne à 8 ans de prison.

20 « Financièrement la situation de la Haute-Volta est critique. Le service de la dette extérieure, qui était de 8,2 milliards de FCFA en 1983, devrait atteindre environ 12,5 milliards en 1984. (...) Les difficultés de trésorerie de l'État voltaïque se sont notamment accrues par une baisse importante des recettes douanières, un fléchissement de l'activité des secteurs commercial et parapublic. Bref le déficit budgétaire qui atteint 7,5 milliards de FCFA en 1983 pourrait dépasser 10 milliards en 1984, soit légèrement plus que le budget d'investissement (9 milliards sur un budget total de 57 milliards).

La politique d'austérité adoptée passe notamment par la réduction (de 15 à 50%) des indemnités de fonctionnaires (ce qui provoque de vives critiques des syndicats) et par un accroissement de la pression fiscale. Ces mesures seront sans

doute jugées insuffisantes par le FMI qui, en plus d'une contraction accrue des dépenses publiques (salaires, dépenses militaires) « suggère » une augmentation des taxes sur les produits de consommation courante et les produits pétroliers ainsi que le démantèlement des sociétés déficitaires du secteur parapublic. » (100 CFA = 2 FF)

Laurent Zecchini, « Le Monde », 18 juillet 1984.

« En 1983 le taux de couverture de la balance commerciale était de 25% soit un déficit de 64 milliards : le coût croissant des importations de produits alimentaires et pétroliers (de 1979 à 1983, la valeur des importations d'hydrocarbures est passée de 6,2 à 16,9 milliards, pour un volume en baisse de 6%) comme des biens d'équipement et de consommation à destination des ménages urbains n'est plus compensé que marginalement par l'exportation d'animaux vivants et de coton qui, tant en volume qu'en valeur, représentent une part décroissante du commerce extérieur burkinabé.

Fortement dépendante de la Communauté européenne et des États-Unis qui assurent respectivement 52% et 11% des approvisionnements, l'économie nationale a supporté les hausses de prix des pays industrialisés et les variations du franc sur les marchés des changes, alors même que les structures économiques forgées dès l'époque coloniale rendaient difficilement compressibles les importations. À l'inverse, la sécheresse dans les provinces du nord et la saturation du marché ivoirien de la viande ont fait chuter les exportations de bovins dans des proportions considérables (de 61 000 à 18 000 têtes de 1979 à 1983) au moment où la baisse des rendements céréaliers dans les régions à forte densité conduisait les agriculteurs à réduire la part des terres consacrées à la culture du coton. »

Pascal Labazée, « Politique africaine », N° 20 p. 24-25

21

« Sidwaya » et « Carrefour africain » sont des journaux officiels, les seuls organes d'opposition. « L'Observateur » ayant disparu lors d'un incendie criminel que certains attribuèrent à l'action d'un groupe CDR. À ce propos Thomas Sankara déclarait à Maurice Duval du « Nouveau Journal » :

« Pour moi, il est dommage que *l'Observateur* ait été incendié. Sa disparition dans ces conditions-là n'a pas de valeur éducative. Pour personne. Ni pour nous, le pouvoir en place, qui aurait su comment combattre ses idées ni pour *l'Observateur* qui ne saura jamais comment un journal se doit d'être en accord avec la société dans laquelle il se trouve (...) *L'Observateur*, d'entrée de jeu, s'est défini comme un journal ennemi. Dès lors, il ne pouvait que connaître le sort du vaincu. De la même manière que *Dounia* le journal que soutenait le PDV-RDA, s'est éteint de lui-même lors de la venue au pouvoir de Saye Zerbo le 25 novembre 1980, *l'Observateur* aurait disparu de lui-même avec la fin du régime de Saye Zerbo. *L'Observateur* soutenait le FPV de Ki Zerbo lequel soutenait sans nuance le pouvoir de Saye. Le RDA aurait de nouveau succédé au régime de Saye Zerbo, c'est *Dounia* qui serait réapparu. »

Quant au rôle de la presse, Thomas Sankara déclarait dans la même interview :

« La presse doit jouer un grand rôle dans notre société. Tout d'abord, nous avons besoin de la presse pour propager notre message. Le faire comprendre, afin que les hommes pour qui il s'agit de l'appliquer, de le vivre, avec tout le sacrifice qu'il suppose, ne ressentent pas ce sacrifice comme une oppression délibérément choisie pour les torturer. Prendre le douzième du salaire d'un citoyen, afin de pouvoir construire une école de plus, un dispensaire de plus, dans les campagnes, ce n'est pas évident. Si vous n'expliquez pas assez, vous passez pour un méchant, un cynique. Par contre, suffisamment expliqué, il n'est pas impossible que cet autre-là ait au moins l'apaisement moral d'avoir, même par une privation, apporté un soutien à son

prochain. La presse est donc nécessaire pour nous. Nous avons besoin de créer une véritable presse. Or, nous avons pour servir notre presse, des hommes de la ville. Ceux qui au terme d'une course d'obstacles ont réussi et se sont retrouvés dans les 0,035% qui ont un salaire. Ceux-là oublient que 7 millions de leurs frères restent derrière eux. On est journaliste, au Burkina Faso, en raison du diplôme de journaliste que l'on présente. Il ne s'agit pas de la foi à défendre telle ou telle cause. »

22 La Caisse nationale de solidarité a été créée pour recueillir des fonds auprès des populations urbaines et selon des quotas fixés d'après les revenus. But poursuivi : venir au secours des habitants de la campagne sinistrés par la sécheresse.

23 « Depuis des années, la Haute-Volta est tributaire d'apports substantiels d'aide étrangère pour financer une part importante de son développement. Selon un rapport du comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) publié en 1980, la Haute-Volta a reçu au total entre 1975 et 1979 pour 795 820 000 dollars d'aide extérieure au développement, soit environ 120 dollars pour chacun des habitants du pays. En fait, depuis 1972, l'aide extérieure dépasse le budget national. »

« Dossier de la coopération internationale » PNUD, New York, 10017.

« La Haute-Volta reste dramatiquement dépendante de l'aide internationale qui, au total, a atteint 198 millions de dollars en 1982. À elle seule l'aide publique française s'est élevée à 460 millions de francs en 1983, représentant près de 42% du budget voltaïque. »

Laurent Zecchini. « Le Monde », 18 juillet 1984.

24 Les handicaps structurels, caractéristiques d'une économie dominée et extravertie, sont en outre aggravés par le déficit pluviométrique des années 1983 et 1984.

Premières victimes de la sécheresse : les 700 000 Peuls, Touaregs et Bellahs, éleveurs des provinces du nord. Touchés par le surpâturage et l'assèchement des mares, ils descendent au centre et au sud du pays afin de sauver le cheptel ou de vendre, sur les marchés de regroupement, les bovins déjà affaiblis. Le cours intérieur de la viande sur pied s'est effondré d'environ 70% et les habituels débouchés à l'exportation (Côte-d'Ivoire et Nigeria) sont saturés : la production voltaïque y est durement concurrencée par la viande congelée venant d'Amérique latine. En 1983, 18 000 bovins ont été exportés contre 70 000 en 1980. Pascal Labazée, « Le Monde diplomatique », août 1985.

25 Le bois constitue de très loin la plus importante source d'énergie consommée en Haute-Volta. En 1977 celle-ci a par exemple importé 84 672 tonnes de produits pétroliers (essence, diesel, gaz, pétrole) et pourtant ce chiffre déjà énorme et d'une valeur de plus de 4 milliards de FCFA ne représente que 6% de l'énergie totale consommée dans le pays : 94% l'a été sous forme de bois de feu (cf. CILSS « L'Énergie dans la stratégie du développement du Sahel »). En 1977 la consommation de bois de feu en Haute-Volta était évaluée à 3 700 000 m³. Pour donner une image de la consommation actuelle on peut se la représenter sous la forme des habituelles charrettes à âne que l'on voit sur les routes menant à Ouagadougou : avec 1 stère sur chacune d'elles, la consommation annuelle de la Haute-Volta représenterait un cortège d'environ 7,4 millions de charrettes et donc environ 37 000 km de long (4,5 fois la traversée de l'Afrique du nord au sud).

26 En 1984, 20,56% des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés et, parmi eux, il y a une fille pour deux garçons.

Au secondaire le taux de scolarisation tombe à 1,19% pour les garçons et 0,8% pour les filles au premier cycle, 0,50% pour les garçons et 0,16% pour les filles au second cycle. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer ces faibles taux de scolarisation, notamment ceux des femmes :

- l'idée héritée du néocolonialisme qui consistait à faire de l'école un privilège pour une minorité ;

- le manque de structures adéquates pour absorber la totalité de la masse scolarisable : insuffisance des locaux, du personnel ;

- le fait que les parents préfèrent investir pour leurs fils plutôt que pour leurs filles parce que le garçon est appelé à rester dans la famille, donc à rapporter les fruits de l'école alors que la fille est appelée à se marier, donc à aller dans une autre famille ;

- le mariage précoce : les filles sont promises très tôt en mariage, souvent même avant la naissance. Les parents craignent que l'école n'incite leurs filles à repousser les maris qu'ils leur attribuent.

Deuxième grand problème : le faible taux de réussite au niveau des enfants burkinabé en général, et celui des filles en particulier (...) les raisons sont les suivantes :

- pléthore des effectifs ;

- insuffisance de matériel didactique ;

- mauvaises conditions d'enseignement : classes démunies, logements défectueux, maîtres sous-qualifiés ;

- charges domestiques trop lourdes pour les filles ;

- de plus, elles sont déjà habituées à la passivité et à la soumission et participent moins en classe ;

- parfois aussi les filles contractent une grossesse et moralement se sentent obligées de quitter l'école à cause de pressions d'ordre social et familial.

Troisième problème, lié à la scolarisation : la perpétuation des concepts traditionnels par l'école. En effet, en même temps que les disciplines, on y enseigne un comportement social différencié selon qu'on est une fille ou un garçon.

(...)

Quatrième problème : celui des débouchés et de l'insertion sociale de ceux qui n'ont pas réussi ou n'ont pas poussé loin leurs études. Le plus souvent cela finit par la délinquance juvénile ou la prostitution occasionnelle parce que le niveau de connaissances qu'ils ont acquis ne peut permettre de trouver un emploi moderne, alors qu'ils ne veulent pas non plus retourner à la terre ou à des emplois traditionnels.

Revue « Lolowulen », 1er mars 1985, Ouagadougou.

27 Le coup d'État militaire du 25 novembre 1980 eut lieu 5 jours après que le Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEAHV) et le Syndicat unique des enseignants du secondaire et du supérieur (SUVESS) eurent décidé de suspendre l'épreuve de force engagée contre le gouvernement du premier ministre et secrétaire général adjoint du PDV-RDA (Parti démocratique voltaïque — Rassemblement démocratique africain), M. Joseph Conombo. Ils avaient déclenché une grève illimitée depuis le 1er octobre 1979. Le 14 octobre le mouvement s'étendait.

La Confédération syndicale voltaïque (CSV) entraînait en lice. Première grève générale de 72 heures. Le 4 novembre, nouvelle grève générale soutenue cette

fois par les quatre centrales voltaïques : la Confédération nationale des travailleurs voltaïques (CNTV), l'Organisation voltaïque des syndicats libres (OVSL), l'Union syndicale des travailleurs voltaïques (USTV) ainsi que la CSV.

28 Le 31 juillet 1985 Amnesty International s'inquiète de cas de tortures à la suite de l'arrestation d'un groupe de civils et de militaires arrêtés après l'explosion de deux bombes en mai 1985. Selon l'organisation, l'adjudant Hamidou Zeba, ancien parachutiste, est mort des suites de tortures et le nombre des victimes serait plus important. Le gouvernement burkinabé a réagi en réfutant ces accusations et en présentant à la presse plusieurs détenus dont on avait annoncé la mort en août 1985.

29 *Commandant Jean-Baptiste Ouedraogo.* Né en 1942, il est catholique et appartient à l'ethnie mossi. Il a fait ses études à l'École de santé navale de Bordeaux dont il est sorti en 1974. Médecin sous-lieutenant de l'armée voltaïque dès le 1^{er} octobre 1972, il est nommé commandant en octobre 1979. Pédiatre de formation, il s'occupe pendant un certain temps d'un service à l'hôpital de Ouagadougou. Le 7 novembre un groupe d'officiers renverse le colonel Saye Zerbo et crée le Conseil provisoire de salut du peuple (CPSP) qui le 26 novembre est remplacé par le Conseil du salut du peuple (CSP). Le plus âgé et le plus gradé du groupe en prend la tête. C'est Jean-Baptiste Ouedraogo. Favorable à un retour, dans un avenir proche, des militaires dans leur caserne à de la restitution du pouvoir à l'ancienne classe politique, il entre en conflit avec son premier ministre Thomas Sankara qu'il fait arrêter le 17 mai 1984. Le 4 août il est renversé et placé dans un camp militaire. Le 4 août 1985, il est autorisé à retrouver sa famille à Ouagadougou où il vit en résidence surveillée.

30 À la suite de la découverte du complot du 28 mai 1984, 7 conspirateurs seront exécutés le 11 juin 1984. Le colonel Didier Tiendrebeogo, ancien maire de Ouagadougou, deux lieutenants : Moumou Ouedraogo et Maurice Ouedraogo, un major de gendarmerie, Moussa Kaboré, un homme d'affaires, un sergent et un pilote.